



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail



MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET
DES DROITS DE L'HOMME (MJDH)

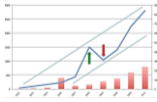
ANNUAIRE DES STATISTIQUES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES

Année judiciaire 2021-2022

SIS-MJDH

SYSTÈME D'INFORMATION
STATISTIQUE

Juillet 2023



PREFACE



Chers membres de la grande famille judiciaire,

Chers usagers de la Justice,

Depuis quelques années, nous avons entrepris d'importantes réformes pour moderniser la Justice, la rendre plus accessible et renforcer, ainsi, la confiance avec les usagers.

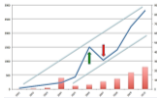
La production régulière des statistiques judiciaires devrait permettre de mesurer les performances réalisées dans notre ambition d'améliorer la qualité du service public de la Justice.

L'enjeu pour nous est d'évaluer les actions réalisées afin de consolider les acquis et de prendre en compte les nouveaux défis, d'où la nécessité de produire des statistiques fiables concernant l'ensemble des activités du secteur de la Justice.

C'est pourquoi, j'adresse mes vifs remerciements à tous les partenaires du système judiciaire et à tous ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la réalisation du présent document. Cela témoigne, une fois de plus, de la volonté de tous d'améliorer le service public de la Justice, œuvrant ainsi à la consolidation de l'Etat de droit.

*Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des
Droits de l'Homme*

Jean Sansan KAMBILE



REMERCIEMENTS

Le Système d'Information Statistique (SIS) adopté par le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH) en 2017 permet de collecter et publier régulièrement des statistiques judiciaires et pénitentiaires de la Côte d'Ivoire, nécessaires pour le pilotage de l'appareil judiciaire.



La réussite de cette activité exige l'actualisation constante des instruments de collecte, la collaboration et l'implication active des acteurs concernés. Le présent rapport résulte du traitement et de l'analyse des données collectées au titre de l'année judiciaire 2021-2022.

A cet effet, je voudrais réitérer mes sincères remerciements au **Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Monsieur JEAN SANSAN KAMBILE**, pour l'intérêt qu'il accorde à la production des statistiques.

Mes remerciements vont également à l'endroit des membres du Cabinet du Garde des Sceaux, principalement au **Directeur de Cabinet, Monsieur KOUASSI BERNARD**, pour son soutien et ses conseils avisés.

A tous les acteurs du système judiciaire, j'exprime toute ma gratitude et mes félicitations pour le travail abattu. Il s'agit principalement des Chefs de juridictions, des Magistrats, des Greffiers, des Régisseurs des établissements pénitentiaires, ainsi que les points focaux chargés de la collecte des données dans les juridictions.

Enfin, je remercie les directions et services du MJDH qui ont participé à l'élaboration de ce document. A mes collaborateurs de la DPS, trouvez ici toute ma reconnaissance aux sacrifices consentis pour la réalisation de cet objectif.

Directeur de la Planification et des Statistiques

OUATTARA Soualiho

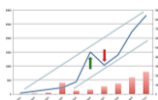
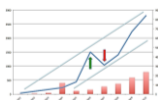
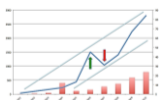


TABLE DES MATIERES

PREFACE	1
REMERCIEMENTS	2
Table des matières	3
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES	8
SIGLES ET ABREVIATIONS	9
DEFINITION DES CONCEPTS ET TERMINOLOGIES	10
RESUME	12
Chiffres clés et indicateurs des juridictions.....	12
Chiffres clés et indicateurs de la détention.....	20
INTRODUCTION	21
I. CADRE INSTITUTIONNEL	22
I.1 Présentation des structures du MJDH.....	22
I.1.1 Cabinet du Garde des Sceaux.....	22
I.1.2 Directions et services rattachés au cabinet.....	22
I.1.3 Directions centrales.....	27
I.1.4 Services extérieurs.....	30
I.1.5 Structures sous tutelle technique.....	31
I.1.6 Organigramme du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.....	35
I.2 Organisation judiciaire.....	36
I.2.1 Juridictions suprêmes et les institutions juridictionnelles spéciales.....	36
I.2.1.1 Juridictions suprêmes.....	36
I.2.1.2 Conseil Supérieur de la Magistrature et les juridictions spéciales.....	36
I.2.2 Juridictions de second degré.....	37
I.2.3 Juridictions de premier degré.....	37
I.2.3.1 Compétences des tribunaux de Première instance et leurs sections détachées.....	38
I.2.3.2 Quelques juridictions spécifiques.....	39
I.2.4 Synoptique du système juridictionnel et pénitentiaire de la Côte d'Ivoire.....	42
II. CARTOGRAPHIE DES JURIDICTIONS, ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES ET PROFESSIONS JUDICIAIRES	43
II.1 Cartographie des juridictions.....	43
II.2 Cartographie des établissements pénitentiaires et des centres pour mineurs.....	48
II.3 Cartographie des professions judiciaires.....	49
III. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIERES	50
III.1 Ressources humaines.....	50
III.1.1 Ressources humaines du ministère de la justice et des droits de l'homme.....	50
III.1.1.1 Ressources humaines des tribunaux et cours d'appels.....	50
III.1.2 Ressources humaines des tribunaux et cours d'appels.....	54
III.1.3 Ressources humaines des professions judiciaires.....	55
III.1.4 Ressources financières.....	55
III.1.5 Budget des structures du ministère.....	56
IV. ACTIVITES DES COURS D'APPEL	59
IV.1 Aperçu des dossiers reçus et traités par les Cours d'Appel.....	59
IV.2 Activités des Parquets Généraux près les Cours d'Appel.....	61
IV.2.1 Traitement des affaires pénales dans les Parquets Généraux selon la nature.....	62
IV.2.2 Traitement des pourvois en matière pénale.....	65
IV.2.3 Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites.....	66
IV.3 Activités des Sièges des Cours d'Appel.....	68



IV.3.1	Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales par les chambres des Cours d'Appel	69
IV.3.2	Traitement des affaires pénales par les chambres des Cours d'Appel	72
IV.4	Quelques activités spécifiques aux Greffes des Cours d'Appel	73
V.	ACTIVITES DES TRIBUNAUX	75
V.1	Activités d'ensemble	75
V.2	Activités des Parquets	78
V.2.1	Procédures pénales	79
V.2.2	Autres activités des Parquets d'instance	81
V.3	Activités des Sièges des tribunaux	81
V.3.1	Jugement des affaires pénale	83
V.3.2	Instruction des affaires pénales	83
V.3.2.1	Traitement des affaires par les cabinets d'instruction	84
V.3.2.2	Traitement des affaires par les juges des enfants	85
V.3.3	Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales	86
V.3.3.1	Traitement des affaires civiles	87
V.3.3.2	Traitement des affaires commerciales	90
V.3.3.3	Traitement des affaires administratives et sociales	91
V.4	Quelques activités spécifiques aux Greffes des tribunaux	92
V.4.1	RCCM et sûretés	93
V.4.2	Traitement des dossiers frappés de recours	93
V.4.3	Demandes d'actes	95
VI.	ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES	98



LISTE DES TABLEAUX

<i>Synthèse 1 : Ressources humaines et financières du secteur de la justice</i>	12
<i>Synthèse 3 : Ressources humaines et traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Bouaké et les tribunaux du ressort</i>	14
<i>Synthèse 4 : Ressources humaines et traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Daloa et les tribunaux du ressort</i>	15
<i>Synthèse 5 : Ressources humaines et traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Korhogo et les tribunaux du ressort</i>	16
<i>Synthèse 6 : Répartition des affaires des tribunaux par nature</i>	19
<i>Synthèse 7 : Infractions réglées par les Parquets d'instance selon la nature</i>	19
<i>Synthèse 8 : Quelques indicateurs relatifs à la détention</i>	20
<i>Tableau 1: Nombre de tribunaux par ressort de Cour d'Appel en 2021-2022</i>	43
<i>Tableau 2: Répartition des juridictions par ressort de Cour d'Appel</i>	43
<i>Tableau 3: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel d'Abidjan par circonscription administrative</i>	44
<i>Tableau 4: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Bouaké par circonscription administrative</i>	45
<i>Tableau 5: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Korhogo par circonscription administrative</i>	45
<i>Tableau 6: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Daloa par circonscription administrative</i>	46
<i>Tableau 7: Carte des juridictions</i>	47
<i>Tableau 8: Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de rééducation pour mineurs par Direction Régionale d'Administration Pénitentiaire (DRAP) en 2022</i>	48
<i>Tableau 9: Répartition des établissements pénitentiaires et centres pour mineurs par type et par délégation régionale d'administration pénitentiaire</i>	48
<i>Tableau 10: Carte des établissements pénitentiaires</i>	49
<i>Tableau 11: Nombre de cabinets des professions judiciaires selon l'année</i>	49
<i>Tableau 12: Effectif du personnel du ministère de la justice et des droits de l'homme</i>	50
<i>Tableau 13: Personnel des Cours d'Appels et Tribunaux</i>	50
<i>Tableau 13: Personnel des Cours d'Appel d'Abidjan et des juridictions du ressort*</i>	51
<i>Tableau 14: Personnel de la Cour d'Appel de Bouaké et des tribunaux du ressort</i>	51
<i>Tableau 15: Personnel de la Cour d'Appel de Daloa et des tribunaux du ressort</i>	52
<i>Tableau 16: Personnel de la Cour d'Appel de Korhogo et des tribunaux du ressort</i>	52
<i>Tableau 17: Effectif du personnel des cours d'appel tribunaux et cours d'appel au 30 septembre 2022</i>	53
<i>Tableau 18: Personnel des Cours d'Appel et tribunaux par emploi au 30/09/2022</i>	54
<i>Tableau 19: Répartition des titulaires de charge des professions judiciaires selon la profession, le sexe et l'année</i>	55
<i>Tableau 20: Evolution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme</i>	55
<i>Tableau 21: Budgets alloués aux directions (en million de FCFA)</i>	56
<i>Tableau 22: Budgets alloués aux juridictions (en million de FCFA)</i>	57
<i>Tableau 23: Budgets alloués aux établissements pénitentiaires (en million de FCFA)</i>	58
<i>Tableau 24: Récapitulatif du traitement des dossiers par les cours d'Appel</i>	59

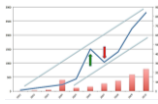
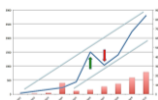
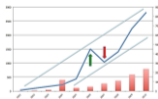


Tableau 25:Récapitulatif du traitement des dossiers selon la nature _____	60
Tableau 26:Volume des dossiers à traiter par les Parquets Généraux _____	61
Tableau 27:Aperçu du traitement des procédures pénales par les Parquets généraux selon la nature _____	62
Tableau 28:Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction _____	63
Tableau 29:Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants _____	63
Tableau 30:Traitement des dossiers d'appel contre les jugements en matière pénale _____	64
Tableau 31:Traitement des dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général (OTPG) _____	64
Tableau 32:Traitement d'autres dossiers pénaux _____	65
Tableau 33:Traitement des dossiers pénaux frappés de pourvoi en cassation _____	65
Tableau 34: Traitement des dossiers reçues pour conclusions écrites par les Parquets Généraux _____	66
Tableau 35:Traitement des dossiers civils et administratifs reçus pour conclusions écrites par les Parquets Généraux _____	66
Tableau 36:Traitement des procédures commerciales reçues pour conclusions écrites par les Parquets Généraux _____	67
Tableau 37:Traitement des procédures sociales reçues pour conclusions écrites par les Parquets Généraux _____	67
Tableau 38:Traitement des affaires* par les chambres des Cours d'Appel _____	68
Tableau 39:Traitement des affaires par les chambres civiles _____	69
Tableau 40:Traitement des affaires par les chambres commerciales _____	69
Tableau 41:Traitement des affaires dans les chambres sociales _____	70
Tableau 42:Etat des ordonnances sur requête par Cour d'Appel _____	71
Tableau 43:Jugement des affaires pénales _____	72
Tableau 44:Règlement des affaires par les chambres d'instruction _____	72
Tableau 45:Enregistrement des décisions par les greffes des Cours d'Appel _____	73
Tableau 46:Enregistrement des décisions pénales _____	73
Tableau 47:Enregistrement des décisions civiles, commerciales et administratives (référé y compris) _____	74
Tableau 48:Etat des affaires à traiter par les juridictions de premier degré _____	75
Tableau 49:Traitement des dossiers par les juridictions de premier degré selon la procédure _____	77
Tableau 50:Traitement des dossiers par les Parquets d'instance _____	78
Tableau 51:Traitement des procédures pénales par les Parquets d'instance _____	79
Tableau 52:Suites données aux procès-verbaux réglés selon la nature de l'infraction _____	79
Tableau 53:Infractions traitées par les Parquets d'instance selon la nature _____	80
Tableau 54:Rectifications administratives _____	81
Tableau 55:Traitement des dossiers au siège des tribunaux _____	81
Tableau 56:Affaires jugées par les juridictions répressives _____	83
Tableau 57:Evolution du niveau de traitement des affaires par les cabinets d'instruction et des juges des enfants _____	83
Tableau 58:Traitement des affaires par les cabinets d'instruction _____	84
Tableau 59:Instruction des dossiers d'information par les cabinets d'instruction _____	84
Tableau 60: Etat des commissions rogatoires (CR) reçues par les cabinets d'instruction _____	84
Tableau 61:Traitement des affaires par les juges des enfants _____	85
Tableau 62:Instruction des dossiers d'information par les juges des enfants _____	85

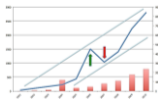


<i>Tableau 63:Etat des commissions rogatoires (CR) reçues par les juges des enfants</i>	86
<i>Tableau 64:Evolution du niveau de traitement des affaires sociales, civiles, commerciales et administratives par les tribunaux</i>	86
<i>Tableau 65:Traitement des affaires d'état civil</i>	87
<i>Tableau 66:Traitement des affaires d'hérédité et de tutelle</i>	88
<i>Tableau 67:Traitement des procédures de divorce</i>	88
<i>Tableau 68:Traitement des référés, assistance judiciaire, saisie des rémunérations et autres affaires civiles</i>	89
<i>Tableau 69:Etat des ordonnances sur requête</i>	90
<i>Tableau 70:Traitement des affaires commerciales par les tribunaux</i>	90
<i>Tableau 71:Traitement des affaires administratives par les tribunaux</i>	91
<i>Tableau 72:Traitement des procédures sociales par les tribunaux</i>	91
<i>Tableau 73:Activités spécifiques au Greffe</i>	92
<i>Tableau 74:Activités relatives au RCCM</i>	93
<i>Tableau 75:Traitement des dossiers frappés d'appel</i>	93
<i>Tableau 76:Etat des recours autres que les appels et pourvoi en cassation</i>	94
<i>Tableau 77:Etablissement des certificats de nationalité et casiers judiciaires</i>	95
<i>Tableau 78:Demande d'actes en matière sociale</i>	96
<i>Tableau 79:Autres actes</i>	97
<i>Tableau 80:Population carcérale au 1er janvier 2022</i>	98
<i>Tableau 81:Population carcérale moyenne en 2022</i>	98
<i>Tableau 82:Population carcérale au 31 décembre 2022 à la fermeture</i>	98
<i>Tableau 83:Population carcérale MACA au 1er janvier 2022</i>	100
<i>Tableau 84:Population carcérale moyenne MACA en 2022</i>	100
<i>Tableau 85:Population carcérale MACA au 31 décembre 2022 à la fermeture</i>	100
<i>Tableau 86:Population carcérale mensuelle de janvier 2022 à décembre 2022</i>	101
<i>Tableau 87:Evolution de la population carcérale moyenne de 2017 à 2022</i>	102
<i>Tableau 88:Densité de la population carcérale par établissement pénitentiaire en 2022</i>	104



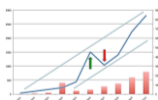
LISTE DES GRAPHIQUES

Fig. 1 Traitement des dossiers par magistrat de Cour d'Appel au titre de l'année judiciaire 2021-2022	17
Fig. 2 Traitement des dossiers par magistrat de tribunal au titre de l'année judiciaire 2021-2022	17
Fig 3 Répartition des procédures par nature	19
Fig 4 Etat des crimes et délits traités par les Parquets d'instance	20
Graphique 1 Evolution des affaires par cour d'Appel	59
Graphique 2 Etat des sollicitations en matières civiles et pénales	60
Graphique 3 Volume des dossiers à traiter par les parquets généraux	61
Graphique 4 Traitement des affaires par les chambres des Cours d'Appel	68
Graphique 5 Densité des dossiers à traiter par juridictions de premier degré au cours de l'année judiciaire 2021-2022	76
Graphique 6 Etat des sollicitations en matières civiles et pénales	77
Graphique 7 Activités des parquets d'instance	78
Graphique 8 Activités des sièges des tribunaux	82
Graphique 9 Répartition de la population carcérale selon le sexe et le statut	99
Graphique 10 Evolution de la population carcérale de janvier à décembre 2022	101
Graphique 11 Comparaison des détenus en fonction du statut, de la catégorie et du sexe	102
Graphique 12 Evolution du nombre de personnes condamnées de 2019 à 2022	103



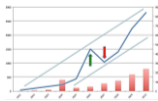
SIGLES ET ABBREVIATIONS

CNDJ	Centre National de la Documentation Juridique
CPCCA	Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative
CR	Commission Rogatoire
DACP	Direction des Affaires Civiles et Pénales
DAF	Direction des Affaires Financières
DAP	Direction de l'Administration Pénitentiaire
DECA	Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives
DELD	Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation
DIEM	Direction des Infrastructures, de l'Equipement et de la Maintenance
DPJEJ	Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse
DPS	Direction de la Planification et des Statistiques
DRAP	Délégations Régionales de l'Administration Pénitentiaire
DSJRH	Direction des services judiciaires et des ressources humaines
FCFA	Franc de la Communauté Financière en Afrique
IGSJP	Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires
INFJ	Institut national de Formation Judiciaire
JSD	Juridiction du Second Degré
MAC	Maison d'Arrêt et de Correction
MC	Maison de Correction
MJDH	Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme
OTPG	Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur General
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PV	Procès-Verbal
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
Scé Info	Service de l'Informatique
SerCom	Service de la Communication et des Relations Publiques
SIS-MJDH	Système d'Information Statistiques du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme
TPI	Tribunal de Première Instance
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

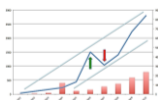


DEFINITION DES CONCEPTS ET TERMINOLOGIES

Année judiciaire	C'est la période qui part du 01 octobre d'une année donnée au 30 Septembre de l'année suivante.
Appel	Voie de recours ordinaire contre une décision rendue par le juge de premier degré conformément aux modalités prévues par la loi.
Arrêt	Terme utilisé pour désigner la décision rendue par une cour par opposition à une décision qui est prononcée par le juge de premier degré.
Audience	Séance au cours de laquelle le juge ou la formation collégiale entend les parties ou leur conseil et rend sa décision. Elle est, en général, consacrée aux débats, aux plaidoiries et au prononcé des décisions
Citation directe	Acte par lequel une personne, non détenue, soupçonnée d'avoir commis une infraction, est convoquée par le ministère public ou la partie civile à comparaître devant une juridiction répressive (tribunal criminel, tribunal correctionnel, tribunal de simple police, etc.).
Classement sans suite	Lorsqu'une infraction supposée lui est rapportée, le ministère public (parquet) peut décider de ne pas exercer l'action publique, c'est-à-dire ne pas déclencher de poursuite pénale. Le classement sans suite n'a pas l'autorité de la chose jugée. Le ministère public peut revenir tout moment sur sa décision.
Commission rogatoire	Délégation qu'une autorité judiciaire chargée d'instruire un litige civil ou une procédure pénale donne à une autre autorité judiciaire à l'effet d'exécuter en son nom certains actes qu'elle ne peut ou ne veut pas accomplir elle-même.
Conclusion écrite	Avis donné par écrit par le ministère public, partie jointe, sur l'application de la loi dans des affaires autres que pénale (affaires civile, commerciale, administrative et sociale)
Contrainte par corps	Emprisonnement pour contraindre quelqu'un à payer une somme due au trésor, notamment une amende.
Contravention	C'est une infraction passible d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à 2 mois et d'une amende inférieure ou égale à trois cent soixante mille (360 000 FCFA) ou de l'une de ces deux peines seulement.
Crime	C'est une infraction passible d'une peine privative de liberté perpétuelle ou temporaire supérieure à dix ans. Les crimes sont jugés par le tribunal criminel.
Délit	Catégorie d'infraction pénale passible d'une peine privative de liberté inférieure ou égale à 10 ans, et supérieure à deux mois et d'une peine supérieure à 360 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement.
Détention préventive	C'est le fait d'incarcération dans une maison d'arrêt d'un individu soupçonné ou inculpé de crime ou délit, avant le prononcé du jugement ou pour les besoins de l'enquête. La détention préventive est réalisée en vertu d'un mandat de dépôt ou d'arrêt. C'est une mesure d'incarcération exceptionnelle d'un inculpé pendant l'information judiciaire.
Flagrant délit	Délit en train de se commettre ou qui vient de se commettre, constaté par la police judiciaire. Il y a aussi délit flagrant lorsque dans un temps très voisin de l'action, la personne soupçonnée est poursuivie par la clameur publique ou est trouvée en possession d'objets, ou présente des traces ou indices, laissant penser qu'elle a participé au crime ou délit.
Greffe	Service d'une juridiction, dirigé par un fonctionnaire greffier, qui assiste les magistrats dans toutes leurs fonctions tant en ce qui concerne la tenue de l'audience, la rédaction des jugements que l'accomplissement des actes de la compétence des magistrats.
Greffier	Un greffier est un officier public, auxiliaire de justice. Il a pour mission de tenir les registres, de recevoir les pièces de procédure, de garantir le bon déroulement des débats aux audiences, d'en rapporter par écrit les échanges, déclarations et observations. Il authentifie les actes de la juridiction. Il existe plusieurs greffiers dans une juridiction, tous placés sous l'autorité du greffier en chef.



Information	Ensemble des actes mis à la charge des juridictions d’instruction par la loi, tendant à établir la preuve de la commission ou non d’une infraction et en découvrir les auteurs.
Infractions	Action ou omission définie par la loi et punie de sanctions pénales prévues par la loi : amende, peine d’emprisonnement, peines complémentaires... On distingue 3 catégories d’infraction, selon leur gravité et les peines encourues : les contraventions, les délits et les crimes.
Juge	Magistrat qui a pour fonction de trancher les litiges entre les citoyens.
Juge de l’application des peines	Magistrat du siège du Tribunal chargé, dans les conditions prévues par la loi de fixer les principales modalités de l’exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de liberté, en orientant et en contrôlant les conditions de leur application.
Juge d’instruction	Magistrat de 1er degré chargé de l’information des dossiers correctionnels et criminels.
Jugement	Décision rendue par une juridiction de premier degré (Tribunal).
Magistrat	Agent de l’Etat assurant le service public de la justice, soit par la poursuite des auteurs d’infractions (Magistrats du parquet), soit par l’instruction (Juges d’instruction) ou le jugement des litiges (Juge).
Ministère public	Ensemble des magistrats chargés de recevoir et apprécier les plaintes et dénonciations, diriger les enquêtes, mettre en mouvement l’action publique et requérir l’application de la loi. Ils veillent également à la défense des intérêts généraux de la société devant les juridictions de l’ordre judiciaire.
Ordonnance	Décision prise par un juge unique. (Par exemple ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d’instruction). En matière civile, l’ordonnance est une décision provisoire, à la différence du jugement.
Ordonnance de non-lieu	Décision de clôture par laquelle une juridiction d’instruction déclare qu’il n’a pas lieu de poursuivre l’instruction contre un inculpé, soit parce que les faits qui lui sont reprochés ne tombent pas ou ne tombent plus sous la loi pénale, soit parce que les charges relevées contre lui n’apparaissent pas suffisantes.
Ordonnance sur requête	Décision provisoire rendue non contradictoirement par le chef de juridiction ou un juge par lui désigné dans les cas où le requérant est fondé, au regard de la loi, à ne pas appeler la partie adverse.
Pourvoi en cassation	Recours extraordinaire formé devant la Cour de cassation ou le conseil d’état contre une décision de justice rendue en dernier ressort.
Référé	C’est une procédure simplifiée et rapide par laquelle le Président du Tribunal ou le juge désigné par lui peut trancher dans les cas d’urgence et à titre provisoire les difficultés existantes entre les parties.
Siège	Ce sont les juges chargés de trancher les litiges (dire le droit) en appliquant la loi, après avoir entendu les différentes parties au procès. Dans les tribunaux, ils sont assis, c’est la raison pour laquelle on les appelle « le siège ».
Voie de recours	Moyens juridictionnels tendant à la réformation, la rétractation ou la cassation d’une décision de Justice.



RESUME

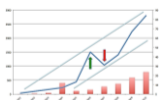
Chiffres clés et indicateurs des juridictions

Synthèse 1 : Ressources humaines et financières du secteur de la justice

Année civile	2018	2019	2020	2021	2022
Magistrats	686	700	686	680	727
Greffiers	1 029	1 110	1 025	940	1 087
Commissaires de justice	444	441	335	358	310
Notaires	216	215	239	242	241
Population Nationale	25 122 709	25 775 899	26 446 072	29 389 150 ⁽¹⁾	30 241 435
Population pour un magistrat	36 622	36 823	38 551	43 219	41 598
Population pour un Greffier	24 415	23 222	25 801	31 265	27 821
Population pour un Commissaire de justice	56 583	58 449	78 943	82 093	97 553
Population pour un Notaire	116 850	121 584	110 653	121 443	125 483
Budget de l'Etat (en milliard FCFA)	6 759,3	7 334,3	8 415,4	9 093,60	10 734,7
Budget du MJDH (en milliard FCFA)	74,7	79,6	80,4	72,7	94,9
Dont investissements (en milliard FCFA)	21,6	21,7	20,5	7,1	14,6
Part des investissements dans le budget du MJDH	28,9%	27,3%	25,5%	9,7%	15,4%
Part du budget du MJDH dans le budget de l'Etat	1,1%	1,1%	1,0%	0,9%	0,9%
Année judiciaire	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Nombre de Magistrats des Cours d'Appel (CA)	126	131	135	132	135
Nombre d'affaires à traiter par les CA	15 683	17 770	15 473	16 378	19 280
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de CA	124	136	115	124	143
Nombre d'affaires traitées par les CA	10456	14220	11 219	11 664	14 382
Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de CA	83	109	83	88	107
Nombre de Magistrats dans les tribunaux	305	315	314	315	322
Nombre d'affaires à traiter dans les tribunaux ⁽²⁾	104 998	214 228	214 975	198 676	156 502
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal	344	680	685	631	486
Nombre d'affaires traitées par les tribunaux ⁽²⁾	84 318	179 643	178 636	171 274	115 942
Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal	276	570	569	544	360

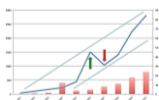
(1) Source INS, sur la base du RGPH 2021

(2) Ces chiffres ne prennent pas en compte les actes de justice



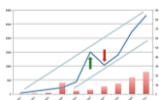
Synthèse 2 : Ressources humaines et traitement des dossiers par la Cour d'Appel d'Abidjan, la Cour d'Appel de commerce et les tribunaux de leur ressort

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Magistrats des Cours d'Appel et tribunaux des ressorts	244	248	254	246
<i>Dont magistrats des Cours d'Appel</i>	82	83	81	72
<i>Magistrats des tribunaux des ressorts</i>	163	165	173	174
Greffiers des Cours d'Appel et tribunaux du ressort	427	397	422	428
<i>Dont greffiers des Cours d'Appel</i>	68	71	65	64
<i>Greffiers des tribunaux des ressorts</i>	359	326	357	364
Commissaires de justice	272	283	218	
Notaires	168	176	202	
Population du ressort des Cours d'Appel	9 462 570	9 708 597	12 420 751	12 743 691
<i>Population pour un magistrat</i>	38 781	39 148	48 901	51 804
<i>Population pour un greffier</i>	22 161	24 455	29 433	29 775
Nombre d'affaires à traiter par les Cours d'Appel	11 683	7 618	7 4 39	12 695
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de Cour d'Appel</i>	142	92	92	176
Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux des ressorts	134 788	141 206	140 839	116 089
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal des ressorts</i>	827	856	814	667
Nombre d'affaires à traiter par les greffes des Cours d'Appel	10 721	10 970	14 197	22 707
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de Cour d'Appel</i>	158	155	218	355
Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux des ressorts	767 061	923 182	1 099 456	829 956
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal des ressorts</i>	2 137	2 832	3 063	2280
Nombre d'affaires traitées par les Cours d'Appel	9 043	5 375	5 565	9 087
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de Cour d'Appel</i>	110	65	69	126
Nombre d'affaires traitées par les tribunaux des ressorts	109 301	112 562	118 917	85 164
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal des ressorts</i>	671	682	687	489
Nombre d'affaires traitées par les greffes des Cours d'Appel	8 168	8 688	12 165	15 899
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de Cour d'Appel</i>	120	122	187	248
Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux des ressorts	675 452	881 689	1 067 137	703 639
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par Greffier de tribunal des ressorts</i>	1881	2705	2989	1936



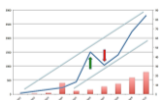
Synthèse 3 : Ressources humaines et traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Bouaké et les tribunaux du ressort

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Magistrats de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	79	81	79	62
<i>Dont magistrats de la Cour d'Appel</i>	27	30	29	27
<i>Magistrats des tribunaux du ressort</i>	52	51	50	35
Greffiers de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	148	167	163	111
<i>Dont greffiers de la Cour d'Appel</i>	12	21	20	21
<i>Greffiers des tribunaux du ressort</i>	136	146	143	90
Commissaires de justice	76	77	81	
Notaires	23	18	23	
Population du ressort de la Cour d'Appel	5 630 435	5 776 826	6 470 981	6 639 227
<i>Population pour un magistrat</i>	71 271	71 319	81 911	107 084
<i>Population pour un greffier</i>	22 057	24 455	39 699	59 813
Nombre d'affaires à traiter par la Cour d'Appel	2 290	2 657	2 029	1 684
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	85	89	70	62
Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux du ressort	24 112	26 436	20 234	10 405
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal du ressort</i>	464	518	405	297
Nombre d'affaires à traiter par les greffes de la Cour d'Appel	4 247	5 774	3 874	3 447
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	354	275	194	164
Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux du ressort	299 846	318 177	504 312	263 600
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal du ressort</i>	2 205	2 179	3 527	2 629
Nombre d'affaires traitées par la Cour d'Appel	1 900	2 419	1 836	1 502
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	70	81	63	56
Nombre d'affaires traitées par les tribunaux du ressort	21 153	24 131	18 573	8 030
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal du ressort</i>	407	473	371	229
Nombre d'affaires traitées par les greffes de la Cour d'Appel	3 810	5 774	3 510	2 444
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	318	275	176	116
Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux du ressort	296 118	312 433	502 081	231 888
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de tribunal du ressort</i>	2177	2140	3 511	2 577



Synthèse 4 : Ressources humaines et traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Daloa et les tribunaux du ressort

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Magistrats de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	123	120	113	119
<i>Dont magistrats de la Cour d'Appel</i>	23	22	22	24
<i>Magistrats des tribunaux du ressort</i>	100	98	91	95
Greffiers de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort	249	254	213	227
<i>Dont greffiers de la Cour d'Appel</i>	14	15	15	21
<i>Greffiers des tribunaux du ressort</i>	235	239	198	206
Commissaires de justice	93	98	59	
Notaires	21	18	17	
Population du ressort de la Cour d'Appel	10 682 894	10 960 649	10 497 418	10 770 351
<i>Population pour un magistrat</i>	86 853	99 642	92 898	90 507
<i>Population pour un greffier</i>	42 903	43 152	49 284	47 446
<i>Nombre d'affaires à traiter par la Cour d'Appel</i>	3 797	5 198	6 910	4 471
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	165	236	314	186
<i>Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux du ressort</i>	55 328	47 333	37 603	26 715
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal du ressort</i>	553	483	413	281
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes de la Cour d'Appel</i>	8 482	10 842	10 219	6867
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	606	723	681	327
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux du ressort</i>	360 688	467 620	384 451	256 710
<i>Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal du ressort</i>	1 535	1 957	1 942	1 246
<i>Nombre d'affaires traitées par la Cour d'Appel</i>	3 275	3 425	4 263	3 387
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel</i>	142	156	194	141
<i>Nombre d'affaires traitées par les tribunaux du ressort</i>	49 189	41 943	33 784	20 149
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal du ressort</i>	492	428	371	212
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes de la Cour d'Appel</i>	7 685	8 436	7 224	5380
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de la Cour d'Appel</i>	549	562	482	256
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux du ressort</i>	351 751	456 886	358 799	248 869
<i>Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de tribunal du ressort</i>	1497	1912	1 812	1 208



Synthèse 5 : Ressources humaines et traitement des dossiers par la Cour d'Appel de Korhogo et les tribunaux du ressort

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Magistrats de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort				30
<i>Dont magistrats de la Cour d'Appel</i>				12
<i>Magistrats des tribunaux du ressort</i>				18
Greffiers de la Cour d'Appel et tribunaux du ressort				46
<i>Dont greffiers de la Cour d'Appel</i>				12
<i>Greffiers des tribunaux du ressort</i>				34
Commissaires de justice				
Notaires				
Population du ressort de la Cour d'Appel			2 595 447	2 662 929
Population pour un magistrat				88 764
Population pour un greffier				57 890
<i>Nombre d'affaires à traiter par la Cour d'Appel</i>				430
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel				36
<i>Nombre d'affaires à traiter par les tribunaux du ressort</i>				3291
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par magistrat de tribunal du ressort				183
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes de la Cour d'Appel</i>				664
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de la Cour d'Appel				55
<i>Nombre d'affaires à traiter par les greffes des tribunaux du ressort</i>				27 966
Nombre d'affaires à traiter en moyenne par greffier de tribunal du ressort				823
<i>Nombre d'affaires traitées par la Cour d'Appel</i>				406
Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de la Cour d'Appel				34
<i>Nombre d'affaires traitées par les tribunaux du ressort</i>				2 596
Nombre d'affaires traitées en moyenne par magistrat de tribunal du ressort				144
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes de la Cour d'Appel</i>				604
Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de la Cour d'Appel				50
<i>Nombre d'affaires traitées par les greffes des tribunaux du ressort</i>				27 033
Nombre d'affaires traitées en moyenne par greffier de tribunal du ressort				795

Fig. 1 Traitement des dossiers par magistrat de Cour d'Appel au titre de l'année judiciaire 2021-2022

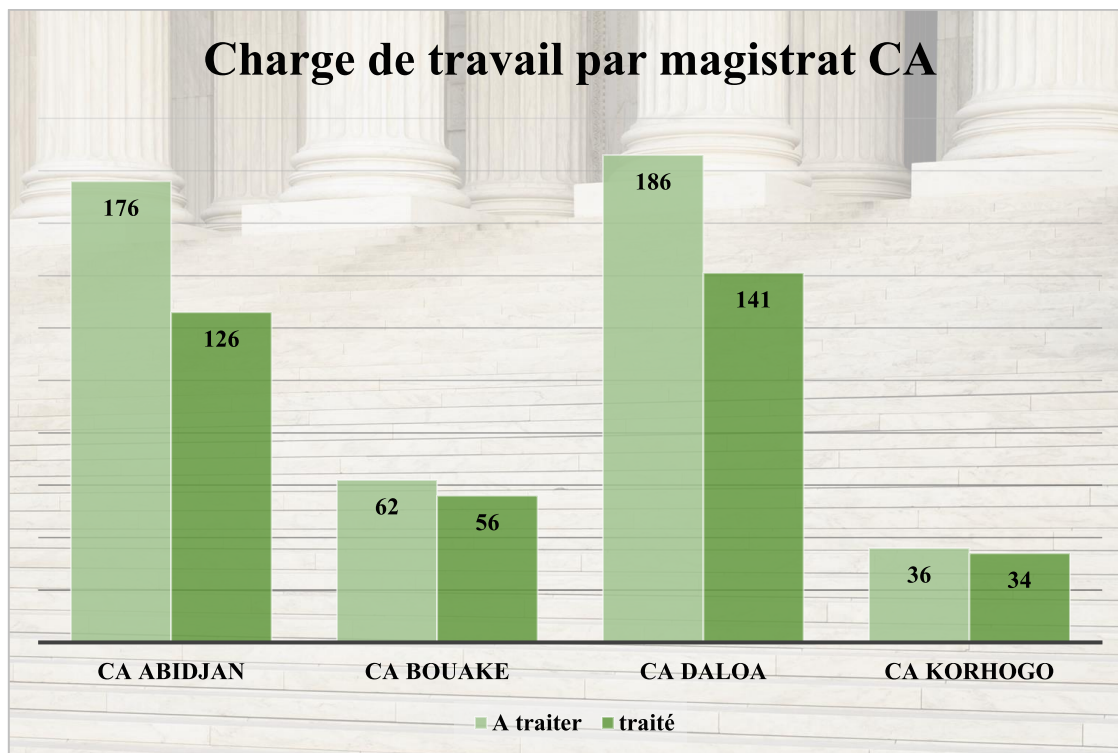
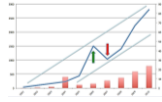
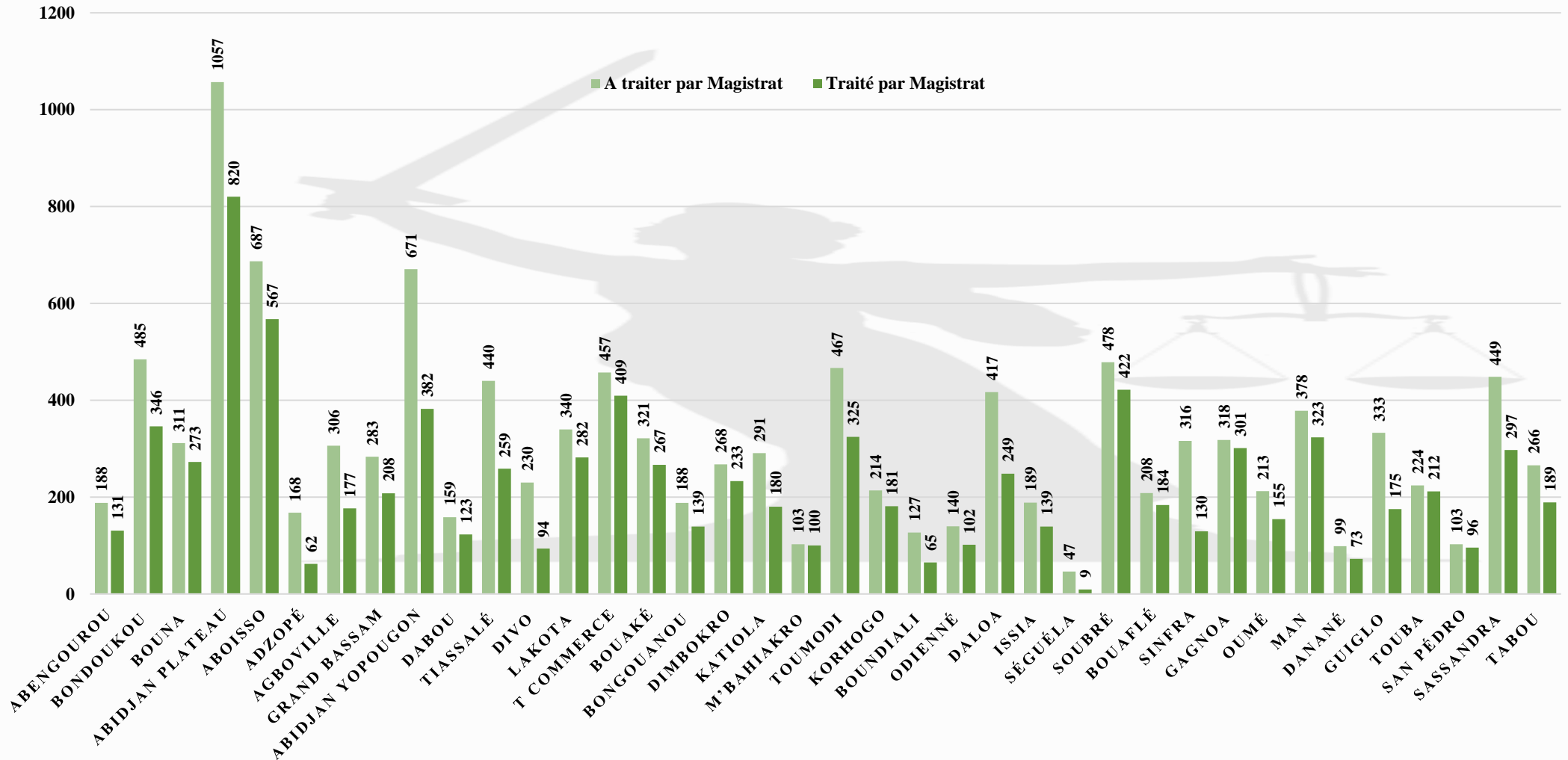
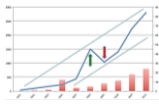


Fig. 2 Traitement des dossiers par magistrat de tribunal au titre de l'année judiciaire 2021-2022



TRAITEMENT DES AFFAIRES PAR MAGISTRAT ET SELON LE TRIBUNAL

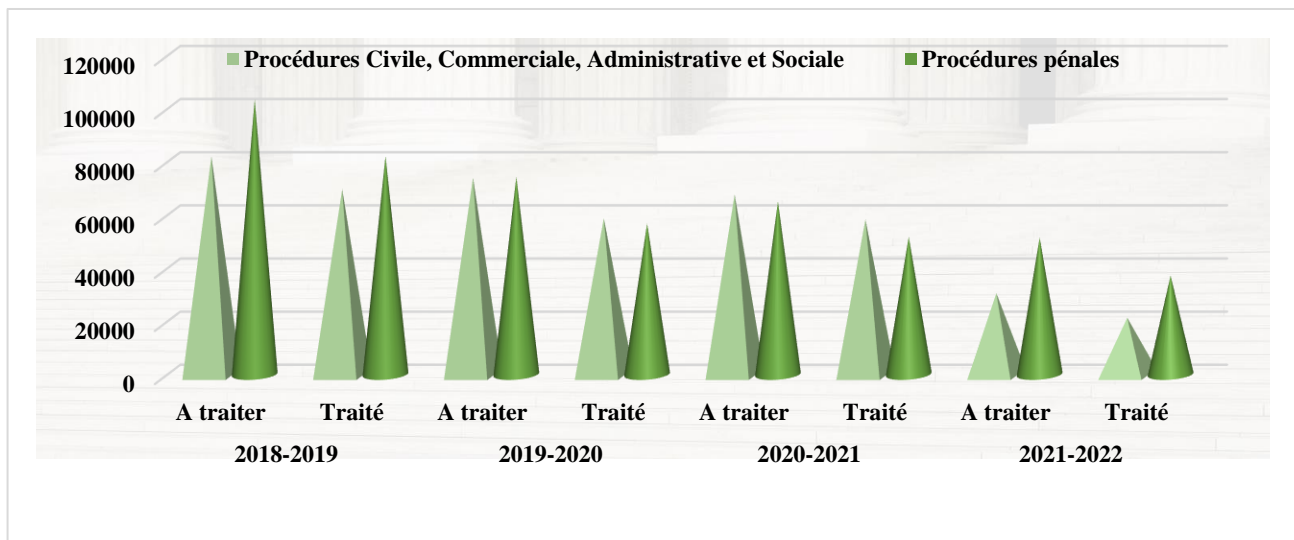




Synthèse 6 : Répartition des affaires des tribunaux par nature

RUBRIQUE	2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022		
	A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité	
<i>Procédures Civile, Commerciale, Administrative et Sociale</i>	Civile	73 140	63 680	65 279	52 753	54 230	47 717	24 807	16 974
	Commerciale	3 610	2 641	4 870	4 006	9 273	8 389	3 448	2 816
	Administrative	1 012	653	15	10	154	146	1 188	812
	Sociale	4 285	2 731	3 912	2 024	4 117	2 128	1 112	722
	Total	82 047	69 705	74 076	58 793	67 774	68 380	30 555	21 324
<i>Procédures pénales</i>	Règlement des infractions dénoncées au ministère public	41 726	34 834	41 693	34 781	33 149	30 312	20 335	17 062
	Règlement des infractions par les cabinets d'instruction et juges des enfants	15 251	4 999	11 886	4 057	11 606	3 324	7 762	3 043
	Jugement des affaires pénales	31 785	28 630	20 833	17 956	20 358	18 181	23 396	17 116
	Total	88 762	68 463	74 412	56 794	65 113	51 817	51 493	37 221
Total général	170 809	138 168	148 488	115 587	132 887	120 197	82 048	58 545	

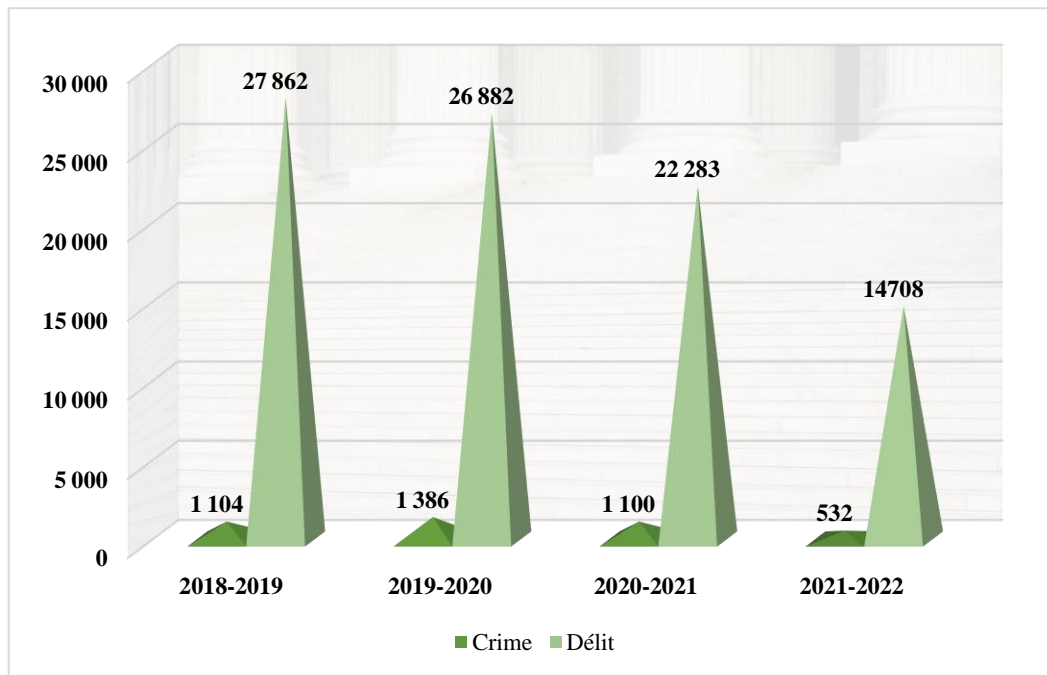
Fig 3 Répartition des procédures par nature



Synthèse 7 : Infractions réglées par les Parquets d'instance selon la nature

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022
<i>Crime</i>	1 104	1 386	1 100	532
<i>Délit</i>	27 862	26 882	22 283	14 716
<i>Contravention</i>	1 110	1 631	1 331	420
Total	30 076	29 899	24 714	15 668

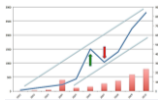
Fig 4 Etat des crimes et délits traités par les Parquets d'instance



Chiffres clés et indicateurs de la détention

Synthèse 8 : Quelques indicateurs relatifs à la détention

	2018	2019	2020	2021	2022
Capacité carcérale d'accueil (m ²)	7 438	7 438	7 729	9 139	9 139
Population carcérale moyenne	17 588	19 392	21 054	22 674	25 192
Nombre de prévenus	6 012	6 376	6 876	7 574	8 191
Taux moyen de détention préventive	34,2%	32,9%	32,7%	33,4%	32,5%
Nombre d'hommes prévenus	5 343	5 606	6 032	6 579	7 027
Nombre de femmes prévenus	230	223	242	260	287
Nombre de mineurs garçons prévenus	431	536	689	722	862
Nombre de mineurs filles prévenus	8	11	13	13	15
Nombre de condamnés	11 554	13 003	14 172	15 100	17 001
Taux de détenus condamnés	65,7%	67,1%	67,3%	66,6%	67,4%
Nombre d'hommes condamnés	11 316	12 687	13 791	14 714	16 586
Nombre de femmes condamnés	192	243	291	299	327
Nombre de mineurs garçons condamnés	46	73	90	86	86
Nombre de mineurs filles condamnés	0	0	0	0	1
Durée moyenne de condamnation	4,5	//	//	//	//
Nombre d'évasions	29	//	03	//	//
Nombre de décès	104	//	112	//	//
Densité carcérale (détenu au 3m²)	2,4	2,6	2,7	2,5	2,8



INTRODUCTION

La publication des statistiques sous la forme d'un annuaire répond au besoin de disposer d'une référence de données quantitatives et qualitatives sur le système judiciaire de la Côte d'Ivoire. Les indicateurs formulés et calculés à travers ces statistiques permettent également d'apprécier l'impact des réformes entreprises dans le cadre de la politique sectorielle.

Ces dernières années, plusieurs réformes portant notamment sur la réalisation d'infrastructures judiciaires et pénitentiaires (construction et réhabilitation de tribunaux et MAC), ainsi que l'amélioration de la législation en matières civile, commerciale et pénale, ont été mises en œuvre. Ces investissements importants consentis au secteur de la justice par l'Etat et les partenaires techniques au développement, ne sauraient être appréciés sans la production de statistiques.

Par ailleurs, les statistiques judiciaires des années antérieures faisaient ressortir globalement une surcharge de travail dans les juridictions et une surpopulation carcérale.

En effet, le nombre moyen de dossier à traiter par magistrat (Cours d'Appel et tribunaux réunis) reste élever sur les trois dernières années. En 2021, ce chiffre s'évaluait à **481** dossiers à traiter par magistrat contre **513** en 2020 et **520** en 2019. La situation spécifique des juridictions de premier degré, faisait ressortir **631** dossiers à traiter en moyenne par magistrat en 2021, contre **685** en 2020 et **680** en 2019.

La situation en milieu carcéral est également préoccupante, malgré les efforts entrepris par l'Etat pour augmenter la capacité d'accueil des détenus. La densité carcérale de 2019 à 2021 se situe autour de 2,6 détenus pour **3m²** en moyenne, largement au-dessus de la norme fixée à **un détenu pour 3m²**.

Quelles sont les évolutions de ces indicateurs en 2022 ?

La collecte et le traitement des données portant sur l'année judiciaire 2021-2022 reposent sur l'intérêt d'actualiser les indicateurs du système judiciaire ivoirien.

La méthodologie utilisée a consisté à collecter directement les données auprès des juridictions de premier et de second degré, ainsi que des directions et services du Ministère, à travers des cadres de collecte actualisés. Les directions concernées sont la Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH) et la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

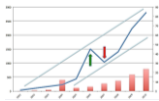
Les outils de collecte conçus à cet effet depuis 2016, ont été progressivement améliorés par une approche participative avec les acteurs concernés.

Ces outils mis à la disposition des juridictions et établissements pénitentiaires ainsi que les directions, ont été renseignés et transmis à la DPS suivant un chronogramme.

Les données obtenues de la collecte ont fait l'objet de validation lors d'un atelier, puis consolidées sous Excel par la Sous-direction des Statistiques de la DPS. Les données ainsi obtenues de cette consolidation sont traitées suivant les indicateurs et graphiques retenus pour diffusion.

L'annuaire se présente en six (06) parties :

- Partie I. Cadre institutionnel
- Partie II. Cartographie des juridictions, établissements pénitentiaires et professions judiciaires ;
- Partie III. Les ressources humaines et financières ;
- Partie IV. Activités des Cours d'Appel
- Partie V. Activités des tribunaux
- Partie VI. Activités des établissements pénitentiaires



I. CADRE INSTITUTIONNEL

Le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH) est chargé :

- de la gestion de l'activité des juridictions ;
- du suivi de la bonne application des lois et règlements ;
- de l'élaboration des projets de lois et règlements ;
- de veiller à la promotion et à la protection des droits de l'homme.

Le décret n° 2021-451 du 08 septembre 2021 portant organisation du MJDH mentionne en son article 1, que pour l'exercice de ses attributions, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, dispose, outre le Cabinet, de Directions et Services rattachés au Cabinet, de Directions Centrales ainsi que de Services Extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

Il existe, par ailleurs, dans le dispositif institutionnel du MJDH, des établissements publics de type particulier placés sous sa tutelle technique, au regard du :

- décret n°2023-57 du 1^{er} février 2023, déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'institut National de la formation judiciaire ;
- décret n°2016-843 du 19 octobre 2016 portant organisation et fonctionnement de l'établissement public à caractère administratif, dénommé Centre National de Documentation Juridique, en abrégé CNDJ ;
- ainsi que le décret n°2022-982 du 21 décembre 2022 modifiant le décret n°2022-349 du 1^{er} juin 2022 déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'agence de gestion et de recouvrement des avoirs criminels, en abrégé AGRAC.

I.1 Présentation des structures du MJDH

I.1.1 Cabinet du Garde des Sceaux

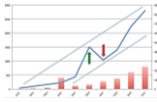
Le Cabinet comprend :

- un Directeur de Cabinet;
- un Directeur de Cabinet Adjoint;
- un Chef de Cabinet;
- huit Conseillers techniques;
- six Chargés d'études;
- un Chargé de missions;
- un Chef du Secrétariat particulier.

I.1.2 Directions et services rattachés au cabinet

Les Directions et Services rattachés sont :

- l'Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP) ;
- la Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH) ;
- la Direction des Affaires Financières (DAF) ;
- la Direction de la Planification et des Statistiques (DPS) ;
- la Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM) ;
- le Service de l'Informatique (Sce Info) ;
- le Service de la Communication et des Relations Publiques (SerCom);



- la Cellule de Passation de Marché Publics;
- le Service de Gestion du Patrimoine.

I.1.2.1.1 Inspection Générale des Services Judiciaires et Pénitentiaires (IGSJP)

Elle est chargée :

- de s'assurer du fonctionnement normal des juridictions et des divers services judiciaires et pénitentiaires, ainsi que de l'activité de tous les personnels des professions dont l'organisation, les attributions et la discipline relèvent du MJDH ;
- de contrôler l'application des directives ministérielles ;
- de constater les insuffisances dans l'activité des juridictions, services et professions et de proposer les mesures nécessaires pour y remédier et parvenir à une bonne administration de la justice ;
- de veiller au maintien des améliorations obtenues ;
- d'instruire les dossiers en vue de la saisine des organes disciplinaires et de faire des propositions de sanctions.

L'IGSJP est dirigée par un Inspecteur Général, secondé par des Inspecteurs Généraux Adjoints et des Inspecteurs des Services Judiciaires et Pénitentiaires.

L'Inspecteur Général, les Inspecteurs Généraux Adjoints et les Inspecteurs des Services Judiciaires et Pénitentiaires sont nommés conformément aux dispositions du décret no 2012-14 du 18 janvier 2012 portant organisation, attributions et fonctionnement de l'IGSJP.

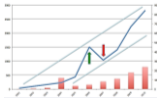
I.1.2.1.2 Direction des Services Judiciaires et des Ressources Humaines (DSJRH)

Elle est chargée :

- d'organiser les juridictions et de veiller à leur fonctionnement ;
- de proposer des réformes en matière d'organisation judiciaire ;
- d'assurer le secrétariat de la Commission d'avancement des magistrats ;
- d'assurer la gestion des professions judiciaires ;
- de mettre en œuvre la politique générale de gestion des ressources humaines, telle que définie par le Ministre chargé de la Fonction Publique ;
- d'assurer le suivi de l'application des dispositions relatives à l'éthique et à la déontologie ;
- de participer à l'élaboration du cadre organique des emplois et à la définition des profils de poste ;
- d'assurer la gestion prévisionnelle des effectifs ;
- d'assurer le suivi de la situation administrative des agents, notamment la mise à disposition, la disponibilité, le détachement, les congés, l'avancement, la promotion et la retraite ;
- d'archiver les actes de gestion du personnel et de tenir à jour le fichier-personnel du Ministère ;
- d'œuvrer à l'amélioration du cadre du travail.

La DSJRH est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale. La DSJRH comprend quatre Sous-directions :

- la Sous-direction des Services Judiciaires;



- la Sous-direction des Personnels Magistrat et de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse;
- la Sous-direction des personnels greffier et interministériel;
- la Sous-direction des Professions Judiciaires et du personnel pénitentiaire.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

I.1.2.1.3 Direction des Affaires Financières (DAF)

Elle est chargée :

- de préparer et de superviser l'exécution du budget du ministère ;
- d'assurer la préparation et l'exécution des marchés publics ;
- d'assurer la gestion centralisée du parc automobile ;
- d'assurer la gestion des baux administratifs du personnel pénitentiaire ;
- de préparer et d'exécuter les marchés des travaux immobiliers ;
- de veiller à l'acquisition de matériels et d'équipements ainsi qu'à la gestion des crédits y afférents ;
- de veiller à l'acquisition et à la gestion des costumes d'audience ;
- de coordonner les activités de l'imprimerie du Ministère de la Justice.

La DAF est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale.

La DAF comprend trois Sous-directions :

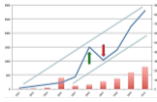
- La Sous-direction du Budget et de la Comptabilité;
- La Sous-direction des Marchés;
- La Sous-direction des Baux.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

I.1.2.1.4 Direction de la Planification et des Statistiques (DPS)

Elle est chargée :

- d'assurer la production des statistiques et des indicateurs ;
- d'assurer la conception et la mise en œuvre des études sectorielles ;
- de participer à l'élaboration du plan national de développement et du programme d'investissement public ;
- de participer à la réalisation des programmes et projets sectoriels dédiés ;
- de vulgariser les nouvelles méthodes et approches en matière de planification sectorielle ;
- d'assurer la coordination des activités des différentes structures du ministère en matière de statistiques, de planification, de programmation et de suivi-évaluation ;
- de prévoir et de réaliser les études nécessaires pour la planification sectorielle ;
- de définir les objectifs et les stratégies en matière de développement sectoriel ;
- d'assurer la programmation des investissements ;
- d'assurer le contrôle et le suivi des projets ;
- d'élaborer les bilans semestriels et annuels d'exécution des volets sectoriels du Plan National de Développement et du Programme d'Investissement Public.



La DPS est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale.

La DPS comprend trois Sous-directions :

- La Sous-direction de la Planification et des Projets;
- La Sous-direction des Statistiques;
- La Sous-direction du Suivi et de l'Évaluation.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

I.1.2.1.5 Direction des Infrastructures, de l'Équipement et de la Maintenance (DIEM)

Elle est chargée :

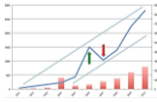
- d'élaborer les normes et les standards des bâtiments et des équipements judiciaires et pénitentiaires ;
- d'élaborer les normes de sécurité relatives aux infrastructures, aux installations techniques, aux équipements et aux matériels judiciaires et pénitentiaires ;
- d'assurer la programmation des investissements, le suivi et le contrôle des programmes de construction et d'entretien des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- de réaliser ou de suivre les études techniques pour la construction, l'équipement et l'entretien des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ainsi que de suivre les travaux pour le compte du ministère ;
- de veiller à la programmation et à la gestion du matériel et des équipements judiciaires et pénitentiaires ;
- de définir la politique de maintenance des infrastructures et des équipements judiciaires et pénitentiaires ;
- d'assurer ou d'organiser la maintenance des infrastructures et des équipements judiciaires et pénitentiaires ;
- d'assister et de conseiller les structures du ministère dans le domaine des équipements et des infrastructures judiciaires et pénitentiaires ;
- d'élaborer le plan de réhabilitation et de rééquipement des infrastructures judiciaires et pénitentiaires dégradées ;
- de coordonner et de suivre la mise en œuvre des projets d'investissements ciblés sur les infrastructures et les équipements judiciaires et pénitentiaires.

La DIEM est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale.

Elle comprend trois Sous-directions :

- La Sous-direction des Études, de la Normalisation et de la Programmation des Investissements;
- La Sous-direction du Contrôle des Infrastructures et des Équipements;
- La Sous-direction de la Réhabilitation et de la Maintenance.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.



I.1.2.1.6 Service de l'Informatique (Sce Info)

Il est chargé :

- d'assurer l'informatisation du ministère ;
- de gérer le site web du ministère ;
- d'élaborer les programmes informatiques de recherche ;
- d'assister les services utilisateurs de l'outil informatique au sein du ministère ;
- de procéder à l'élaboration et à la révision périodique du schéma directeur informatique du ministère et de suivre son application ;
- de participer à la formation et au perfectionnement du personnel en informatique ;
- de participer à l'étude des besoins en informatiques du ministère ;
- de veiller à la sécurité des outils et à la qualité des travaux informatiques.

Le Sce Info est dirigé par un Chef de service nommé par arrêté. Il a rang de sous-directeur d'administration centrale.

I.1.2.1.7 Service Communication et des Relations Publiques (SerCom)

Il est chargé :

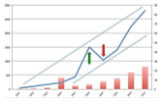
- de faire des propositions techniques relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- de préparer et de mettre en œuvre la politique de communication du ministère ;
- d'apporter une assistance aux services centraux et aux juridictions en matière de communication ;
- d'organiser, en liaison avec les autres départements et services du ministère, des manifestations et réunions à caractère national et international ;
- d'entretenir les relations avec les médias,
- d'élaborer les bulletins d'information internes et externes du ministère.

Le SerCom est dirigé par un chef de service nommé par arrêté. Il a rang de sous-directeur d'administration centrale.

I.1.2.1.8 La Cellule de Passation des Marchés Publics

Elle est chargée :

- d'élaborer, en liaison avec les services compétents un plan annuel de passation des marchés publics ;
- de s'assurer de la disponibilité du financement et de la réservation des crédits destinés à financer les opérations ;
- de coordonner l'élaboration des dossiers de consultation en liaison avec les services techniques compétents, conformément aux dossiers types d'appel d'offre en vigueur ;
- de veiller au lancement des appels à la concurrence ;
- de transmettre les demandes de procédures dérogatoires à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics ;
- de transmettre les dossiers d'approbation à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics ;



- de faire le suivi de l'exécution des marchés publics ;
- de rédiger les rapports trimestriels sur la passation des marchés et de les transmettre à la structure administrative chargée du contrôle des marchés publics et aux services concernés ;
- de renseigner le système d'information des marchés publics ;

La Cellule de passation des marchés publics est dirigée par un responsable nommé par arrêté. Il a rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

I.1.2.1.9 Le Service Gestion du Patrimoine

Il est chargé de la comptabilité des matières du Ministère à travers, notamment la description et le suivi des biens corporels et incorporels autres que les deniers et valeurs à ce titre,

Il est chargé :

- de passer les commandes, de recevoir et de distribuer le matériel et les fournitures ;
- de faire le recensement, l'enregistrement et le suivi des matières ;
- d'entretenir les relations avec les utilisateurs (services et agents) et de recenser les besoins ;
- d'établir une politique d'exploitation et de maintenance des matières ;
- d'assurer la planification et la coordination des différents travaux d'aménagement, de sécurité et de maintenance ;
- de vérifier la bonne tenue des outils de gestion des matières et la tenue de la comptabilité des matières des gestionnaires de crédits ;
- de produire le rapport de gestion pour le compte de l'ordonnateur en fin d'exercice ;
- de transmettre, sous la responsabilité du ministre, des informations et données au coordonnateur national de la mise en œuvre de la comptabilité des matières, en vue de leur mise à disposition du comptable public.

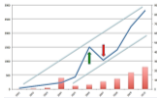
Le service gestion de patrimoine est dirigé par un chef de service nommé par arrêté. Il a rang de Sous-directeur d'administration centrale.

I.1.3 Directions centrales

L'administration centrale du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme comprend six directions :

- Direction des Études, de la Législation et de la Documentation (DELD)
- Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP)
- Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)
- Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJEJ)
- Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA)
- Direction des Droits de l'Homme

Les directions sont dirigées par des directeurs nommés par décret pris en conseil des ministres. Ils ont rang de directeur d'administrateur centrale.



I.1.3.1. Direction des Etudes, de la Législation et de la Documentation (DELD)

Elle est chargée :

- de procéder à l'étude et à la rédaction des projets de textes législatifs et réglementaires ;
- d'examiner les projets de conventions internationales soumis à la chancellerie, pour avis, par les autres départements ministériels et tous organismes intéressés ;
- d'apporter une assistance juridique au gouvernement ;
- de mener des études d'intérêt juridique ;
- de gérer les bibliothèques du ministère et des juridictions.

La DELD comprend quatre Sous-directions :

- la sous-direction de la législation;
- la sous-direction de l'assistance juridique au gouvernement;
- la sous-direction des études;
- la sous-direction de la Documentation.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

I.1.3.2. Direction des Affaires Civiles et Pénales (DACP)

Elle est chargée :

- de suivre l'application de la législation en matière pénale, civile, commerciale, administrative et sociale ;
- d'assurer le suivi des affaires pénales ;
- d'assurer l'application du code de la nationalité ;
- d'assurer la garde du sceau ;
- de veiller à l'organisation et au bon fonctionnement de l'assistance judiciaire ainsi qu'à une meilleure accessibilité à la justice ;
- de proposer des plans d'action et des réformes en matière civile, commerciale, administrative, sociale et pénale ;
- de coordonner la coopération en matière judiciaire internationale.

La DACP comprend quatre Sous-directions :

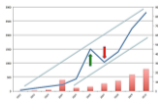
- la sous-direction des affaires civiles et du sceau;
- la sous-direction des affaires commerciales;
- la sous-direction des affaires pénales et des grâces;
- la sous-direction de la coopération judiciaire internationale.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

I.1.3.3. Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)

Elle est chargée :

- de veiller à la gestion et au contrôle des établissements pénitentiaires ;
- de veiller à la sécurité pénitentiaire ;



- d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des décisions privatives de liberté ;
- d'organiser le service social et le travail en milieu carcéral ;
- d'appliquer le régime progressif et des procédures de libération conditionnelle ;
- de proposer des réformes en matière d'administration pénitentiaire ;
- de veiller à la formation et à la réinsertion sociale des détenus.

La DAP comprend trois Sous-directions :

- la sous-direction de la politique carcérale;
- la sous-direction de la sécurité pénitentiaire;
- la sous-direction de la réinsertion et des affaires sociales.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

I.1.3.4. Direction de la Protection Judiciaire de l'Enfance et de la Jeunesse (DPJ EJ)

Dans le cadre des questions intéressant la justice des mineurs, elle est chargée :

- de proposer des réformes en matière de politique de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse ;
- de proposer, en liaison avec les directions compétentes, des réformes textuelles concernant les mineurs délinquants, victimes ou témoin ;
- de mettre en œuvre la politique de protection de l'enfance et de la jeunesse ;
- de proposer des mesures de prévention et de lutte contre la délinquance des jeunes ;
- d'organiser, de contrôler et d'évaluer les structures d'observation, d'accueil, de placement, d'assistance éducative, de formation et de rééducation des mineurs ;
- de mener des actions d'insertion sociale, scolaire et professionnelle des mineurs délinquants, victimes ou témoin ;
- de gérer le régime de la liberté surveillée et de l'assistance éducative ;
- de procéder au renforcement des relations avec des personnes ou institutions publiques ou privées recevant des mineurs ainsi qu'avec toutes personnes et organisations participant à la protection de l'enfance et de la jeunesse.

La DPJ EJ comprend deux Sous-directions :

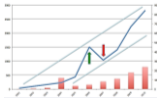
- la sous-direction de la prévention de la délinquance juvénile;
- la sous-direction de la prise en charge de l'enfance délinquante et des mineurs victimes ou témoins.

Les Sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur d'Administration Centrale.

I.1.3.5. Direction du Contrôle de l'Etat Civil et des Archives (DECA)

Elle est chargée :

- de définir la politique du ministère en matière de contrôle de l'état civil et des archives ;
- de suivre l'application de la législation en matière d'état civil ;
- d'assurer le suivi et le contrôle de l'état civil ;



- de proposer des réformes en matière de contrôle de l'état civil ;
- de collecter, de traiter, de centraliser et de conserver les archives judiciaires et celles du ministère ;
- de gérer les archives du deuxième âge ;
- de coordonner l'activité des centres d'archivage ;
- d'assurer les relations avec les archives nationales.

La DECA comprend deux Sous-directions :

- la sous-direction du contrôle de l'état civil;
- la sous-direction des archives.

Les sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur de l'Administration Centrale.

I.1.3.6. Direction des Droits de l'Homme

Elle est chargée :

- d'assurer la promotion et la protection des Droits de l'Homme ;
- de veiller à la bonne application de la législation et de la réglementation relatives aux droits de l'homme ;
- de veiller au respect des engagements internationaux en matière des droits de l'homme ;
- d'examiner en lien avec la direction des études, de la législation et de la documentation, les projets de conventions internationales en matière de droits de l'homme.

La Direction des Droits de l'Homme comprend quatre Sous-directions :

- la sous-direction des conventions internationales et des procédures spéciales;
- la sous-direction de l'éducation et de la sensibilisation aux droits de l'homme ;
- la sous-direction de l'assistance et du suivi des personnes vulnérables ;
- la sous-direction des enquêtes et du partenariat avec les organisations de la société civile.

Les sous-directions sont dirigées par des Sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de Sous-directeur de l'Administration Centrale.

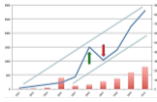
I.1.4 Services extérieurs

Les Services extérieurs sont :

- ✓ le parquet général près la cour de cassation et le conseil d'état ;
- ✓ le parquet général près la cour des comptes ;
- ✓ les juridictions de premier et second degré ;
- ✓ les délégations régionales de l'administration pénitentiaire.

Les délégations régionales de l'administration Pénitentiaire sont chargées, dans les limites de leur ressort territorial :

- de superviser et de contrôler les activités des régisseurs des établissements pénitentiaires ;
- de gérer l'équipement des établissements pénitentiaires ;
- de procéder à l'achat centralisé des aliments des établissements pénitentiaires ;
- de progresser à la gestion sanitaire des établissements pénitentiaires ;



- de déterminé et de mettre en œuvre la politique des champs pénaux.

Les délégations régionales sont dirigées par des délégués régionaux choisis parmi les administrateurs des services pénitentiaires. Ils sont nommés par arrêté et ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

I.1.5 Structures sous tutelle technique

Les structures sous tutelle technique sont :

- ✓ l'Institut National de Formation Judiciaire (**INFJ**) ;
- ✓ le Centre National de Documentation Juridique (**CNDJ**) ;
- ✓ l'Agence de Gestion et de Recouvrement des Avoirs Criminels (**AGRAC**).

L'AGRAC est un établissement public de type particulier, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, tandis que L'INFJ et le CNDJ sont des établissements publics à caractère administratif. Les trois structures sont placées sous la tutelle technique du ministre chargé de la Justice et la tutelle économique et financière du ministre chargé du Budget. Les sièges de l'AGRAC et du CNDJ sont à Abidjan. Celui de l'INFJ est à Yamoussoukro.

I.1.5.1. Institut National de Formation Judiciaire (INFJ)

L'INFJ a pour mission d'assurer le recrutement, la formation initiale et la formation continue :

- ✓ des magistrats,
- ✓ des greffiers,
- ✓ du personnel de l'administration pénitentiaire
- ✓ du personnel de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse

L'Institut assure également la formation des Juges et conseillers consulaires des juridictions commerciales, ainsi que de toute personne apportant régulièrement son concours au service public de la justice. Il peut, en outre, dans le cadre d'un accord conclu avec les ordres et les chambres professionnelles, assurer la formation des avocats, des notaires, des commissaires de justice et d'autres auxiliaires de justice.

L'INFJ peut, dans le cadre d'un accord de coopération, assurer la formation du personnel judiciaire de pays étrangers, suivant les conditionnalités fixées par délibération de son Conseil de gestion.

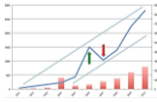
En outre, il est chargé de réaliser :

- ✓ des partenariats avec des institutions d'enseignement ;
- ✓ et des travaux d'études et de recherche et d'assurer leur diffusion.

L'INFJ comprend des organes et des écoles.

Les organes sont :

- le **Conseil de gestion** a pour mission de définir la politique générale et le suivi de la bonne exécution des missions de l'INFJ ;
- le **Directeur Général** a pour mission d'assurer la direction de l'INFJ sur les plans administratif, académique et financier. Le directeur général de L'INFJ est nommé par décret pris en Conseil des ministres, après avis du Conseil supérieur de la Magistrature,



sur proposition du ministre chargé de la Justice. Le Directeur Général est assisté dans sa tâche par un Directeur Général Adjoint et d'un Secrétaire Général ;

le **Conseil Scientifique** est chargé notamment, d'élaborer les maquettes pédagogiques des formations initiales et continue et d'harmoniser les méthodes pédagogiques des Ecoles.

Les écoles de l'INFJ sont :

- l'Ecole de la Magistrature ;
- l'Ecole des Greffes ;
- l'Ecole du personnel pénitentiaire et ;
- l'Ecole du personnel de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse.

L'admission à chaque école se fait par voie de concours ouverts chaque année à une date fixée par arrêté du Ministre en charge de la Justice. Les écoles sont dirigées chacune par un Directeur qui en assure la coordination des activités pédagogiques et administratives.

I.1.5.2. Centre National de Documentation Juridique (CNDJ)

Le CNDJ a pour mission d'assurer la promotion et la diffusion du droit en Côte d'Ivoire.

A ce titre, il est chargé de collecter et de mettre sous forme de bases ou banques de données informatisées en vue de leur consultation, de leur publication et de leur diffusion sur tout support, :

- ✓ des traités,
- ✓ des lois et règlements,
- ✓ des instructions et circulaires,
- ✓ des conventions collectives,
- ✓ des décisions des cours et tribunaux et
- ✓ tout autre texte à caractère juridique.

A cette fin, les administrations, juridictions et autres organismes relevant de l'Etat sont tenus de fournir au CNDJ tout document et, le cas échéant, toutes informations déjà enregistrées sur support magnétique nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

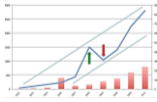
Ces administrations sont tenues de lui remettre notamment copie de base ou de banque de données intéressant les textes et décisions sus mentionnés qu'ils gèrent ou sont amenés à gérer à leur propre usage.

Le CNDJ est, en outre, chargé :

- ✓ de procéder à l'édition de tout document ;
- ✓ d'assurer la formation des personnels des administrations fournisseurs d'information ;
- ✓ d'organiser des sessions de formation en matière juridique ;
- ✓ de participer à toute action d'assistance technique, de recherche et de coopération internationale.

Le CNDJ est organisé autour d'un Conseil de Gestion et d'une Direction comprenant trois départements :

- le Département des Affaires Juridiques ;
- le Département des Ressources Humaines et Financières



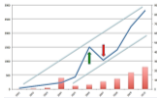
- le Département de l'Informatique.

Les Départements sont dirigés par les Chefs de Départements nommés par arrêté du Ministre chargé de la Justice, sur proposition du Directeur, après approbation du Conseil de Gestion.

I.1.5.3. L'Agence de Gestion et de recouvrement des Avoirs Criminels (AGRAC)

L'AGRAC a pour mission la gestion et le recouvrement des avoirs criminels gelés, saisis ou confisqués. A ce titre, elle est chargée :

- d'exécuter les décisions de gel, de saisie ou de confiscation des avoirs criminels dans le cadre de procédures pénales ou administratives ;
- de procéder au recouvrement des avoirs criminels gelés, saisis ou confisqués dans le cadre de procédures pénales ou administratives ;
- de gérer tous les biens, quelle que soit leur nature, gelés, saisis, confisqués ou faisant l'objet d'une mesure conservatoire au cours d'une procédure pénale ou administrative, qui lui sont confiés et qui nécessitent des actes d'administration ;
- d'exécuter les décisions de restitution de biens rendues dans le cadre de procédures pénales ou administratives ;
- de coopérer, sur le plan national, avec les organes de lutte contre la criminalité financière, la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières dite CENTIF, les autorités d'enquêtes et de poursuites pénales et toute autre autorité compétente ;
- d'émettre des demandes et d'exécuter en temps opportun, les demandes de pays étrangers aux fins d'identifier, de geler, de saisir ou de confisquer les biens blanchis, le produit du blanchiment de capitaux, d'infractions sous-jacentes et du financement du terrorisme, les instruments utilisés ou destinés à être utilisés dans le cadre de ces infractions, ou les biens d'une valeur correspondante ;
- de signer des accords avec ses homologues étrangers permettant de coordonner les actions de saisie et de confiscation avec d'autres pays et qui comportent des mécanismes permettant de gérer les biens gelés, saisis ou confisqués ;
- d'assurer la gestion centralisée de toutes les sommes saisies dans le cadre des procédures pénales en Côte d'Ivoire ;
- de procéder à l'ensemble des ventes, avant jugement, de biens meubles saisis décidées par les magistrats conformément aux dispositions du Code de Procédure Pénale, lorsque ces biens meubles ne sont plus utiles à la manifestation de la vérité et qu'ils sont susceptibles de dépréciation ;
- de procéder à l'ensemble des publications, auprès des services de publicité foncière, pour les saisies et confiscations pénales immobilières conformément aux dispositions du Code de procédure pénale et auprès des tribunaux de commerce, pour les saisies de fonds de commerce ;
- de gérer, sur mandat de justice, tous les biens complexes qui lui sont confiés et qui nécessitent, pour leur conservation ou leur valorisation, des actes d'administration ;
- d'assurer la gestion des biens saisis, de procéder à leur vente et à la répartition de son produit en exécution de toute demande d'entraide internationale ou de coopération émanant d'une autorité judiciaire étrangère ;



- de veiller, le cas échéant, à l'information préalable des créanciers publics avant exécution de toute décision judiciaire de restitution et à l'indemnisation prioritaire des parties civiles sur les biens confisqués à la personne condamnée, afin d'assurer le paiement de leurs créances, notamment fiscales, douanières, sociales ou de dédommagement ;
- de mener toute action d'information ou de formation destinée à faire connaître son action et à promouvoir de bonnes pratiques en matière de saisies et de confiscations, tant auprès des partenaires nationaux qu'internationaux..
- L'AGRAC est seule compétente pour aliéner ou détruire les biens dont elle est chargée d'assurer la gestion, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, sans préjudice de l'affectation desdits biens.
- Tout acte contrevenant aux dispositions de l'alinéa ci-dessus est nul et de nul effet.
- La conservation et la gestion des biens saisis ou gelés, ainsi que la consignation de la contre-valeur des biens aliénés, avant la décision de confiscation, relèvent de l'AGRAC.

Les organes l'AGRAC sont :

- le Conseil de surveillance qui assure la supervision des activités de l'AGRAC ;
- la Direction Générale dirigée par un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de la Justice. Il est choisi parmi les magistrats hors hiérarchie.

Le Directeur Général coordonne et conduit les activités de l'AGRAC. A ce titre, il est chargé :

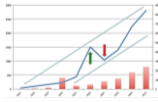
- d'assurer le recouvrement et la gestion des biens gelés, saisis ou confisqués ;
- d'informer les victimes et les administrations sur les biens restitués ;
- d'organiser les programmes d'information et de formation ;
- d'élaborer le rapport annuel d'activité de l'AGRAC.

Le Directeur Général est assisté dans l'exécution de sa mission par un Directeur Général Adjoint nommé par décret en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de la Justice, en liaison avec le Ministre chargé de l'Economie et des Finances. Il est choisi parmi les Administrateurs des services financiers. Il participe aux sessions du Conseil de surveillance de l'AGRAC dont il assure le secrétariat.

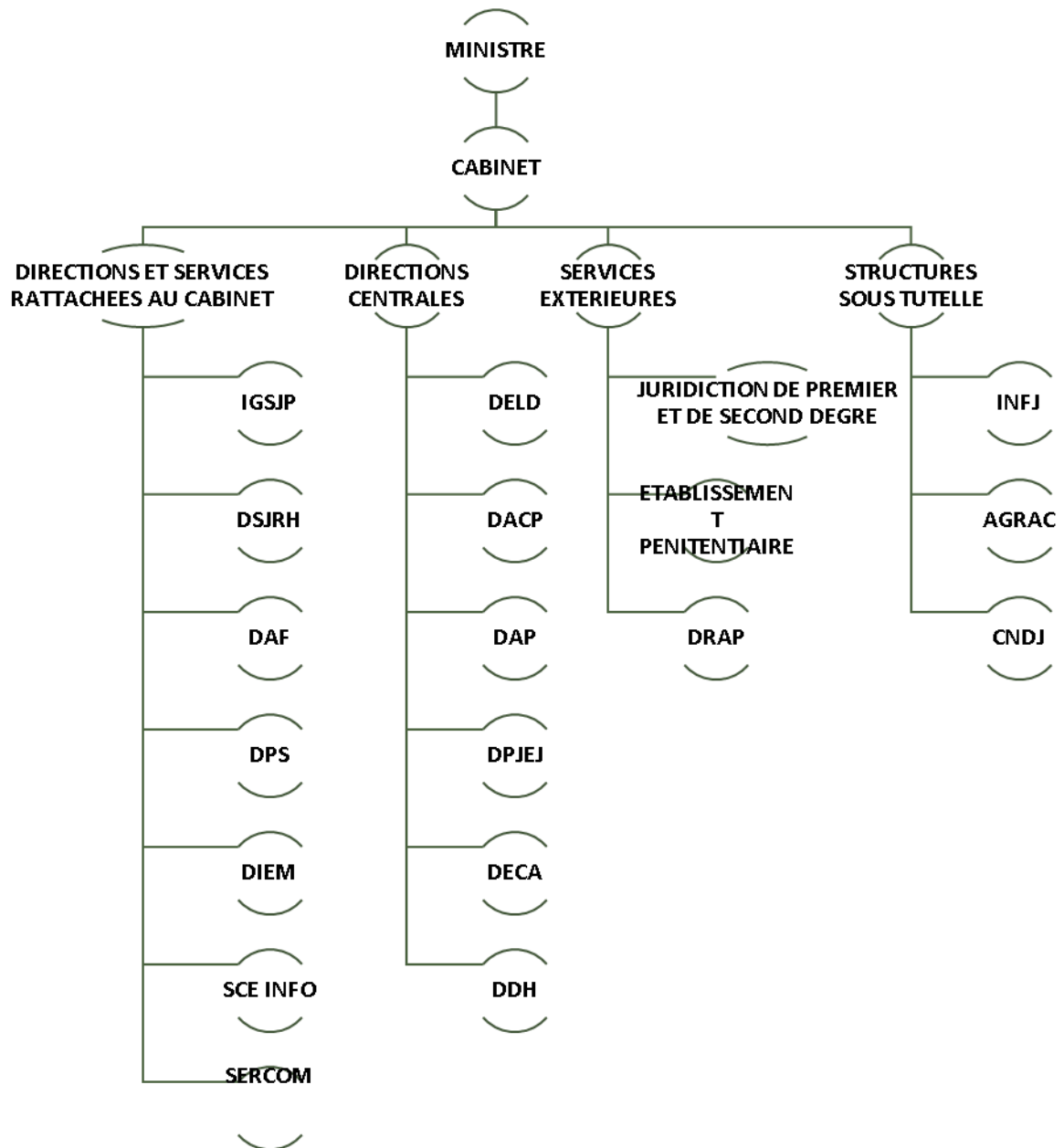
La direction générale de l'AGRAC comprend :

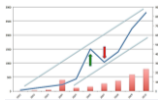
- la direction des affaires juridiques ;
- la direction des opérations ;
- la direction de l'informatique, de la saisie et du traitement des données ;
- la direction administrative, comptable et financière ;
- la direction de la communication.

Les directions de l'AGRAC sont dirigées par des directeurs nommés par arrêté du ministre chargé de la Justice, sur proposition du directeur général.



I.1.6 Organigramme du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme





I.2 Organisation judiciaire

Le pouvoir judiciaire est indépendant et le Président de la République est le garant de cette indépendance, selon la constitution. La Cour de cassation, le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes sont les institutions juridictionnelles représentatives du pouvoir judiciaire. La justice est rendue par la Cour de cassation, le Conseil d'Etat, la Cour des Comptes, les Cours d'appels, les tribunaux de Première instance, les tribunaux administratifs et les chambres régionales des comptes.

Il existe, en outre, dans le dispositif constitutionnel ivoirien le Conseil Supérieur de la Magistrature.

I.2.1 Juridictions suprêmes et les institutions juridictionnelles spéciales

I.2.1.1 Juridictions suprêmes

Avec la réforme constitutionnelle du 19 mars 2020, la Cour suprême a été supprimée tandis que la Cour de cassation et le Conseil d'Etat ont été consacrés comme institutions de la République au même titre que la Cour des Comptes.

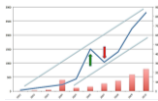
La Cour de cassation veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre judiciaire. Elle est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire et est dirigée par un Président nommé par le Président de la République pour une durée de 05 ans renouvelable une (01) fois. Le 03 avril 2020 le Président de la République a signé le décret portant nomination du Président actuel de la Cour de Cassation conformément à l'article 150 nouveau de la constitution.

Le Conseil d'Etat veille à l'application de la loi par les juridictions de l'ordre administratif. Il est la plus haute juridiction de l'ordre administratif et est dirigé par un président nommé par le président de la République pour une durée de 05 ans renouvelable une (01) fois. Le 03 avril 2020 le Président de la République a signé le décret portant nomination du Président actuel du Conseil d'Etat conformément à l'article 150 nouveau de la constitution.

La Cour des Comptes est l'institution suprême de contrôle des finances publiques. Elle a des attributions juridictionnelles, de contrôle et de consultation. La Cour des comptes contrôle la gestion des comptes des services de l'État, des institutions publiques nationales, des collectivités territoriales, des autorités administratives indépendantes et de toute organisation bénéficiant du soutien financier des entreprises publiques et de leurs filiales. A cet égard, elle veille à la bonne utilisation des prêts, fonds et actifs gérés par les services de l'Etat et par d'autres entités publiques. Elle supervise l'exécution des lois de finances (budget de l'Etat) et se prononce sur la régularité et l'exactitude des comptes ainsi que sur la gestion générale des entreprises publiques, semi-publiques et bénéficiant d'un soutien financier public. La Cour des comptes est également chargée d'aider le Parlement et le gouvernement. En effet, elle peut être consultée par le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le Conseil économique et social sur des questions économiques et financières ou sur la gestion des services de l'État et des collectivités publiques. Le Président de la Cour des Comptes est nommé par le Président de la République pour une durée de cinq ans renouvelables une (01) fois.

I.2.1.2 Conseil Supérieur de la Magistrature et les juridictions spéciales

Le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) examine les questions relatives à l'indépendance de la magistrature et à la déontologie des magistrats. Il fait également des



propositions de nomination des magistrats des juridictions suprêmes, des premiers présidents des Cours d'appel et des présidents des tribunaux de première instance. Le Conseil supérieur de la Magistrature est présidé par une personnalité nommée par le Président de la République parmi les hauts magistrats en fonction ou à la retraite.

Il existe, par ailleurs, dans le dispositif constitutionnel ivoirien deux juridictions spéciales : la Haute Cour de Justice et le Conseil Constitutionnel.

I.2.2 Juridictions de second degré

Les Cours d'appel constituent les juridictions de second degré. Au sein de chaque Cour d'appel, existe une ou plusieurs chambres d'instruction. La chambre d'instruction est une juridiction d'instruction du second degré. Elle connaît des affaires renvoyées devant elle par les juridictions d'instruction de premier degré (juge d'instruction et juge des enfants), des appels contre les décisions rendues par ces dernières et des demandes en matière de détention préventive et de contrôle judiciaire. Elle est composée d'un Président de chambre et de deux ou plusieurs conseillers exclusivement nommés dans cette fonction.

Outre la chambre d'instruction, la Cours d'appel comprend des juridictions (chambres) de jugement, compétentes pour connaître des appels exercés contre des décisions rendues par les juridictions de jugement du premier degré. Il existe quatre Cours d'Appel : Abidjan, Bouaké, Daloa, Korhogo et la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan.

Le ressort de la Cour d'appel d'Abidjan couvre les tribunaux de Première Instance d'Abidjan, de Yopougon et d'Abengourou, ainsi que leurs sections détachées. Celui de la Cour d'Appel de Bouaké englobe le Tribunal de première instance de Bouaké et ses sections détachées. La Cour d'Appel de Daloa couvre les Tribunaux de première Instance de Daloa, Man, Gagnoa et de Bouaflé ainsi que leurs sections détachées. La cour d'appel de Korhogo couvre le Tribunal de Korhogo et ses sections détachées.

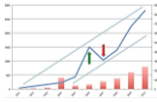
Quant à la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan qui est une juridiction spécialisée, elle connaît des appels exercés contre les décisions rendues par le tribunal de Commerce d'Abidjan.

Les Cours d'Appel regroupent les magistrats du siège que sont le premier président, les présidents de chambre et les conseillers, ainsi que les magistrats du ministère public, comprenant le procureur général, les avocats généraux et les substituts du procureur général.

Il convient de préciser que la Cour d'Appel de commerce d'Abidjan ne dispose pas de Parquet Général. Les dossiers nécessitant l'intervention du Ministère public sont communiqués au Parquet Général près la Cour d'Appel d'Abidjan.

I.2.3 Juridictions de premier degré

Au niveau du premier degré de juridiction, on distingue les tribunaux de première instance et leurs sections détachées. Au nombre de Treize (13) dont le tribunal de commerce d'Abidjan (TCA) qui est une juridiction spécialisée chargée de résoudre les litiges commerciaux survenus dans la ville d'Abidjan, les tribunaux de première instance (TPI) sont implantés dans les villes d'Abidjan-Plateau, d'Abidjan-Yopougon, Abidjan-Cocody, Bouaké, Daloa, Man, Korhogo, Abengourou, Bouaflé, Gagnoa, Divo et de San-Pédro et le Pôle Pénal Économique et Financier. Quant aux sections de tribunal, au nombre de vingt-six (26), elles sont rattachées aux tribunaux de première instance dont elles dépendent administrativement. Toutefois, elles jouissent d'une



autonomie d'attribution qui s'exerce sur des territoires qui leur sont propre, indépendamment de ceux dévolus au TPI auquel elles se trouvent rattachées.

1.2.3.1 Compétences des tribunaux de Première instance et leurs sections détachées

❖ Compétence d'attribution

Les TPI et les sections de tribunal ont le même pouvoir de juger aux termes de l'article 5 du Code de procédure civile, commerciale et administrative (CPCCA). Ainsi, « les tribunaux de première instance et leurs sections détachées connaissent de toutes les affaires civiles, commerciales, administratives et fiscales pour lesquelles compétence n'est pas attribuée expressément à une juridiction en raison de la nature de l'affaire ». Cela implique qu'on ne fait pas appel des décisions d'une section de tribunal devant un TPI.

La compétence du tribunal est déterminée en fonction de la nature de l'affaire ou en fonction du montant de l'intérêt des litiges. Les TPI, à l'exception du TCA, et leurs sections détachées sont des juridictions de droit commun et ont une compétence de principe, selon l'article 5 cité, L'article 6 du CPCCA précise, en outre, que le tribunal statue en toute matière et en 1er ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à 500 000 F CFA ou dont le montant est indéterminé, ainsi que sur celles relatives à l'état des personnes, celles mettant en cause une personne publique et celles statuant sur la compétence.

En matière civile et commerciale, il (le tribunal) statue en premier et dernier ressort sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas 500 000 F CFA.

En vertu des dispositions qui précèdent, il n'est donc pas possible d'interjeter appel contre une décision du tribunal statuant en matière civile ou commerciale et dont le montant de l'affaire est inférieur ou égal à 500 000 F CFA.

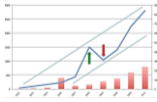
En matière sociale, l'article 81.29 du code du travail, le tribunal statue en premier et dernier ressort lorsque le chiffre de la demande n'excède pas dix fois le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G). Au-delà de cette somme, il statue à charge d'appel

❖ Compétence territoriale

La compétence des tribunaux de première instance, suivant les prescriptions de l'article 10 CPCCA, s'étend sur son ressort territorial propre, à l'exclusion du ressort territorial propre des sections qui lui sont rattachées.

Par ailleurs, cette compétence s'apprécie, soit suivant le domicile réel ou élu de la personne contre qui l'action est dirigée, soit en considération, au regard des articles 12 et suivants CPCCA, de la nature de l'affaire. Ainsi, en matière immobilière ou en matière mixte immobilière le tribunal compétent est celui de la situation de l'immeuble litigieux. S'agissant des demandes entre héritiers, celui du lieu de l'ouverture de la succession. Le tribunal territorialement compétent en matière administrative est celui du lieu d'affectation de l'agent pour tout litige d'ordre individuel intéressant les fonctionnaires ou les agents au service de l'Etat ou d'une collectivité publique.

Une fois saisi, le tribunal apprécie cette compétence conformément aux spécificités de la loi.



1.2.3.2 Quelques juridictions spécifiques

❖ Juridiction présidentielle

Il est question d'envisager les attributions autonomes du Président du tribunal. Celui-ci constitue une juridiction à juge unique, distincte de la juridiction du tribunal. Ainsi le Président du tribunal est soit juge des référés, soit juge des requêtes. Les fonctions de référé forment avec celle des requêtes le domaine de compétence propre du Président du tribunal. On parle de juridiction présidentielle justement à leur propos.

En tant que juge des référés, la compétence du Président du tribunal est logée dans l'article 221 du CPCCA. La lecture de cette disposition donne d'observer que la compétence du juge des référés s'étend à trois (3) hypothèses :

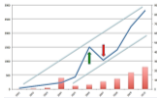
- **l'urgence** : la compétence du juge des référés est d'abord fondée sur les cas d'urgence. L'urgence est une notion à contenu variable qui est appréciée caustiquement. En toute hypothèse, le juge tiendra compte de l'intérêt que peut avoir le demandeur à obtenir rapidement une décision conservatoire ;
- **les difficultés d'exécution d'une décision de justice** : le juge des référés est en effet compétent lorsqu'il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés d'exécution d'un titre exécutoire (acte écrit, lequel peut être la grosse d'un jugement ou un acte de notoriété revêtu de la formule exécutoire. Par extension il peut s'agir d'un acte auquel une disposition de la loi reconnaît la valeur d'un titre exécutoire);
- **les délais de grâces** : le Président du tribunal est également compétent pour accorder des délais de grâce prévus par l'article 1244 du Code civil.
- En tant que juge des requêtes, le Président du tribunal peut prendre des ordonnances sur requête. Aux termes de l'article 231 du CPCCA, « les ordonnances sur requête sont des décisions que rend un magistrat, sur la demande d'une partie, présentée en la forme d'une requête et sans qu'aucune partie soit appelée pour y contredire éventuellement ». La requête saisissant le Président du tribunal se rapporte à des situations qui bien que litigieuses, exigent qu'une décision soit prise à l'insu de l'adversaire qu'elle concerne. Par conséquent, la requête devra être accompagnée de tous les documents justificatifs.

❖ Le tribunal du travail

Le tribunal du travail siège en formation collégiale. Son président est, en principe, le Président du TPI ou de la section de tribunal de la localité concernée, sauf s'il désigne un magistrat à cet effet. Les autres membres de ce collège de juges sont les deux (2) assesseurs représentant respectivement les employeurs et les travailleurs. Il faut relever que, pour chaque affaire, le Président désigne autant que possible les assesseurs employeurs et travailleurs appartenant à la catégorie professionnelle intéressée.

Suivant l'article 81.7 du code du travail : « les tribunaux du travail connaissent des différends individuels pouvant s'élever à l'occasion du contrat de travail ou d'apprentissage, y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles entre les travailleurs ou apprentis et leurs employeurs ou maîtres ».

Ces tribunaux sont également compétents pour se prononcer sur tous les différends individuels relatifs à la validité et l'exécution des conventions collectives et règlements en tenant lieu. Leur



compétence s'étend aussi aux litiges entre travailleurs ou apprentis à l'occasion des contrats de travail ou d'apprentissage.

❖ **Les juridictions répressives**

- **Le tribunal criminel**, innovation de la loi N° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant code de procédure pénale (CPP), est une juridiction instituée au siège des tribunaux de première instance. Il est compétent pour juger en premier ressort les individus renvoyés devant lui par l'arrêt de mise en accusation de la chambre d'instruction. Il ne peut connaître d'aucune autre accusation et sa décision est susceptible d'appel devant la chambre criminelle de la Cour d'Appel du ressort. Il connaît des affaires criminelles instruites dans le ressort du TPI. Toutefois, suivant l'article 263 du Code de Procédure Pénal (CPP) « Le premier président peut, sur réquisitions du procureur général, décider par ordonnance motivée que tout ou partie des affaires criminelles soient jugées au siège d'un tribunal autre que celui dans le ressort duquel elles ont été instruites ». Exceptionnellement, le Garde des Sceaux peut décider, sur requête du procureur général, après avis du premier président, qu'un crime soit jugé par un tribunal situé dans le ressort d'une Cour d'Appel autre que celle dans le ressort de laquelle l'affaire a été instruite.

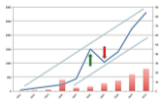
Le tribunal criminel comprend le Président du tribunal et quatre assesseurs, tous magistrats. En cas d'empêchement, le Président du tribunal est remplacé par un vice-président du tribunal ou le juge le plus ancien dans le grade le plus élevé. Les fonctions du ministère public sont exercées par le procureur de la République près le tribunal, siège du tribunal criminel ou par l'un de ses substituts. Celles du greffe sont exercées par le greffier en chef ou un greffier du siège du tribunal criminel, choisi par le greffier en chef. Il existe, en outre, un **tribunal criminel pour mineur** chargé de juger les mineurs âgés de seize ans au moins, accusé de crime. Ce tribunal se réunit durant la session du tribunal criminel. Il se compose d'un président, de deux membres magistrats et de deux assesseurs non magistrats nommés par arrêté du ministre de la justice conformément à l'article 821 CPP.

- **Le tribunal correctionnel** est la juridiction compétente pour connaître des délits. Il connaît également des contraventions qui forment avec l'infraction déférée devant lui un ensemble indivisible.

Le tribunal correctionnel territorialement compétent est celui du lieu de commission de l'infraction ou de la tentative, celui de la résidence du prévenu ou celui d'arrestation de ce dernier, même lorsque cette arrestation a été opérée pour une autre cause.

Le tribunal correctionnel statue lorsqu'il est saisi soit par procès-verbal d'interrogatoire en cas de flagrant délit, soit par le renvoi qui lui en est fait par les juridictions d'instruction, par l'avertissement des parties ou la convocation par officier de police judiciaire dans les conditions prévues par la loi, ou par la citation délivrée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables de l'infraction.

- **Le tribunal de simple police** connaît des contraventions. Sont des contraventions, les infractions que la loi punit d'une peine de un jour au moins à deux mois au plus d'emprisonnement, et d'une peine d'amende inférieure ou égale à 360 000 FCFA ou de l'une de ces deux peines seulement.



Les attributions dévolues au tribunal de simple police sont exercées par les tribunaux de première instance et les sections de tribunaux.

- **Le tribunal pour enfant** connaît des affaires renvoyées devant lui par les juridictions d'instruction. Il est composé du juge des enfants, président, et de deux assesseurs. Les assesseurs sont nommés pour quatre ans par arrêté du ministre de la Justice sur proposition du juge des enfants.

Le tribunal pour enfant connaît des délits et des crimes commis par les mineurs de seize ans. Il reste également saisi à l'égard du mineur âgé de moins de seize ans lorsqu'il décide d'appliquer une qualification criminelle aux faits dont il avait été saisi sous une qualification correctionnelle. Il ordonne, dans ce cas, un complément d'information.

❖ **Le Pôle pénal économique et financier**

Le Pôle pénal économique et financier est une juridiction spécialisée. Cette juridiction de premier degré, créée par la loi n° 2022-193 du 11 mars 2022, est chargée de l'enquête, de la poursuite et de l'instruction et du jugement des infractions économiques et financières qui sont ou apparaissent d'une gravité ou d'une complexité particulière, en raison :

- des de la pluralité des auteurs, complices ou victimes ;
- du ressort géographique sur lequel elles s'étendent ;
- du caractère transnational;
- de l'importance des flux financiers (excéder cent millions) ;
- de la gravité des conséquences de l'infraction ou dommages qui en résultent .

Le Pôle pénal économique et financier couvre l'ensemble du territoire national.

Le siège du Pôle pénal économique et financier est composé :

- d'un président
- de deux vice-présidents;
- de trois juges d'instruction;
- de cinq juges d'instance .

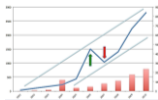
Le Parquet du Pôle comprend :

- un procureur de la République ;
- deux procureurs adjoints de la République;
- de deux substituts du procureur.

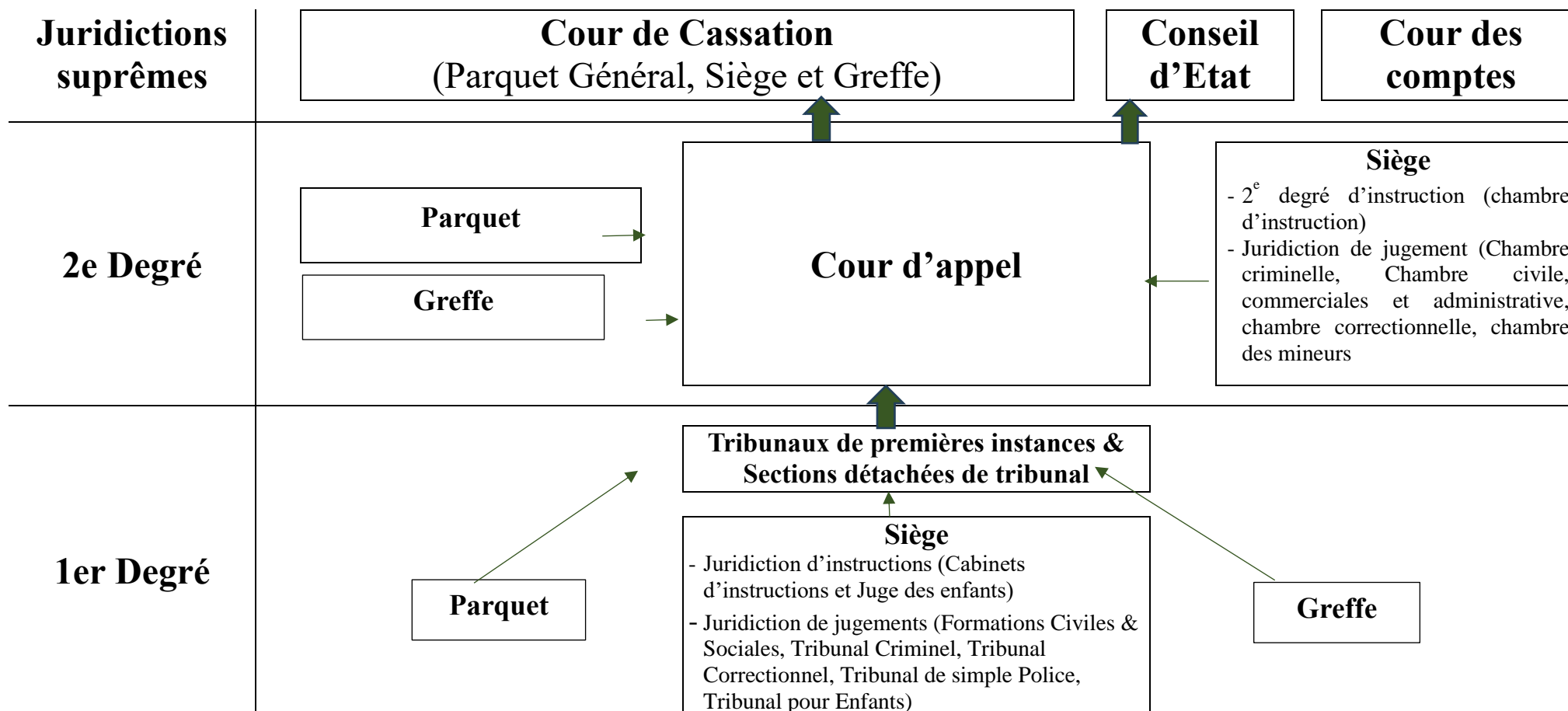
Le Greffe du Pôle est composé :

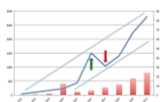
- d'un greffier en chef ;
- de greffiers ;
- de personnel administratif.

Le Pôle comprend également des unités spécialisées de police et de gendarmerie. Elles sont appuyées par des agents d'encadrements pénitentiaires.



I.2.4 Synoptique du système judiciaire et pénitentiaire de la Côte d'Ivoire





II. CARTOGRAPHIE DES JURIDICTIONS, ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES ET PROFESSIONS JUDICIAIRES

II.1 Cartographie des juridictions

Tableau 1: Nombre de tribunaux par ressort de Cour d'Appel en 2021-2022

	CA Abidjan	CA Commerce	CA Bouaké	CA Korhogo	CA Daloa	Total
<i>Tribunaux de Première Instance</i>	5	1	1	1	5	13
<i>Sections Détachées des tribunaux</i>	9	-	5	2	10	26
Total	14	1	6	3	15	39

Tableau 2: Répartition des juridictions par ressort de Cour d'Appel

Cour d'Appel (CA)	Tribunal de Première Instance	Section Détachée de tribunal
CA Abidjan	TPI Abidjan	Aboisso
		Adzopé
		Agboville
		Grand Bassam
	TPI Yopougon	Dabou
		Tiassalé
	TPI Abengourou	Bondoukou
		Bouna
	TPI Divo	Lakota
	Pôle Pénal Economique et Financier	
CA Commerce d'Abidjan	Tribunal de commerce d'Abidjan (TCA)	
CA Bouaké	TPI Bouaké	Bongouanou
		Dimbokro
		Katiola
		M'Bahiakro
		Toumodi
CA Korhogo	TPI Korhogo	Boundiali
		Odienné
CA Daloa	TPI Daloa	Issia
		Séguéla
	TPI Bouaflé	Sinfra
	TPI Gagnoa	Oumé
	TPI Man	Danané
		Guiglo
		Touba
	TPI San Pedro	Sassandra
Soubré		
	Tabou	

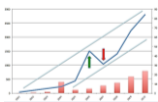


Tableau 3: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel d'Abidjan par circonscription administrative

Tribunaux	Districts ou régions	Départements
<i>Pôle Pénal Economique et Financier</i>	National	
<i>TPI Abidjan</i>	District Autonome d'Abidjan	Abidjan
<i>TPI Yopougon</i>		
<i>TCA</i>		
<i>TPI Abengourou</i>	Région de l'Indénié-Djuablin	Abengourou
		Agnibilékrou
		Béttié
<i>SD Aboisso</i>	Région du Sud-Comoé	Aboisso
		Adiaké
<i>SD Grand-Bassam</i>		Tiapoum
		Grand-Bassam
<i>SD Adzopé</i>	Région de la Me	Adzopé
<i>SD Agboville</i>		Akoupé
<i>SD Tiassalé</i>	Région de l'Agnéby-Tiassa	Agboville
		Tiassalé
		Sikensi
		Taabo
<i>TPI Divo</i>	Région du Ggoglê	Fresco
	Région du Loh-Djiboua	Divo
Guitry		
Lakota		
<i>SD Lakota</i>	Région des Grands Ponts	Dabou
		Grand-Lahou
		Jacqueville
<i>SD Bondoukou</i>	Gontougo	Bondoukou
		Koun-Fao
		Sandégué
		Tanda
		Transua
<i>SD Bouna</i>	Boukani	Bouna
		Doropo
		Nassian
		Téhini

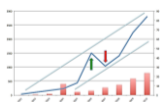


Tableau 4: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Bouaké par circonscription administrative

Tribunaux	Districts ou Régions	Départements
<i>TPI Bouaké</i>	Région du Gbêkê	Bouaké
		Botro
		Béoumi
		Sakassou
<i>SD Toumodi</i>	Région du Bélier	Tiébissou
		Didiévi
		Toumodi
		Djékanou
	District Autonome de Yamoussoukro	Attiégouakro
		Yamoussoukro
<i>SD M'bahiakro</i>	Région de l'Iffou	M'bahiakro
		Ouellé
		Prikro
<i>SD Bongouanou</i>	Région du Moronou	Daoukro
		Bongouanou
		M'batto
<i>SD Dimbokro</i>	Région du N'Zi	Arrah
		Dimbokro
		Bocanda
<i>SD Katiola</i>	Région du Hambol	Kouassi Kouassikro
		Dabakala
		Katiola
		Niakaramandougou

Tableau 5: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Korhogo par circonscription administrative

Tribunaux	Districts ou Régions	Départements
<i>TPI Korhogo</i>	Région du Tchologo	Ferkessedougou
		Kong
		Ouangolodougou
	Région du Pôro	Dikodougou
		M'bengué
		Korhogo
<i>SD Boundiali</i>	Région de la Bagoué	Sinématiali
		Boundiali
		Kouto
<i>SD Odienné</i>	Région du Folon	Tengrela
		Kaniasso
	Région du Kabadougou	Minignan
		Gbeleban
		Madiniani
		Odienné
		Samatiguila
		Séguélon

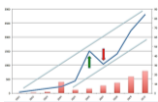
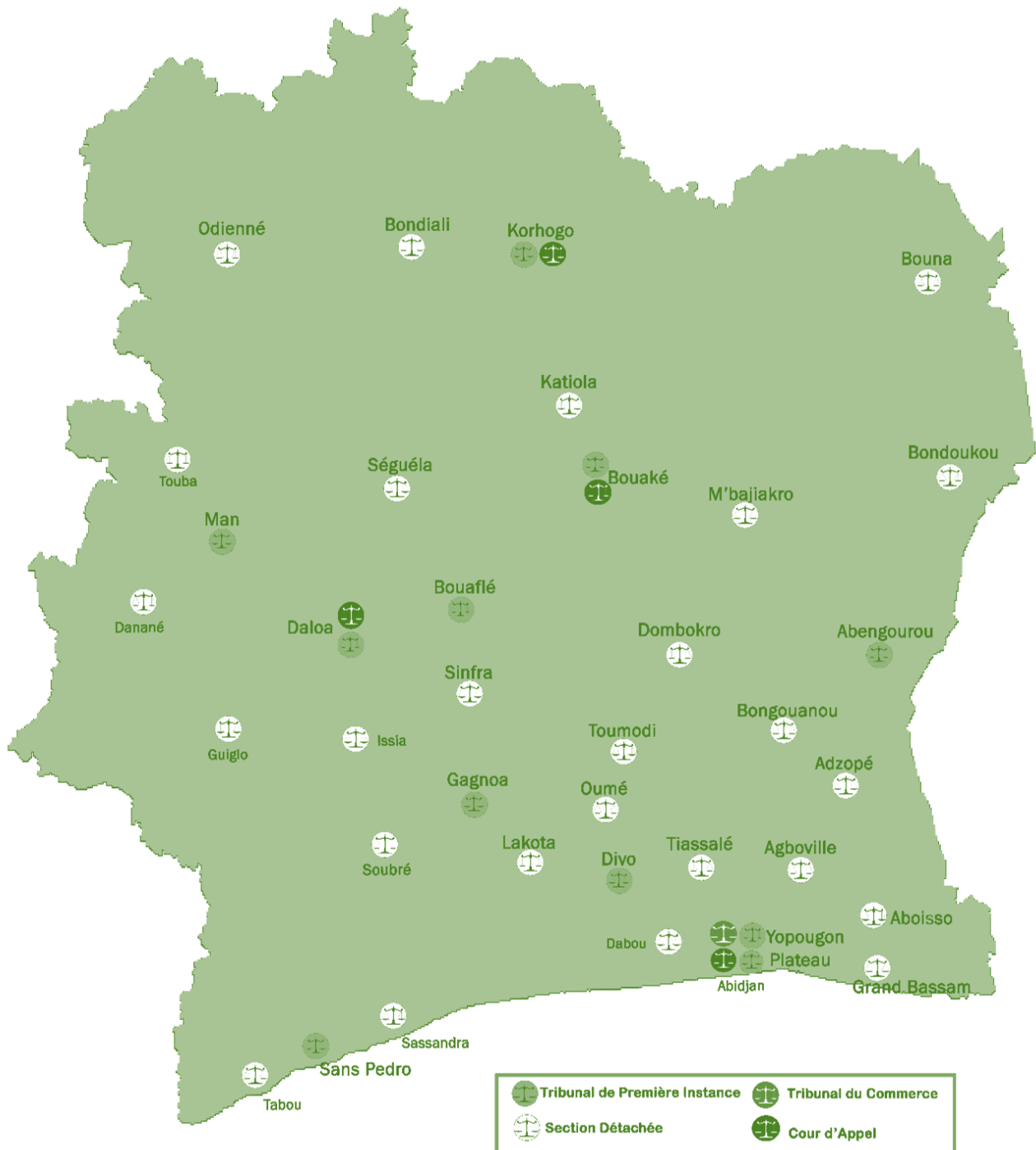
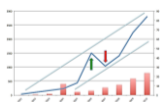


Tableau 6: Répartition des tribunaux du ressort de la Cour d'Appel de Daloa par circonscription administrative

<i>Juridictions</i>	Districts ou régions	Départements	
<i>TPI Daloa</i>	Région du Haut-Sassandra	Daloa	
		Vavoua	
		Zoukougbeu	
<i>SD Issia</i>		Issia	
<i>SD Séguéla</i>	Région du Bere	Dianra	
		Kounahiri	
		Mankono	
	Région du Worodougou	Kani	
		Seguela	
<i>TPI Bouaflé</i>	Région de la Marahoué	Bouaflé	
		Zuenoula	
		Gohitafla	
		Sinfra	
<i>SD Sinfra</i>		Sinfra	
<i>TPI Gagnoa</i>	Région du Goh	Gagnoa	
<i>SD Oumé</i>		Oumé	
<i>SD Danané</i>	Région du Tonkpi	ZouanHounien	
		Danané	
<i>TPI Man</i>			Biankouma
			Sipilou
			Man
		Bangolo	
<i>SD Guiglo</i>	Région du Guémon	Kouibly	
		Facobly	
		Duekoué	
		Blolequin	
		Guiglo	
<i>SD Touba</i>	Région du Cavally	Tai	
		Toulepleu	
		Koro	
		Ouaninou	
<i>TPI San-Pedro</i>	Région de San-pédro	Touba	
<i>SD Tabou</i>		San Pedro	
<i>SD Soubré</i>	Région de la Nawa	Tabou	
		Buyo	
		Meagui	
		Soubré	
<i>SD Sassandra</i>	Région du Gbokle	Gueyo	
		Sassandra	

Tableau 7: Carte des juridictions





II.2 Cartographie des établissements pénitentiaires et des centres pour mineurs

Tableau 8: Nombre d'établissements pénitentiaires et de centres de rééducation pour mineurs par Direction Régionale d'Administration Pénitentiaire (DRAP) en 2022

	Abidjan	Bouaké	Korhogo	Daloa	Total
<i>Maison Pénale</i>	--	1	--	--	1
<i>Maison d'Arrêt et de Correction</i>	10	6	3	14	33
<i>Maison de Correction</i>	--	1	--	--	1
<i>Centre d'Observation pour Mineur</i>	1	1	--	1	3
<i>Centre de Rééducation pour Mineurs*</i>	1	1	--	--	2

Tableau 9: Répartition des établissements pénitentiaires et centres pour mineurs par type et par délégation régionale d'administration pénitentiaire

	DRAP d'Abidjan	DRAP de Bouaké	DRAP de Daloa	DRAP de Korhogo
<i>Maison pénale</i>	-	Bouaké	-	
<i>Maison d'arrêt et de correction</i>	Abengourou Abidjan Aboisso Adzopé Agboville Bondoukou Bouna Dabou Divo Grand Bassam Tiassalé	Bongouanou Bouaké Dimbokro Katiola M'bahiakro Toumodi	Bouaflé Daloa Danané Gagnoa Lakota Man Oumé San-pédro Sassandra Séguéla Soubré Tabou Touba	Boundiali Korhogo Odienné
<i>Maison de correction</i>	-	Ferme pénitentiaire de Saliakro	-	
<i>Centre d'observation pour mineur</i>	Abidjan (situé au sein de la MACA)	Bouaké	Man	
<i>Centre de Rééducation pour Mineur</i>	Dabou	Bouaké	-	

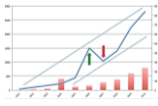


Tableau 10: Carte des établissements pénitentiaires

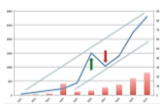


II.3 Cartographie des professions judiciaires

Tableau 11: Nombre de cabinets des professions judiciaires selon l'année

	2018	2019	2020	2021	2022
<i>Avocats</i>			//	//	//
<i>Notaires</i>	215	212	214	242	241
<i>Commissaires de Justice*</i>	444	441	335	327	310
<i>Conseils juridiques</i>	252	261	268	279	329
<i>Agents d'affaires</i>	599	608	599	648	660

*Conformément à la loi n°2018-974 du 27 décembre 2018, les Commissaires-priseurs et Huissiers de justice sont devenus des Commissaires de Justice



III. RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES

III.1 Ressources humaines

III.1.1 Ressources humaines du ministère de la justice et des droits de l'homme

Tableau 12: Effectif du personnel du ministère de la justice et des droits de l'homme

		2018	2019	2020	2021	2022	Variation
Magistrats	Hommes	496	496	488	492	523	6,3%
	Femmes	204	204	198	188	204	8,5%
	Total	700	700	686	680	727	6,9%
Greffiers	Hommes	845	845	771	712	782	9,8%
	Femmes	265	265	254	228	305	33,8%
	Total	1110	1110	1 025	940	1 087	15,6%
Interministériels	Hommes	483	483	494	519	917	76,7%
	Femmes	480	480	459	462	739	60,0%
	Total	936	963	953	981	1 656	68,8%
PJEJ	Hommes	124	124	144	143	125	-12,6%
	Femmes	65	65	76	76	81	6,6%
	Total	189	189	220	219	206	-5,9%
Pénitentiaires	Hommes	2 629	2 629	2 605	2 434	2 624	7,8%
	Femmes	380	380	498	376	429	14,1%
	Total	3009	3009	3 103	2 810	3 053	8,6%
Total national	Hommes	4 577	4 577	4 502	4 300	5 025	16,9%
	Femmes	1 394	1 394	1 485	1 330	1 776	33,5%
	Total	5 971	5 971	5 987	5 630	6 729	20,8%

III.1.1.1 Ressources humaines des tribunaux et cours d'appels

Tableau 13: Personnel des Cours d'Appels et Tribunaux

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Magistrats	Hommes	311	308	314	318	1,3%
	Femmes	135	141	133	139	4,5%
	Total	446	449	447	457	2,2%
Greffiers	Hommes	622	631	605	609	0,7%
	Femmes	204	187	193	203	5,2%
	Total	826	818	798	812	1,8%
PJEJ	Hommes	103	105	104	132	26,9%
	Femmes	76	75	72	82	13,9%
	Total	179	180	176	214	21,6%
Interministériels	Hommes	120	140	149	250	67,8%
	Femmes	188	190	195	270	38,5%
	Total	308	330	344	520	51,2%
Appui	Hommes	163	179	167	168	0,6%
	Femmes	172	195	185	187	1,1%
	Total	335	374	352	355	0,9%
Total national	Hommes	1 319	1 363	1 339	1 477	10,3%
	Femmes	775	788	778	881	13,2%
	Total	2 094	2 151	2 117	2 358	11,4%

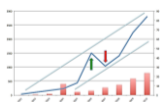


Tableau 13: Personnel des Cours d'Appel d'Abidjan et des juridictions du ressort*

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Magistrats	Hommes	133	130	140	136	-2,9%
	Femmes	111	118	115	110	-4,3%
	Total	244	248	255	246	-3,5%
Greffiers	Hommes	283	265	291	278	-4,5%
	Femmes	146	132	131	150	14,5%
	Total	429	397	422	428	1,4%
Interministériels	Hommes	56	62	74	95	28,4%
	Femmes	115	120	134	172	28,4%
	Total	171	182	208	267	28,4%
PJEJ	Hommes	36	36	36	38	5,6%
	Femmes	40	38	40	48	20,0%
	Total	76	74	76	86	13,2%
Appui	Hommes	87	91	86	90	4,7%
	Femmes	90	101	95	106	11,6%
	Total	177	192	181	196	8,3%
Total	Hommes	595	584	627	637	1,6%
	Femmes	502	509	515	586	13,8%
	Total	1 097	1 093	1 142	1223	7,1%

(*) Y compris la Cour d'Appel de Commerce d'Abidjan

Tableau 14: Personnel de la Cour d'Appel de Bouaké et des tribunaux du ressort

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Magistrats	Hommes	73	75	74	53	-28,4%
	Femmes	6	6	5	9	80,0%
	Total	79	81	79	62	-21,5%
Greffiers	Hommes	122	139	137	88	-35,8%
	Femmes	26	28	26	23	-11,5%
	Total	148	167	163	111	-31,9%
Interministériels	Hommes	24	35	27	52	92,6%
	Femmes	20	22	16	26	62,5%
	Total	44	57	43	78	81,4%
Personnels SPJEJ	Hommes	29	28	35	43	22,9%
	Femmes	17	17	22	8	-63,6%
	Total	46	45	57	51	-10,5%
Appui	Hommes	37	41	45	29	-35,6%
	Femmes	33	34	37	26	-29,7%
	Total	70	75	82	55	-32,9%
Total	Hommes	285	318	318	265	-16,7%
	Femmes	102	107	106	92	-13,2%
	Total	387	425	424	357	-15,8%

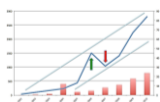


Tableau 15: Personnel de la Cour d'Appel de Daloa et des tribunaux du ressort

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Magistrats	Hommes	105	103	100	99	-1,0%
	Femmes	18	17	12	20	66,7%
	Total	123	120	113	119	5,3%
Greffiers	Hommes	217	227	177	202	14,1%
	Femmes	32	27	36	25	-30,6%
	Total	249	254	213	227	6,6%
Personnels SPJEJ	Hommes	38	41	41	44	7,3%
	Femmes	19	20	16	20	25,0%
	Total	57	61	57	64	12,3%
Interministériels	Hommes	40	43	40	73	82,5%
	Femmes	53	48	39	52	33,3%
	Total	93	91	79	125	58,2%
Appui	Hommes	39	47	36	38	5,6%
	Femmes	49	60	53	47	-11,3%
	Total	88	107	89	85	-4,5%
Total	Hommes	439	461	394	456	15,7%
	Femmes	171	172	156	164	5,1%
	Total	610	633	551	620	12,5%

Tableau 16: Personnel de la Cour d'Appel de Korhogo et des tribunaux du ressort

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Magistrats	Hommes				30	
	Femmes				0	
	Total				30	
Greffiers	Hommes				41	
	Femmes				5	
	Total				46	
Personnels SPJEJ	Hommes				7	
	Femmes				6	
	Total				13	
Interministériels	Hommes				30	
	Femmes				20	
	Total				50	
Appui	Hommes				11	
	Femmes				8	
	Total				19	
Total	Hommes				119	
	Femmes				39	
	Total				158	

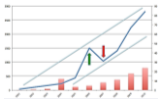
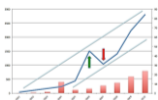


Tableau 17: Effectif du personnel des cours d'appel tribunaux et cours d'appel au 30 septembre 2022

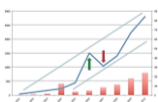
		CA				TRUBUNAU(X)(TPI-SD)			
		2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
Magistrats	Hommes	95	99	96	98	216	209	218	220
	Femmes	36	36	36	37	99	105	97	102
	Total	131	135	132	135	315	314	315	322
Greffiers	Hommes	69	81	81	96	553	550	524	520
	Femmes	25	26	19	26	179	161	174	174
	Total	94	107	100	122	732	711	698	694
Personnels SPJEJ	Hommes	4	9	2	4	99	96	102	103
	Femmes	1	7	7	13	75	68	65	69
	Total	5	16	9	17	174	164	167	172
Interministériels	Hommes	11	15	19	50	109	134	130	200
	Femmes	28	27	25	48	160	188	170	222
	Total	39	42	44	98	269	322	300	422
Appui	Hommes	4	10	4	8	159	169	163	160
	Femmes	7	15	8	7	165	180	177	180
	Total	11	25	12	15	324	349	340	340
Total national	Hommes	183	214	202	256	1136	1158	1137	1203
	Femmes	97	111	95	131	678	702	683	747
	Total	280	325	297	387	1814	1860	1820	1950



III.1.2 Ressources humaines des tribunaux et cours d'appels

Tableau 18: Personnel des Cours d'Appel et tribunaux par emploi au 30/09/2022

	Magistrats	Greffiers	Pjej	Interministériels	Appui	Total
CA Abidjan	59	42	17	20	7	145
CA Bouaké	27	21	25	22	0	95
CA Korhogo	12	12	0	24	0	48
CA Daloa	24	21	0	21	4	70
CA Commerce	13	22	0	11	4	50
Abidjan Plateau	68	73	12	26	31	210
Yopougon	27	58	16	53	59	213
T Commerce	15	52	0	29	24	120
Bouaké	12	28	9	22	19	90
Gagnoa	10	20	6	17	10	63
Abengourou	10	14	4	14	10	52
Daloa	11	25	6	16	2	60
Bouaflé	10	20	8	15	8	61
Korhogo	11	21	8	18	10	68
Man	10	16	6	4	13	49
San Pédro	10	15	7	9	7	48
Agboville	6	19	3	22	6	56
Adzopé	6	25	4	5	11	51
Sassandra	5	9	4	4	6	28
Toumodi	6	18	5	12	14	55
Aboisso	5	13	3	7	7	35
Bongouanou	5	9	2	2	9	27
Dabou	6	21	3	26	3	59
Danané	5	10	3	2	6	26
Divo	10	21	4	13	9	57
Grand Bassam	5	21	7	16	8	57
Guiglo	5	10	4	3	6	28
Soubré	6	18	10	0	5	39
Tiassalé	5	14	4	12	8	43
Bondoukou	4	11	6	10	3	34
Bouna	3	12	0	0	0	15
Dimbokro	5	16	5	9	7	42
Issia	4	17	1	8	2	32
Odienné	4	5	4	4	9	26
Oumé	4	13	1	2	7	27
Séguéla	4	10	2	7	4	27
Boundiali	3	8	1	4	0	16
Lakota	4	10	3	3	6	26
M'Bahiakro	3	8	3	5	3	22
Katiola	4	11	2	6	3	26
Sinfra	4	11	2	6	1	24
Tabou	4	6	2	1	4	17
Touba	3	6	2	1	0	12
Total	457	812	214	520	355	2 358



III.1.3 Ressources humaines des professions judiciaires

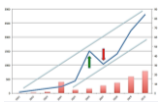
Tableau 19: Répartition des titulaires de charge des professions judiciaires selon la profession, le sexe et l'année

		2018	2019	2020	2021	2022
Notaires	Hommes	85	84	63	69	68
	Femmes	130	128	151	173	173
	Total	215	212	239	242	241
Commissaires de justice	Hommes	374	369	282	269	252
	Femmes	70	72	53	58	58
	Total	444	441	335	358	310
Conseils juridiques	Hommes	193	202	206	242	260
	Femmes	59	59	62	37	69
	Total	252	261	268	309	329
Agents d'affaires	Hommes	559	568	559	491	603
	Femmes	40	40	40	157	57
	Total	599	608	599	648	660

III.1.4 Ressources financières

Tableau 20: Evolution du budget du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

En million de FCFA	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
Part Etat						
Fonctionnement	53 134,5	57 886,0	59 886,3	65 595,5	80 262,4	22,4%
<i>Dont personnel</i>		39 322,1	38 806,9	41 721,2	45 681,8	9,5%
Investissement	3 611,7	1 670,1	20 479,1	7 061,7	14 670,8	107,8%
Total Etat	56 746,1	59 556,1	80 365,5	72 657,2	94 933,2	30,7%
Part bailleurs						
AFD/C2D Justice	18 000,0	20 000,0	15 212,9	33 766,4		
GIZ		48,7	245,4	112,4	193,1	41,8%
UNICEF	//	39,2	//	//		
PNUD	//	101,7	//	//	4 246,7	
Total bailleurs	18 000,0	20 140,9	15 212,9	//		



III.1.5 Budget des structures du ministère

Tableau 21: Budgets alloués aux directions (en million de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
Cabinet du GDS et ses directions et services rattachés						
Cabinet	80,2	99,8	99,8	327,6	143,8	-56,1%
IGSJP	58,2	67,7	67,7	56,9	67,7	19%
DSJRH	46,3	46,3	46,3	101,2	103,0	1,8%
DAF	19,3	52,6	182,6	213,5	18 892,1	8748,8%
DPS	19,7	23,0	25,0	65,0	105,0	61,5%
DIEM	19,7	24,7	27,4	42,4	52,4	23,6%
Scé Info	5,8	11,0	11,0	7,7	11,0	42,9%
SerCom	14,0	16,9	16,9	13,9	16,9	21,6%
Directions centrales						
DELD	15,2	19,1	19,1	15,4	19,1	24,0%
DACP	15,9	21,9	21,9	26,1	31,9	22,2%
DAP	10,6	13,8	13,8	93,3	152,5	63,5%
DPJEJ	23,0	32,7	32,7	35,7	47,7	33,6%
DECA	17,4	24,5	24,5	18,2	24,5	34,6%
DDH	-	-	-	204,4	200,0	-2,2%
Etablissements Publics Nationaux						
INFJ	626,9	599,2	711,6	2 343,6	2 542,2	8,5%
CNDJ	169,4	188,0	175,1	366,1	417,1	13,9%
Total	1 141,7	1 241,2	1 475,4	3 931,1	22 827,0	480,7%

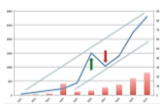


Tableau 22: Budgets alloués aux juridictions (en million de FCFA)

		2018	2019	2020	2021	2022	var
Cours d'Appels	Abidjan	13,9	19,9	19,9	19,9	19,7	-1,0%
	Bouaké	41,7	49,1	49,1	49,1	48,6	-1,0%
	Korhogo	0,0	0,0	0,0	0,0	96,5	
	Daloa	14,3	20,5	20,5	20,5	39,3	91,7%
	Commerce	0,0	130,0	130,0	130,0	263,7	102,8%
Tribunaux	Abidjan plateau	14,0	18,4	18,4	99,2	99,2	0,0%
	Abidjan Yopougon	13,8	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%
	Abengourou	10,9	14,8	14,8	14,8	14,5	-2,0%
	Bouaké	12,9	16,5	16,5	16,5	15,9	-3,6%
	Bouaflé	12,1	15,6	15,6	15,6	15,4	-1,3%
	Daloa	13,6	17,5	17,5	17,5	17,5	0,0%
	San-Pédro	0,0	0,0	0,0	0,0	78,7	
	Gagnoa	12,1	15,3	15,3	14,6	14,6	0,0%
	Man	13,2	14,8	14,8	14,8	14,4	-2,7%
	Korhogo	12,4	15,8	15,8	15,0	14,5	-3,3%
	Tribunal de commerce	79,0	78,9	78,9	78,9	78,9	0,0%
	Pole Pénal Economique et Financier	0,0	0,0	0,0	0,0	365,9	
	Aboisso	11,1	13,2	13,2	13,2	12,6	-4,5%
	Adzopé	12,3	12,3	12,3	12,3	12,3	0,0%
	Agboville	10,8	12,4	12,4	12,4	12,1	-2,4%
	Bondoukou	12,6	12,6	12,6	12,6	12,6	0,0%
	Bongouanou	10,9	12,9	12,9	12,9	12,6	-2,3%
	Bouna	13,1	13,1	13,1	13,1	13,1	0,0%
	Boundiali	12,6	12,6	12,6	12,6	12,6	0,0%
	Dabou	11,3	13,2	13,2	13,2	12,7	-3,8%
	Danané	11,7	13,2	13,2	13,2	13,1	-0,8%
	Dimbokro	10,2	13,9	13,9	13,9	13,2	-5,0%
	Divo	12,3	14,2	14,2	14,2	13,5	-4,9%
	Gd-Bassam	10,4	12,4	12,4	12,4	12,4	0,0%
	Guiglo	11,5	14,6	14,6	14,6	14,1	-3,4%
	Issia	11,6	14,9	14,9	14,9	14,0	-6,0%
	Katiola	12,5	14,2	14,2	14,2	13,6	-4,2%
	Lakota	10,8	12,3	12,3	13,1	13,0	-0,8%
	M'Bahiakro	11,9	11,9	11,9	11,9	11,9	0,0%
	Odienné	12,5	13,8	13,8	13,8	13,5	-2,2%
	Oumé	10,7	12,7	12,7	12,7	12,6	-0,8%
	Sassandra	12,6	12,6	12,6	12,6	12,6	0,0%
	Séguéla	13,1	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%
Sinfra	11,5	11,5	11,5	11,5	10,9	-5,2%	
Soubré	13,0	13,0	13,0	13,0	13,0	0,0%	
Tabou	10,7	12,2	12,2	12,2	12,1	-0,8%	
Touba	12,5	14,2	14,2	14,2	13,6	-4,2%	
Tiassalé	10,9	12,5	12,5	12,5	12,2	-2,4%	
Toumodi	10,9	12,5	12,5	12,5	12,4	-0,8%	
Total juridictions		580,0	796,8	796,8	859,0	1579,0	83,8%

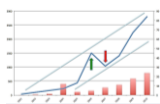
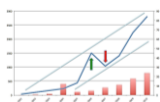


Tableau 23: Budgets alloués aux établissements pénitentiaires (en million de FCFA)

	2018	2019	2020	2021	2022	var
Maison pénal Bouaké	204,4	184,4	169,4	169,4	169,4	0,0%
Maison de correction Dimbokro	43,0	41,5	41,5	41,5	41,5	0,0%
Maisons d'Arrêts et de Corrections (MAC)						
Aboisso	46,8	46,8	46,8	46,8	46,8	0,0%
Abengourou	88,9	88,9	83,9	83,9	83,9	0,0%
Adzopé	43,4	43,4	43,4	40,5	43,4	7,2%
Agboville	39,2	39,2	39,2	39,2	39,2	0,0%
Bondoukou	41,2	41,2	41,2	41,2	41,2	0,0%
Bongouanou	25,8	25,8	25,8	25,8	25,8	0,0%
Bouaké	88,3	87,4	80,4	80,4	80,4	0,0%
Bouaflé	52,7	52,7	52,7	52,7	52,7	0,0%
Bouna	44,8	44,8	44,8	44,8	44,8	0,0%
Boundiali	17,9	17,9	17,9	17,9	17,9	0,0%
Dabou	53,7	53,7	51,7	49,4	51,7	4,7%
Daloa	124,0	124,0	119,0	118,6	119,0	0,3%
Danané	33,8	33,8	33,8	33,7	33,7	0,0%
Dimbokro	67,0	67,0	67,0	66,6	67,0	0,6%
Divo	41,6	41,4	41,4	41,3	41,4	0,2%
Gagnoa	62,3	62,3	62,3	62,3	62,3	0,0%
Gd-Bassam	33,7	33,7	33,7	31,1	33,7	8,4%
Katiola	29,0	29,0	29,0	28,9	29,0	0,3%
Korhogo	74,4	74,4	74,4	74,4	74,4	0,0%
Lakota	17,6	17,6	17,6	17,6	17,6	0,0%
Man	168,9	168,9	150,9	150,9	150,9	0,0%
M'Bahiakro	11,8	11,8	11,8	11,8	11,8	0,0%
Odienné	18,9	18,9	18,9	18,9	18,9	0,0%
Oumé	20,2	20,2	20,2	20,2	20,2	0,0%
San-Pédro	0,0	0,0	0,0	0,0	51,1	
Sassandra	95,2	95,1	90,1	90,1	90,1	0,0%
Séguéla	37,3	37,3	37,3	37,3	37,3	0,0%
Soubré	54,4	54,4	54,4	54,4	54,4	0,0%
Tabou	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	0,0%
Touba	15,7	15,7	15,7	15,7	15,7	0,0%
Tiassalé	30,9	30,9	30,9	30,9	30,9	0,0%
Toumodi	53,4	53,4	53,4	53,4	53,4	0,0%
Abidjan (MACA)	924,9	889,9	550,9	550,3	550,9	0,1%
Structures pour mineurs						
Centre de Rééducation pour Mineurs Dabou	53,4	26,1	26,1	22,8	26,1	14,5%
Centre de Rééducation pour Mineurs Bouaké	0,0	0,0	0,0	112,0	168,0	50,0%
Total	2791,8	2465,9	2310,8	2410,0	2529,7	5,0%



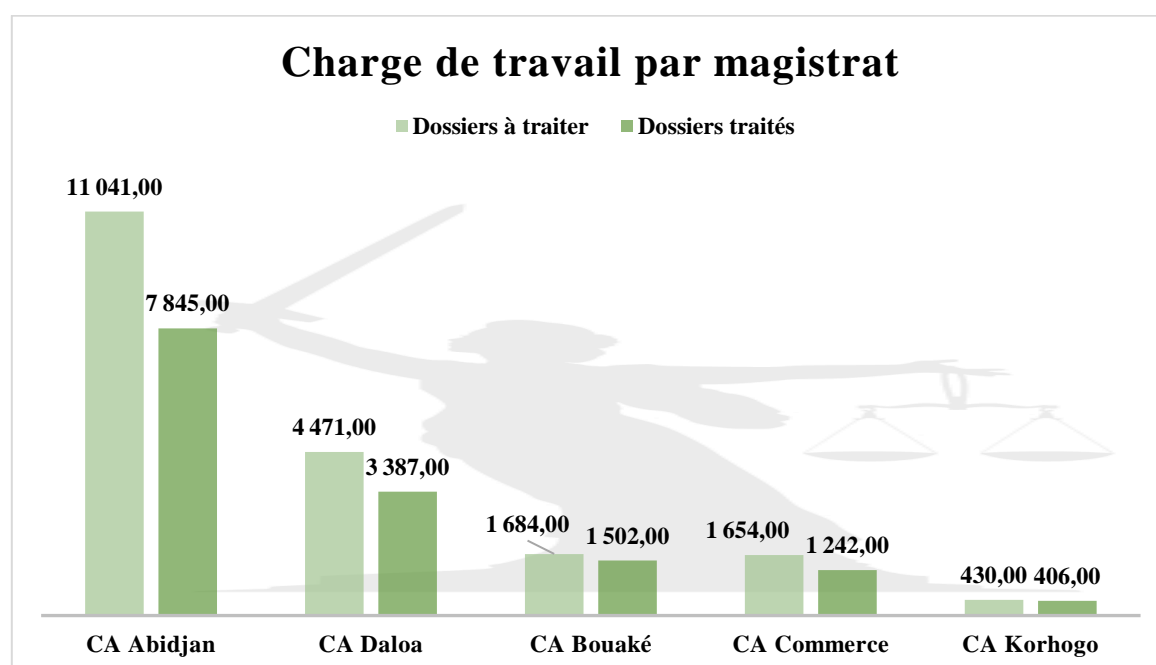
IV. ACTIVITES DES COURS D'APPEL

IV.1 Aperçu des dossiers reçus et traités par les Cours d'Appel

Tableau 24: Récapitulatif du traitement des dossiers par les cours d'Appel

	2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Dossiers à traiter	Dossiers traités	Dossiers à traiter	Dossiers traités
CA Commerce	1 092	1 060	1 005	734	1 216	1 039	1 654	1 242
CA Bouaké	1 372	1 122	2 657	2 419	2 029	1 836	1 684	1 502
CA Korhogo	//	//	//	//	//	//	430	406
CA Abidjan	6 990	4 547	6 613	4 641	6 223	4 526	11 041	7 845
CA Daloa	2 153	1 737	5 198	3 425	6 910	4 263	4 471	3 387
Total	11 607	8 466	15 473	11 219	16 378	11 664	19 280	14 378

Graphique 1 Evolution des affaires par cour d'Appel



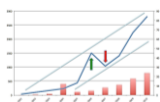
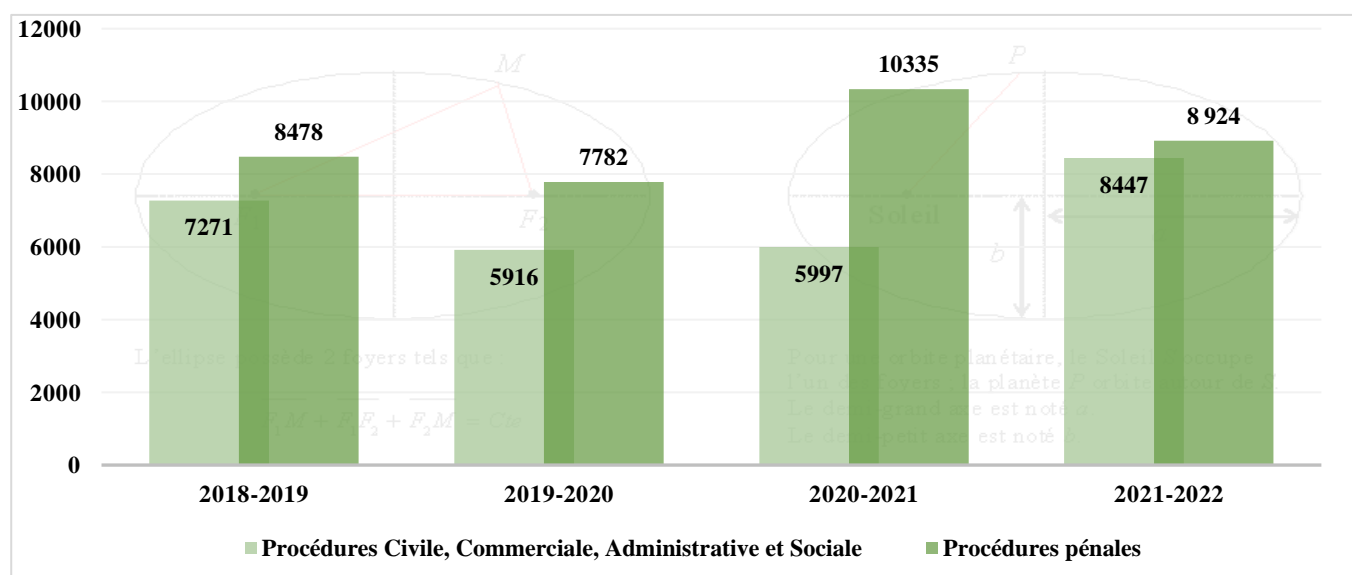


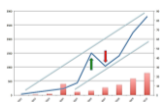
Tableau 25: Récapitulatif du traitement des dossiers selon la nature

RUBRIQUE		2018-2019		2019-2020		2020-2021		2021-2022	
		A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité	A traiter	Traité
Procédures Civile, Commerciale, Administrative et Sociale	Civile	4 726	3 159	4 318	2 650	4 338	2 888	5 182	3 172
	Commerciale	1 229	1 110	1 101	830	1 347	1 094	1 725	1300
	Administrative	//	//	//	//	//	//	1	1
	Sociale	1 316	896	497	210	312	209	1 539	901
	Total (1)	7 271	5 165	5 916	3 690	5 997	4 191	8 447	5374
Procédures pénales	Règlement des procédures au Parquet général	4 142	3 743	4 190	3 744	6 143	4 958	3 342	3 158
	Règlement des affaires par les chambres d'instruction	636	608	736	577	1669	920	1 166	1 155
	Jugement des affaires pénales	3 700	2 693	2 856	1 438	2 523	1 595	4 416	2 954
	Total (2)	8 478	7 044	7 782	5 759	10 335	7 473	8 924	7 267
Total général (1+2)		15 749	12 209	13 698	9 449	16 332	11 664	17 371	12 641
Part des dossiers pénaux (%)*		36,3%	42,0%	41,5%	50,4%	50,6%	54,2%	28,3%	37,0%

(*) Part des dossiers pénaux = règlements des procédures au Parquet général/(total Procédures Civile, Commerciale, Administrative et Sociale+ Règlement des procédures au Parquet général). Cet indicateur fait référence à la sollicitation des cours d'Appel en matière pénal.

Graphique 2 Etat des sollicitations en matières civiles et pénales



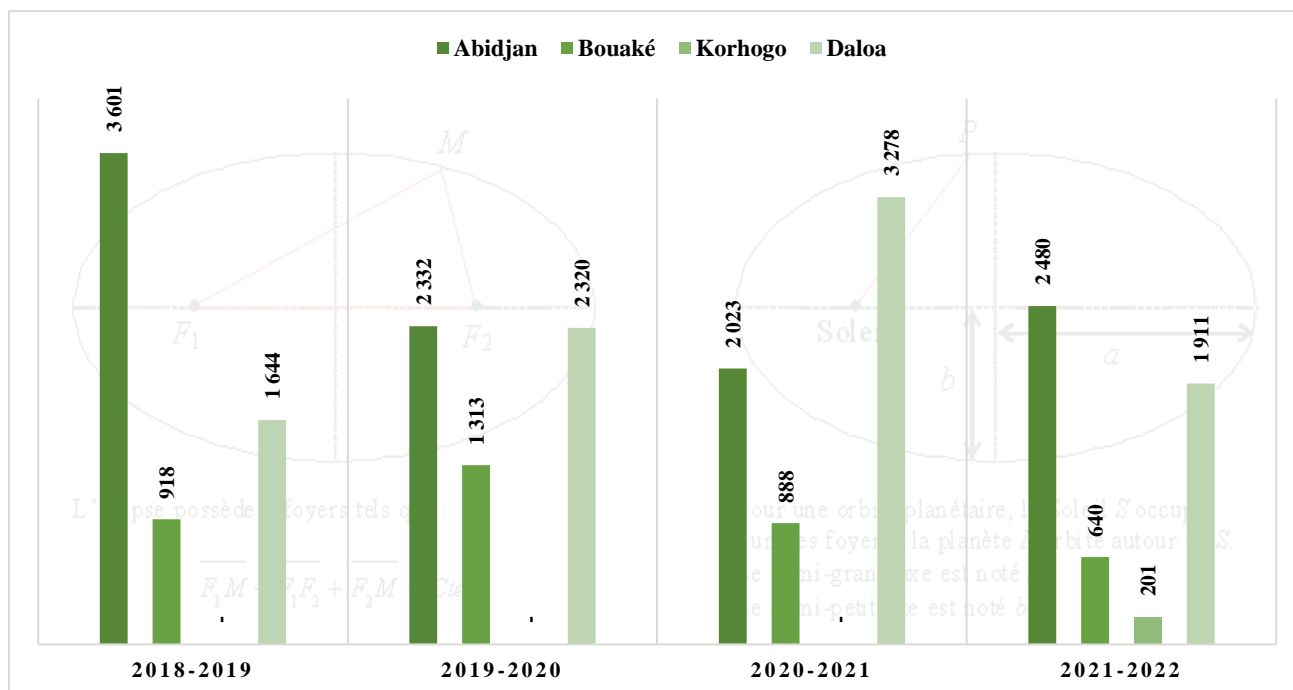


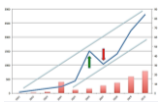
IV.2 Activités des Parquets Généraux près les Cours d'Appel

Tableau 26: Volume des dossiers à traiter par les Parquets Généraux

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter	3601	2332	2023	2480	22,6%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2731	2202	2023	2427	20,0%
	Dossiers traités	3436	2332	1978	2452	24,0%
Bouaké	Dossiers à traiter	918	1313	888	640	-27,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	888	974	837	631	-24,6%
	Dossiers traités	778	1269	888	622	-30,0%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	201	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	201	
	Dossiers traités	//	//	//	201	
Daloa	Dossiers à traiter	1 644	2 320	3 278	1 911	-41,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1507	2 214	2 238	1 550	-30,7%
	Dossiers traités	1538	1 913	2 092	1 620	-22,6%
Total	Dossiers à traiter	6 163	5 965	6 189	5 032	-18,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	5 126	5 390	5098	4 809	-5,7%
	Dossiers traités	5 752	5 514	4958	4 895	-1,3%

Graphique 3 Volume des dossiers à traiter par les parquets généraux





IV.2.1 Traitement des affaires pénales dans les Parquets Généraux selon la nature

Tableau 27: Aperçu du traitement des procédures pénales par les Parquets généraux selon la nature

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction					
Dossiers à traiter	139	176	84	124	47,6%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	139	176	84	122	45,2%
Dossiers traités	139	174	84	120	42,9%
Dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants					
Dossiers à traiter	5	6	9	5	-44,4%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	5	6	9	5	-44,4%
Dossiers traités	5	6	9	5	-44,4%
Dossiers d'appel contre les jugements des juridictions répressives					
Dossiers à traiter	2 926	2 537	2 330	2 146	-7,9%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	2 056	2 286	1 504	2 146	42,7%
Dossiers traités	2 889	2 537	1 393	2 139	53,6%
Dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général					
Dossiers à traiter	731	1211	1178	896	-23,9%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	574	1086	964	692	-28,2%
Dossiers traités	572	873	949	770	-18,9%
Autres dossiers					
Dossiers à traiter	341	260	859	171	-80,1%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	341	221	840	125	-85,1%
Dossiers traités	138	154	840	124	-85,2%
Ensemble procédures pénales					
Dossiers à traiter	4 142	4 190	4 460	3 342	-25,1%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	3 115	3 775	3 406	3 090	-9,3%
Dossiers traités	3743	3 744	3 275	3 158	-3,6%

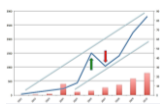


Tableau 28: Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges d'instruction

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Var
Abidjan	Dossiers à traiter	82	89	23	89	287,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	82	89	23	89	287,0%
	Dossiers traités	82	89	23	89	287,0%
Bouaké	Dossiers à traiter	10	18	1	10	900,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	10	18	1	10	900,0%
	Dossiers traités	10	18	1	10	900,0%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	17	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	17	
	Dossiers traités	//	//	//	17	
Daloa	Dossiers à traiter	47	69	60	8	-86,7%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	47	69	60	6	-90,0%
	Dossiers traités	47	67	60	4	-93,3%
TOTAL	Dossiers à traiter	139	176	84	124	47,6%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	139	176	84	122	45,2%
	Dossiers traités	139	174	84	120	42,9%

Tableau 29: Traitement des dossiers d'appel contre les décisions des juges des enfants

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Var
Abidjan	Dossiers à traiter	5	4	7	4	-42,9%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	5	4	7	4	-42,9%
	Dossiers traités	5	4	7	4	-42,9%
Bouaké	Dossiers à traiter	0	0	0	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	0	0	0	0	
	Dossiers traités	0	0	0	0	
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	1	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	1	
	Dossiers traités	//	//	//	1	
Daloa	Dossiers à traiter	0	2	2	0	-100,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	0	2	2	0	-100,0%
	Dossiers traités	0	2	2	0	-100,0%
Total	Dossiers à traiter	5	6	9	5	-44,4%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	5	6	9	5	-44,4%
	Dossiers traités	5	6	9	5	-44,4%

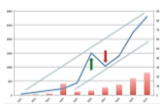


Tableau 30: Traitement des dossiers d'appel contre les jugements en matière pénale

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter	1771	825	605	825	36,4%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	901	825	605	825	36,4%
	Dossiers traités	1771	825	605	825	36,4%
Bouaké	Dossiers à traiter	441	648	377	341	-9,5%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	441	397	370	341	-7,8%
	Dossiers traités	404	648	377	341	-9,5%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	120	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	120	
	Dossiers traités	//	//	//	120	
Daloa	Dossiers à traiter	714	1064	1769	860	-51,4%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	714	1064	931	860	-7,6%
	Dossiers traités	714	1064	832	853	2,5%
Total	Dossiers à traiter	2 926	2 537	2 751	2 146	-22,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	2 056	2 286	1 906	2 146	12,6%
	Dossiers traités	2 889	2 537	1 814	2 139	17,9%

Tableau 31: Traitement des dossiers criminels reçus sur Ordonnances de Transmission des Pièces au Procureur Général (OTPG)

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter	184	304	350	304	-13,1%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	184	304	350	304	-13,1%
	Dossiers traités	184	304	350	304	-13,1%
Bouaké	Dossiers à traiter	178	260	178	146	-18,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	158	202	134	146	9,0%
	Dossiers traités	86	216	178	146	-18,0%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	58	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	58	
	Dossiers traités	//	//	//	58	
Daloa	Dossiers à traiter	369	647	650	388	-40,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	232	580	485	184	-62,1%
	Dossiers traités	302	353	421	262	-37,8%
Total	Dossiers à traiter	731	1 211	1 178	896	-23,9%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	574	1 086	969	692	-28,6%
	Dossiers traités	572	873	949	770	-18,9%

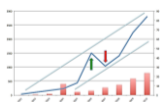


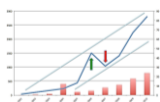
Tableau 32: Traitement d'autres dossiers pénaux

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	var
Abidjan	Dossiers à traiter	203	//	120	26	-78,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	203	//	120	26	-78,3%
	Dossiers traités	38	//	120	26	-78,3%
Bouaké	Dossiers à traiter	43	149	130	10	-92,3%
	<i>Dont t nouvelles affaires</i>	43	148	130	10	-92,3%
	Dossiers traités	43	149	130	10	-92,3%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	1	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	1	
	Dossiers traités	//	//	//	1	
Daloa	Dossiers à traiter	95	111	188	11	-94,1%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	95	73	188	9	-95,2%
	Dossiers traités	57	5	169	9	-94,7%
Total	Dossiers à traiter	341	260	438	171	-61,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	341	221	438	125	-71,5%
	Dossiers traités	138	154	419	124	-70,4%

IV.2.2 Traitement des pourvois en matière pénale

Tableau 33: Traitement des dossiers pénaux frappés de pourvoi en cassation

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter	132	96	//	218	//
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	132	96	//	165	//
	Dossiers transmis	132	96	//	190	//
Bouaké	Dossiers à traiter	49	66	43	33	-23,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	49	66	43	33	-23,3%
	Dossiers transmis	38	66	43	19	-55,8%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	0	
	Dossiers transmis	//	//	//	0	
Daloa	Dossiers à traiter	36	37	38	46	21,1%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	36	36	38	21	-44,7%
	Dossiers transmis	35	32	37	36	-2,7%
Total	Dossiers à traiter	217	199	81	297	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	217	198	81	219	
	Dossiers transmis	205	194	80	240	



IV.2.3 Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites

Tableau 34: Traitement des dossiers reçus pour conclusions écrites par les Parquets Généraux

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Dossier civil reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter	1559	1 402	1 513	1 406	-7,1%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	1549	1 374	1 476	1 320	-10,6%
Dossiers traités	1559	1 402	1 472	1 306	-11,3%
Dossier commercial reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter	82	30	17	57	235,3%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	82	30	17	50	194,1%
Dossiers traités	82	30	13	42	223,1%
Dossier administratif reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter	1	0	0	5	//
<i>Dont nouvelles affaires</i>	1	0	0	2	//
Dossiers traités	1	0	0	5	//
Dossier social reçu pour conclusions écrites					
Dossiers à traiter	157	144	118	144	22,0%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	157	13	118	144	22,0%
Dossiers traités	157	144	118	143	21,2%
Total					
Dossiers à traiter	1 799	1 576	1 648	1 612	-2,2%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	1 789	1417	1 611	1 516	-5,9%
Dossiers traités	1 799	1576	1 603	1 496	-6,7%

Tableau 35: Traitement des dossiers civils et administratifs reçus pour conclusions écrites par les Parquets Généraux

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter	1 004	854	911	854	-6,3%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	1 004	854	911	854	-6,3%
	Dossiers traités	1 004	854	870	854	-1,8%
Bouaké	Dossiers à traiter	172	161	136	81	-40,4%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	162	133	136	72	-47,1%
	Dossiers traités	172	161	136	77	-43,4%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	0	
	Dossiers traités	//	//	//	0	
Daloa	Dossiers à traiter	383	387	466	476	2,1%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	383	387	429	396	-7,7%
	Dossiers traités	383	387	466	380	-18,5%
Total	Dossiers à traiter	1 559	1 402	1 513	1 411	-6,7%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	1 549	1 374	1 476	1 322	-10,4%
	Dossiers traités	1 559	1 402	1 472	1 311	-10,9%

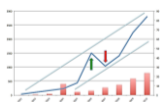
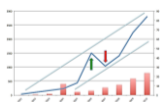


Tableau 36: Traitement des procédures commerciales reçues pour conclusions écrites par les Parquets Généraux

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter	79	30	7	30	328,6%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	79	30	7	30	328,6%
	Dossiers traités	79	30	3	30	900,0%
CA Commerce	Dossiers à traiter				19	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>				16	
	Dossiers traités				4	
Bouaké	Dossiers à traiter	3	0	0	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	3	0	0	0	
	Dossiers traités	3	0	0	0	
Korhogo	Dossiers à traiter	//	//	//	0	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	//	//	//	0	
	Dossiers traités	//	//	//	0	
Daloa	Dossiers à traiter	0	0	10	8	-20,0%
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	0	0	10	4	-60,0%
	Dossiers traités	0	0	10	8	-20,0%
Total	Dossiers à traiter	82	30	17	57	
	<i>Dont nouvelles affaires</i>	82	30	17	50	
	Dossiers traités	82	30	13	42	

Tableau 37: Traitement des procédures sociales reçues pour conclusions écrites par les Parquets Généraux

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Dossiers à traiter	137	130	0	130	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	137	130	0	130	
	Dossiers traités	137	130	0	130	
Bouaké	Dossiers à traiter	20	11	23	6	-73,9%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	20	10	23	6	-73,9%
	Dossiers traités	20	11	23	6	-73,9%
Korhogo	Dossiers à traiter	//	///	//	0	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	0	
	Dossiers traités	//	//	//	0	
Daloa	Dossiers à traiter	0	3	95	8	-91,6%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	3	95	8	-91,6%
	Dossiers traités	0	3	95	7	-92,6%
Total	Dossiers à traiter	157	144	118	144	22,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	157	13	118	144	22,0%
	Dossiers traités	157	144	118	143	21,2%

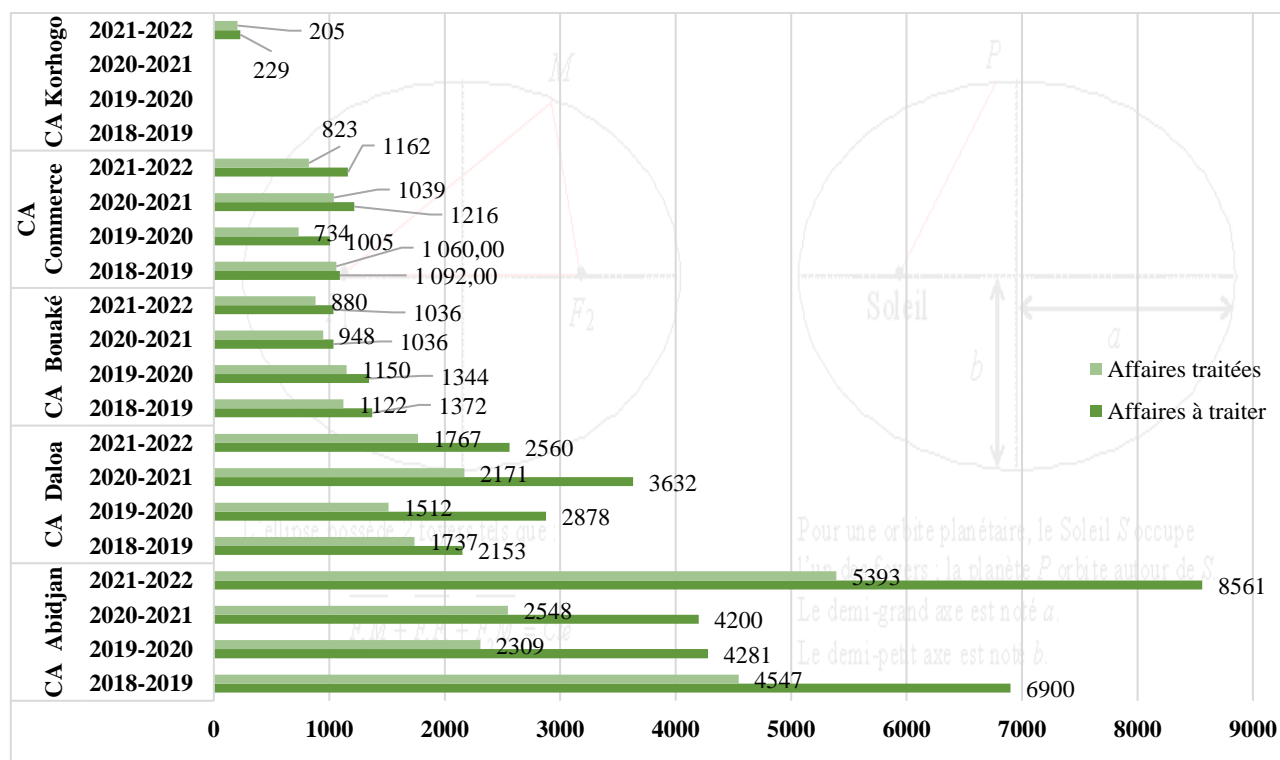


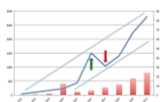
IV.3 Activités des Sièges des Cours d'Appel

Tableau 38: Traitement des affaires* par les chambres des Cours d'Appel

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Affaires à traiter	6 990	4 281	4 200	8 561	1,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	4 518	2 731	2 629	4 499	0,71
	Affaires traitées	4 547	2 309	2 548	5 393	1,1%
Bouaké	Affaires à traiter	1 372	1 344	1 141	1 044	-8,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 030	1 096	1 010	870	-13,9%
	Affaires traitées	1 122	1 150	948	880	-7,2%
Korhogo	Affaires à traiter	//	//	//	229	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	229	
	Affaires traitées	//	//	//	205	
Daloa	Affaires à traiter	2 153	2 878	3 632	2560	-0,30%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 583	2 519	2 243	1 613	-0,28%
	Affaires traitées	1 737	1 512	2 171	1 767	-0,19%
CA Commerce	Affaires à traiter	1 092	1 005	1 216	1 635	34,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 092	1 002	997	1 330	33,4%
	Affaires traitées	1 060	734	1 039	1 238	19,2%
Total	Affaires à traiter	11 607	9 508	10 189	14 029	37,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	8 223	7 348	6 879	8 541	24,2%
	Affaires traitées	8 466	5 705	6 706	9 483	41,4%
<i>*Y compris les ordonnances sur requêtes</i>						

Graphique 4 Traitement des affaires par les chambres des Cours d'Appel





IV.3.1 Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales par les chambres des Cours d'Appel

Tableau 39: Traitement des affaires par les chambres civiles

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Affaires à juger	2 548	2 385	3 061	3 926	28,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 626	1 385	1 700	2 406	41,5%
	Affaires jugées	1 470	1 148	2 134	2 446	14,6%
Bouaké	Affaires à juger	274	266	326	353	8,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	183	186	277	256	-7,6%
	Affaires jugées	183	180	245	259	5,7%
Korhogo	Affaires à juger	//	//	//	13	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	13	
	Affaires jugées	//	//	//	7	
Daloa	Affaires à juger	748	718	951	890	-6,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	463	513	575	416	-27,7%
	Affaires jugées	416	449	509	460	-9,6%
Total	Affaires à juger	3 570	3 369	4 338	5 182	19,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 272	2 084	2 552	3 091	21,1%
	Affaires jugées	2 069	1 777	2 888	3 172	9,8%

Tableau 40: Traitement des affaires par les chambres commerciales

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Affaires à juger	334	91	109	52	-52,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	0	0	2	
	Affaires jugées	239	91	39	42	7,7%
Bouaké	Affaires à juger	11	0	7	2	-71,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	11	0	6	1	-83,3%
	Affaires jugées	10	0	7	0	-100,0%
Korhogo	Affaires à juger	//	//	//	0	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	0	
	Affaires jugées	//	//	//	0	
Daloa	Affaires à juger	0	5	15	36	140,0%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	0	5	10	12	20,0%
	Affaires jugées	0	5	9	20	122,2%
CA Comme rce	Affaires à juger	884	1 005	1 216	1 635	34,5
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	884	1 002	997	1 330	33,4%
	Affaires jugées	861	734	1039	1 238	19,2%
Total	Affaires à juger	1 229	1 101	1 347	1 725	28,1
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	895	1 007	1 013	1 345	32,8
	Affaires jugées	1 110	830	1 094	1 300	18,8%

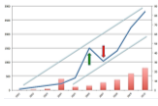


Tableau 41: Traitement des affaires dans les chambres sociales

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Affaires à juger	1 141	301	129	1.307	913,2%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	777	256	43	669	1455,8%
	Affaires jugées	729	63	48	748	1458,3%
Bouaké	Affaires à juger	67	87	79	55	-30,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	60	77	75	46	-38,7%
	Affaires jugées	59	83	71	40	-43,7%
Korhogo	Affaires à juger	//	//	//	17	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	17	
	Affaires jugées	//	//	//	15	
Daloa	Affaires à juger	108	109	104	160	53,8%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	81	94	87	86	-1,1%
	Affaires jugées	108	64	90	98	8,9%
Total	Affaires à juger	1 316	497	312	1 539	393,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	918	427	205	818	299,0%
	Affaires jugées	896	210	209	901	331,1%

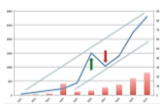
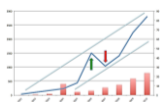


Tableau 42: Etat des ordonnances sur requête par Cour d'Appel

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Requêtes à traiter	821	804	796	800	0,5%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	821	747	747	707	-5,4%
	Ordonnance sur requête rendue	764	755	703	710	1,0%
	<i>Dont Accords</i>	402	342	331	317	-4,2%
	<i>Dont Rejets</i>	362	413	372	393	5,6%
Bouaké	Requête à traiter	55	55	76	87	14,5%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	55	55	76	84	10,5%
	Ordonnance sur requête rendue	55	28	76	87	14,5%
	<i>Dont Accords</i>	30	13	53	56	5,7%
	<i>Dont Rejets</i>	25	15	23	31	34,8%
Korhogo	Requête à traiter	//	//	//	0	
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	//	//	0	
	Ordonnance sur requête rendue	//	//	//	0	
	<i>Dont Accords</i>	//	//	//	0	
	<i>Dont Rejets</i>	//	//	//	0	
Daloa	Requête à traiter	72	90	82	96	17,1%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	72	90	82	92	12,2%
	Ordonnance sur requête rendue	72	90	79	92	16,5%
	<i>Dont Accords</i>	42	59	51	63	23,5%
	<i>Dont Rejets</i>	30	31	28	29	3,6%
CA Commerce	Requête à traiter	208		254	299	17,7%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	208	207	254	298	17,3%
	Ordonnance sur requête rendue	199	207	254	299	17,7%
	<i>Dont Accords</i>	154	101	170	199	17,1%
	<i>Dont Rejets</i>	45	106	84	100	19,0%
Total	Ensemble requête à traiter	1 156	1 156	1 159	1 282	10,6%
	<i>Dont nouvelles requêtes</i>	1 156	1 099	1 208	1 181	-2,2%
	Ordonnance sur requête rendue	1 090	1 080	1 112	1 188	6,8%
	<i>Dont Accords</i>	628	515	605	635	5,0%
	<i>Dont Rejets</i>	462	565	507	553	9,1%



IV.3.2 Traitement des affaires pénales par les chambres des Cours d'Appel

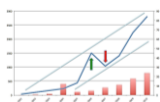
Tableau 43: Jugement des affaires pénales

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Affaires à juger	1 800	700	401	2 678	567,8%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	958	343	386	824	113,5%
	Affaires jugées	1 027	252	327	1 559	376,8%
Bouaké	Affaires à juger	669	620	442	470	6,3%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	425	464	365	403	10,4%
	Affaires jugées	519	543	339	417	23,0%
Korhogo	Affaires à juger	//	//	//	121	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	121	
	Affaires jugées	//	//	//	116	
Daloa	Affaires à juger	1 223	1 532	1 674	1 147	-31,5%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	965	1.392	848	772	-9,0%
	Affaires jugées	1 139	641	923	862	-6,6%
Total	Affaires à juger	3 692	2 852	2 517	4 416	75,4%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 348	2 199	1 599	2 120	32,6%
	Affaires jugées	2 685	1 436	1 589	2 954	85,9%

Tableau 44: Règlement des affaires par les chambres d'instruction

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan*	Affaires à traiter	343	//	500	598	19,6%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	333	//	//	598	
	Affaires traitées	315	//	//	598	
Bouaké	Affaires à traiter	293	314	286	164	-42,7%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	293	314	286	164	-42,7%
	Affaires traitées	293	314	285	164	-42,5%
Korhogo	Affaires à traiter	//	//	//	78	
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	//	//	78	
	Affaires traitées	//	//	//	67	
Daloa	Affaires à traiter	//	422	883	326	-63,1%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	374	422	718	326	-54,6%
	Affaires traitées	//	263	635	326	-48,7%
Total	Affaires à traiter	636	736	1 669	1 166	-30,1%
	<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 000	736	1 504	1 166	-22,5%
	Affaires traitées	608	577	920	1 155	25,5%

*Hors les données de la Cour d'Appel d'Abidjan



IV.4 Quelques activités spécifiques aux Greffes des Cours d'Appel

Tableau 45: Enregistrement des décisions par les greffes des Cours d'Appel

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Décisions à enregistrer	1 481	//	1 780	3 509	97,1%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 481	//	1 707	3 335	95,4%
	Décisions enregistrées	1 069	//	1 780	3 335	87,4%
Bouaké	Décisions à enregistrer	720	717	503	562	11,7%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	714	717	503	525	4,4%
	Décisions enregistrées	720	717	503	75	-85,1%
Korhogo	Décisions à enregistrer	//			1	//
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//			1	//
	Décisions enregistrées	//			0	//
Daloa	Décisions à enregistrer	1 414	792	1 376	1 223	-11,1%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 414	792	1 376	1 194	-13,2%
	Décisions enregistrées	1 309	754	1 376	1 222	-11,2%
CA Commerce	Décisions à enregistrer	901	750	802	974	21,4%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	901	750	802	949	18,3%
	Décisions enregistrées	901	750	802	928	15,7%
Total	Décisions à enregistrer	4 516	2 259	4 461	6 269	40,5%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	4 510	2.259	4.388	6 004	36,8%
	Décisions enregistrées	3 999	2 221	4 461	5 560	24,6%

Tableau 46: Enregistrement des décisions pénales

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Décisions à enregistrer	493	//	//	1 493	
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	493	//	//	1 493	
	Décisions enregistrées	493	//	//	1 493	
Bouaké	Décisions à enregistrer	519	545	339	393	15,9%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	519	545	339	362	6,8%
	Décisions enregistrées	519	545	339	27	-92,0%
Korhogo	Décisions à enregistrer	//	//	//	0	
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	//	//	0	
	Décisions enregistrées	//	//	//	0	
Daloa	Décisions à enregistrer	1.140	476	879	841	-4,3%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1.140	476	879	816	-7,2%
	Décisions enregistrées	1.035	458	879	841	-4,3%
Total	Décisions à enregistrer	2.152	1.021	1.218	2 727	123,9%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	2.152	1.021	1.218	2 671	119,3%
	Décisions enregistrées	2.047	1.003	1.218	2 361	93,8%

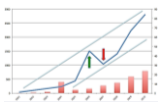
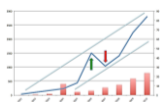


Tableau 47: Enregistrement des décisions civiles, commerciales et administratives (référé y compris)

		2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Abidjan	Décisions à enregistrer	493	//	1.780	2.016	13,3%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	493	//	1.707	1.842	7,9%
	Décisions enregistrées	493	//	1.780	1.842	3,5%
Bouaké	Décisions à enregistrer	519	545	164	169	3,0%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	519	545	164	163	-0,6%
	Décisions enregistrées	519	545	164	48	-70,7%
Korhogo	Décisions à enregistrer	//	//		1	
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	//		1	
	Décisions enregistrées	//	//		0	
Daloa	Décisions à enregistrer	1 140	476	497	382	-23,1%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	1 140	476	497	378	-23,9%
	Décisions enregistrées	1 035	458	497	381	-23,3%
CA Commerce	Décisions à enregistrer	//	//	802	974	21,4%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	//	//	802	949	18,3%
	Décisions enregistrées	//	//	802	928	15,7%
Total	Décisions à enregistrer	2 152	1 021	3 243	3 542	9,2%
	<i>Dont nouvelles décisions</i>	2 152	1 021	3 170	3 333	5,1%
	Décisions enregistrées	2 047	1 003	3 243	3 199	-1,4%

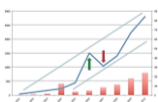


V. ACTIVITES DES TRIBUNAUX

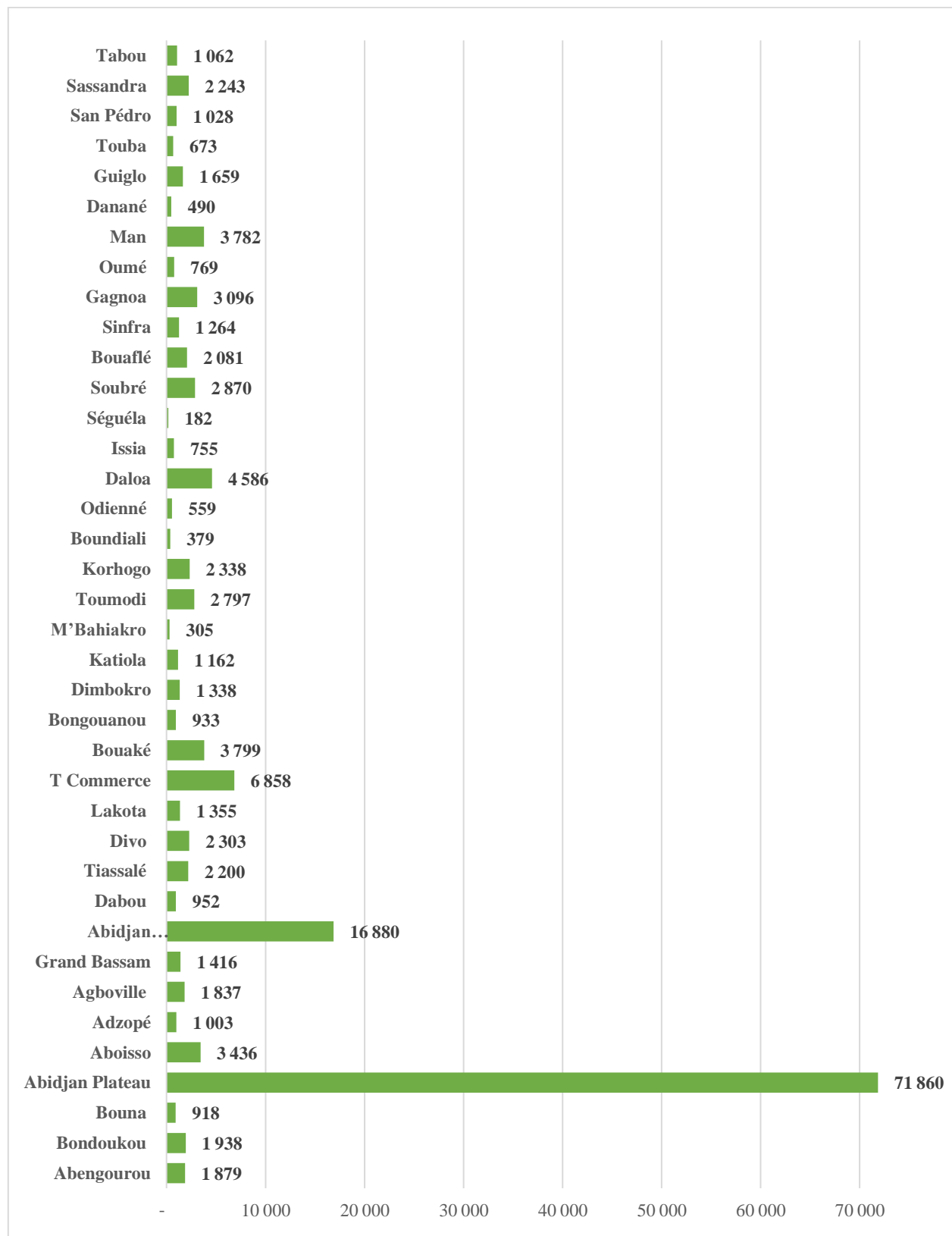
V.1 Activités d'ensemble

Tableau 48: Etat des affaires à traiter par les juridictions de premier degré

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	var (%)
Abengourou	3 970	3 737	1 879	-49,7%
Bondoukou	2 690	3 035	1 938	-36,1%
Bouna	853	1 072	918	-14,4%
Abidjan Plateau	84 304	78 412	71 860	-8,4%
Aboisso	3 006	3 031	3 436	13,4%
Adzopé	3 262	3 729	1 003	-73,1%
Agboville	2 404	3 344	1 837	-45,1%
Grand Bassam	4 104	4 506	1 416	-68,6%
Abidjan Yopougon	19 699	17 195	16 880	-1,8%
Dabou	4 361	3 618	952	-73,7%
Tiassalé	3 170	2 981	2 200	-26,2%
Divo	4 620	5 389	2 303	-57,3%
Lakota	1 464	1 582	1 355	-14,3%
T Commerce	9 383	9 208	6 858	-25,5%
Bouaké	6 908	5 611	3 799	-32,3%
Bongouanou	2 114	1 468	933	-36,4%
Dimbokro	1 554	1 651	1 338	-19,0%
Katiola	4 160	1 504	1 162	-22,7%
M'Bahiakro	360	376	305	-18,9%
Toumodi	1 429	5 084	2 797	-45,0%
Korhogo	8 089	2 803	2 338	-16,6%
Boundiali	912	696	379	-45,5%
Odienné	910	1 041	559	-46,3%
Daloa	6 084	5 091	4 586	-9,9%
Issia	2 038	1 158	755	-34,8%
Séguéla	1 306	4 135	182	-95,6%
Soubré	4 703	3 902	2 870	-26,4%
Bouaflé	3 711	2 874	2 081	-27,6%
Sinfra	827	554	1 264	128,2%
Gagnoa	3 825	4 627	3 096	-33,1%
Oumé	1 701	998	769	-22,9%
Man	4 181	3 984	3 782	-5,1%
Danané	1 852	1 617	490	-69,7%
Guiglo	3 807	3 944	1 659	-57,9%
Touba	556	576	673	16,8%
San Pédro	1 551	1 352	1 028	-24,0%
Sassandra	3 967	1 935	2 243	15,9%
Tabou	1 140	856	1 062	24,1%
TOTAL	214 975	198 676	154 985	-22,0%



Graphique 5 Densité des dossiers à traiter par juridictions de premier degré au cours de l'année judiciaire 2021-2022



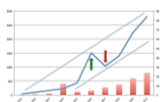
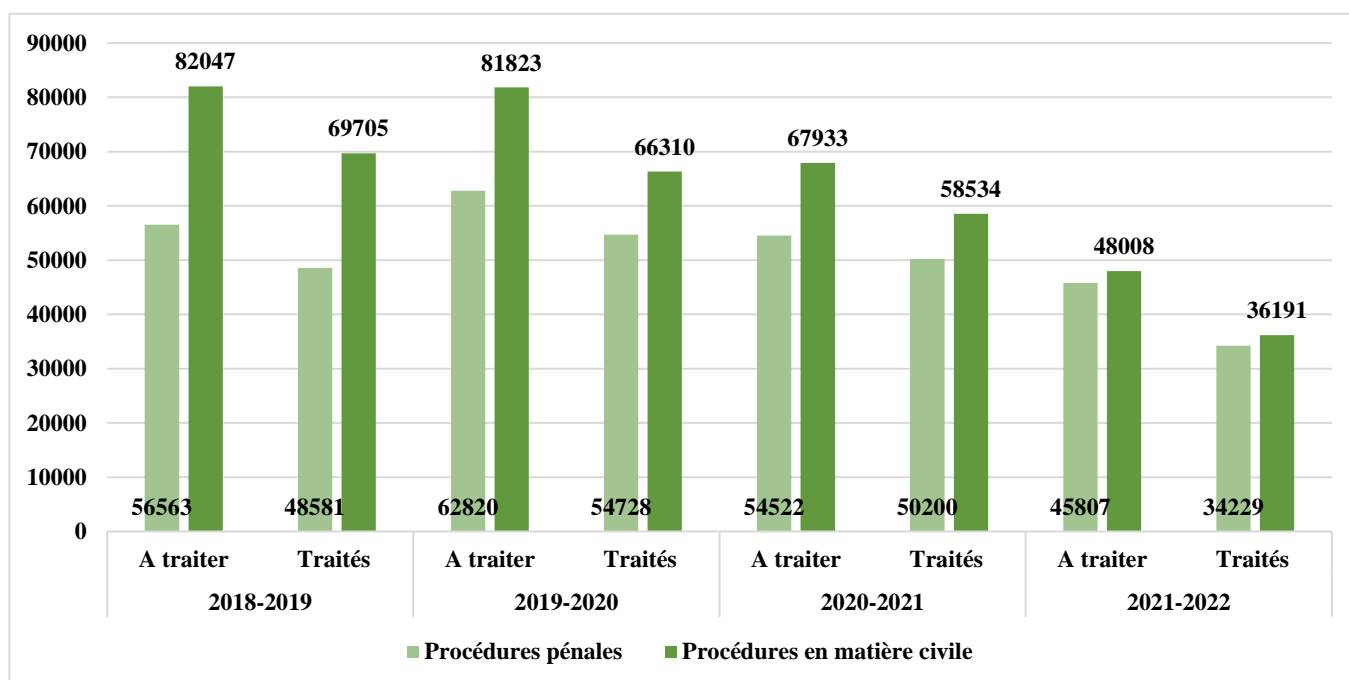


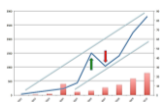
Tableau 49: Traitement des dossiers par les juridictions de premier degré selon la procédure

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Règlement des plaintes et procès-verbaux par les Parquets					
Dossiers à traiter	56 563	62 820	54 522	45 807	-15,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	53 062	59 579	52 786	34 657	-34,3%
Dossiers traités	48 581	54 728	50 200	34 229	-31,8%
Conclusions écrites et rectification administrative					
Dossiers à traiter	27 706	37 424	43 800	24 880	-43,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	27 689	34 522	42 483	21 606	-49,1%
Dossiers traités	27 567	35 494	40 924	20 162	-50,7%
Instruction des affaires par les juridictions d'instructions					
Affaires à traiter	15 450	12 075	12 063	7 908	-34,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	6 208	4 829	5 850	3 490	-40,3%
Affaires réglées	5 137	4 148	3 436	3 104	-9,7%
Jugement des affaires pénales					
Affaires à traiter	31 785	20 833	20 358	23 396	14,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	27 584	17 833	17 625	20 711	17,5%
Affaires traitées	28 630	17 956	18 181	17 116	-5,9%
Affaires civile, commerciale, administrative et sociale					
Affaires à traiter	82 047	81 823	67 933	48 008	-29,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	67 878	69 403	60 934	38 140	-37,4%
Affaires traitées	69 705	66 310	58 534	36 191	-38,2%
Total					
Affaires à traiter	213 551	214 975	198 676	135 144	-31,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	182 421	186 166	179 678	104 909	-41,6%
Affaires traitées	179 620	178 636	171 275	97 154	-43,3%
<i>Part des affaires pénales (*)</i>	40,8%	43,4%	44,5%	48,8%	0,04

(*) Part des affaires pénales = Règlement des plaintes et procès-verbaux par les Parquets / (Règlement des plaintes et procès-verbaux par les Parquets + Affaires civile, commerciale, administrative et sociale)

Graphique 6 Etat des sollicitations en matières civiles et pénales



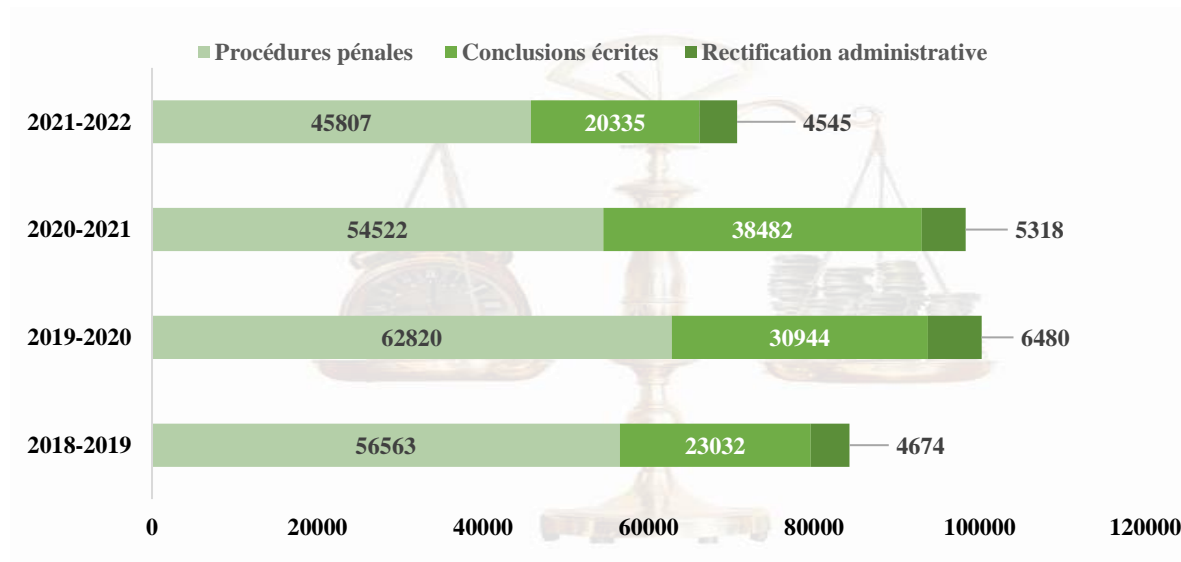


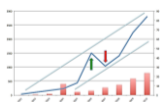
V.2 Activités des Parquets

Tableau 50: Traitement des dossiers par les Parquets d'instance

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Procédures pénales					
Dossiers à traiter	56 563	62 820	54 522	45 807	-15,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	53 062	59 579	52 786	34 657	-34,3%
Dossiers traités	48 581	54 728	50 200	34 249	-31,8%
Conclusions écrites					
Dossiers à traiter	23 032	30 944	38 482	20 335	-47,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	23 015	28 042	37 165	17 131	-53,9%
Dossiers traités	22 900	29 347	36 600	17 062	-53,4%
Rectification administrative					
Dossiers à traiter	4 674	6 480	5 318	4 545	-14,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	4 674	6 480	5 318	4 475	-15,9%
Dossiers traités	4 667	6 147	4 324	3 100	-28,3%
Ensemble des dossiers					
Dossiers à traiter	84 269	100 244	98 322	70 687	-28,1%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	80 751	94 101	95 269	56 263	-40,9%
Dossiers traités	76 148	90 222	91 124	54 411	-40,3%

Graphique 7 Activités des parquets d'instance





V.2.1 Procédures pénales

Tableau 51: Traitement des procédures pénales par les Parquets d'instance

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Règlement des PV					
PV global à régler	41 726	41 693	33 149	30 952	-6,6%
<i>Dont PV reçus</i>	38 244	39 429	32 405	20 962	-35,3%
PV réglés	34 834	34 781	30 312	20 581	-32,1%
Répartition des PV réglés selon la nature de l'infraction					
Criminelles	1 104	1 386	1 100	532	-51,6%
Délictuelles	27 862	26 882	22 283	14 708	-33,9%
Contraventionnelles	1 167	1 631	1 331	420	-68,4%
Règlement des plaintes					
Plaintes globales à régler	14 837	21 127	21 373	14 855	-30,5%
<i>Dont plaintes reçues</i>	14 818	20 150	20 381	13 695	-32,8%
Plaintes réglées	13 747	19 947	19 888	13 668	-31,3%
Plaintes en cours d'examen	582	1 180	1 873	1 187	-57,8%
Suites données aux plaintes réglées					
Plaintes classées sans suite	1 479	2 508	2 558	2 818	10,2%
Plaintes transmises aux OPJ pour enquête	12.268	17.439	17.330	9.581	-44,7%

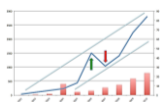
Tableau 52: Suites données aux procès-verbaux réglés selon la nature de l'infraction

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Infractions criminelles					
Information (juge des enfants)	79	124	115	46	-60,0%
Information (Juge d'Instruction)	965	1 181	972	486	-50,0%
Infractions délictuelles					
Flagrant délit	14 288	12 200	12 462	7 121	-42,9%
Tribunal correctionnel	6 019	5 728	4 714	4 686	-0,6%
Information (juge des enfants)	1 007	896	764	738	-3,4%
Information (Juge d'Instruction)	2 356	2 418	1 804	2 003	11,0%
Amende de composition et transaction pénale	74	318	233	160	-31,3%
Infractions contraventionnelles					
Information (juge des enfants)	26	11	25	2	-92,0%
Amende de composition	94	251	14	40	185,7%
Tribunal de Simple Police	896	1 224	1 062	378	-64,4%



Tableau 53: Infractions traitées par les Parquets d'instance selon la nature

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Infractions criminelles	1 104	1 386	1 087	532	-51,1%
Assassinat et meurtre	308	313	278	136	-51,1%
Coups mortels	104	78	95	30	-68,4%
Empoisonnement	29	28	16	7	-56,3%
Viol	481	804	643	344	-46,5%
Trafic illicite de migrants	102	10	5	7	40,0%
Autres Crimes	80	153	63	8	-87,3%
Infractions délictuelles	27 862	26 882	19 977	14 708	-26,4%
Faux et usage de faux	348	434	418	442	5,7%
Détournement de deniers publics, corruption, enrichissement illicite	10	26	6	28	366,7%
Blanchiment de capitaux	2	60	34	75	120,6%
Violence et/ou voie de faits, coups et blessures volontaires	3 150	2 694	2 448	1 508	-38,4%
Homicide et blessures involontaires liés aux accidents de la voie publique	2 401	2 282	1 995	1 105	-44,6%
Autres homicides et blessures involontaires	258	153	219	527	140,6%
Infraction à la législation sur les stupéfiants	1 281	1 229	953	753	-20,9%
Attentat à la pudeur	223	135	68	49	-27,9%
Pratique de sorcellerie, de charlatanisme et de magies	179	188	105	250	138,1%
Enlèvement de mineurs	112	97	52	42	-19,2%
Mutilation génitale féminine	22	4	13	2	-84,6%
Vol et recel	6 048	5 611	4 936	3 958	-19,8%
Vol aggravé	2 791	3 470	2 740	1 909	-30,3%
Association de malfaiteurs	255	278	252	238	-5,6%
Escroquerie et abus de confiance	4 566	4 300	3 629	2 479	-31,7%
Vol avec usage d'armes	870	323	332	//	//
Destruction de plants faits de main d'Homme	486	494	378	//	//
Infraction à la législation en matière agricole	167	74	75	//	//
Infraction prévue par la loi du 19 juin 2013 relative à la lutte contre la cybercriminalité	111	84	39	//	//
Traite des Personnes	28	57	44	20	-54,6%
Autre délits	4 554	4 889	3 174	1 323	-58,3%
Infractions contraventionnelles	1 167	1 631	1 101	420	-61,9%
Défaut de maîtrise	895	1 383	1 014	201	-80,2%
Vol de récolte sur pieds	61	67	43		
Autre contraventions	211	181	274	219	-20,1%



V.2.2 Autres activités des Parquets d'instance

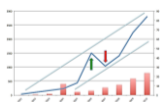
Tableau 54: Rectifications administratives

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Rectification de l'acte de naissance	3 222	4 692	5 066	4 298	-15,2%
Rectification de l'acte de décès	459	161	41	21	-48,8%
Rectification de l'acte de mariage	64	181	135	134	-0,7%
Autres	297	1.113	36	1	-97,2%
Total	4 042	6 147	5 278	4 453	-15,6%

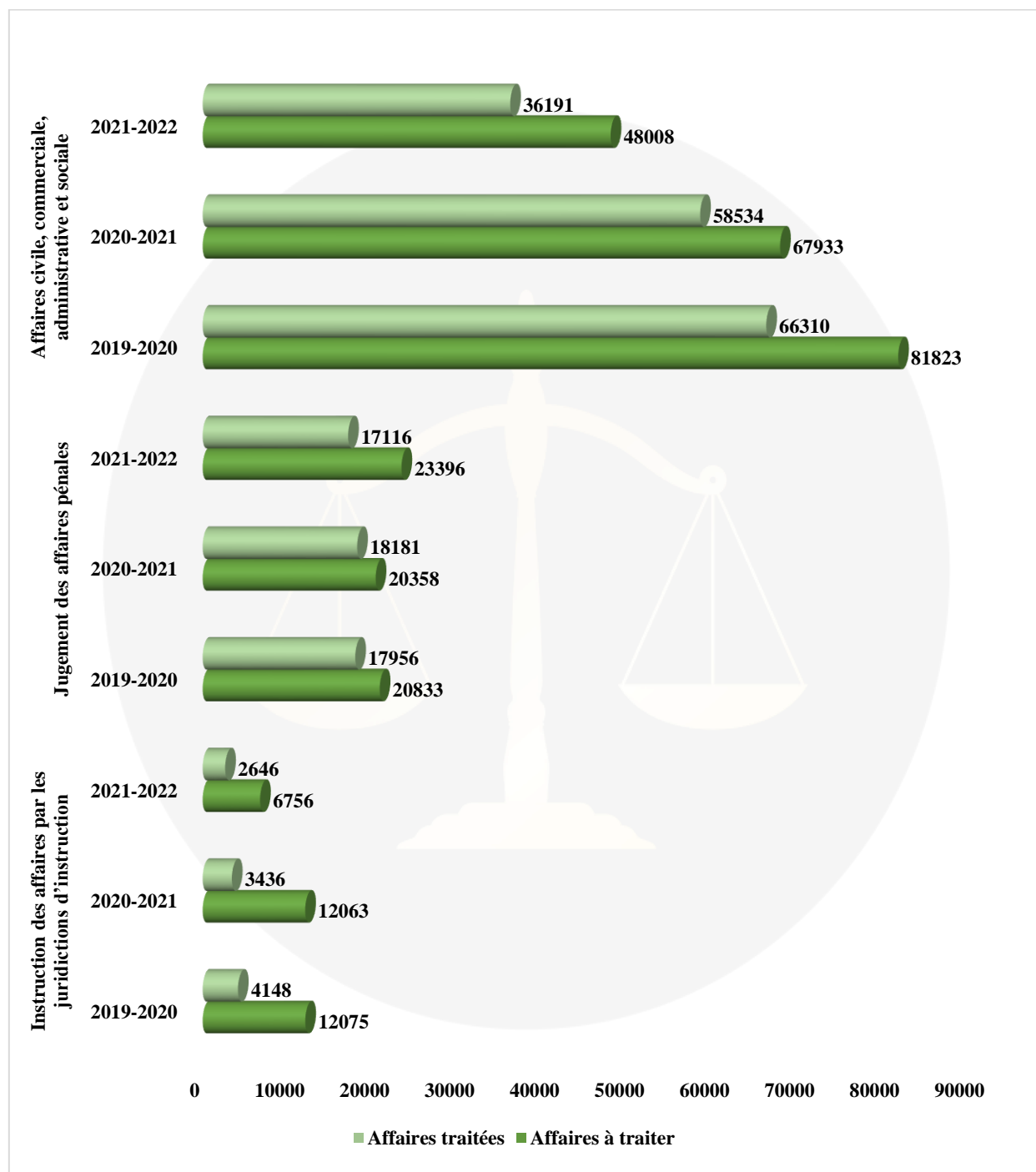
V.3 Activités des Sièges des tribunaux

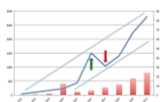
Tableau 55: Traitement des dossiers au siège des tribunaux

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Instruction des affaires par les juridictions d'instructions					
Affaires à traiter	15 450	12 075	12 063	6 756	-43,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	6 208	4 829	5 850	2 819	-51,8%
Affaires réglées	5 137	4 148	3 436	2 646	-22,9%
Jugement des affaires pénales					
Affaires à traiter	31 785	20 833	20 358	23 396	14,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	27 584	17 833	17 625	20 711	17,5%
Affaires traitées	28 630	17 956	18 181	17 116	-5,9%
Affaires civile, commerciale, administrative et sociale					
Affaires à traiter	82 047	81 823	67 933	48 008	-29,3%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	67 878	69 403	60 934	38 140	-37,4%
Affaires traitées	69 705	66 310	58 534	36 191	-38,2%
Total					
Affaires à traiter	129 282	114 731	100 354	78 160	-22,1%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	101 670	92 065	84 409	61 670	-26,9%
Affaires traitées	103 472	88 414	80 151	55 953	-30,2%



Graphique 8 Activités des sièges des tribunaux





V.3.1 Jugement des affaires pénales

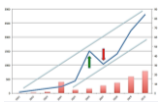
Tableau 56: Affaires jugées par les juridictions répressives

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Tribunaux criminels					
Affaires à juger	140	131	830	649	-21,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	41	122	524	335	-36,1%
Affaires jugées	20	128	407	189	-53,6%
Tribunaux correctionnels suivant la procédure de flagrant délit					
Affaires à juger	14 205	10 756	8 888	10 449	17,6%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	14 156	10 080	8 761	10 248	16,9%
Affaires jugées	14 171	10 111	8 878	8 312	-6,2%
Tribunaux correctionnels suivant les procédures de citation directe et autres					
Affaires à juger	14 711	8 005	9 509	10 821	13,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	11 269	6 042	7 376	8 802	19,3%
Affaires jugées	12 053	6 160	7 968	7 795	-2,2%
Tribunaux de simple police					
Affaires à juger	1 702	1 170	726	951	30,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 388	961	649	839	29,3%
Affaires jugées	1 520	955	638	528	-17,2%
Tribunaux pour enfant					
Affaires à juger	1 027	771	424	526	24,1%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	730	628	336	487	44,9%
Affaires jugées	866	602	297	292	-1,7%
Total					
Affaires à juger	31 785	20 833	20 377	23 396	14,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	27 584	17 833	17 646	20 711	17,4%
Affaires jugées	28 630	17 956	18 188	17 116	-5,9%

V.3.2 Instruction des affaires pénales

Tableau 57: Evolution du niveau de traitement des affaires par les cabinets d'instruction et des juges des enfants

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Dossiers d'information					
Dossiers à régler	15 251	11 886	11 607	7 762	-33,1%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	6 041	4 755	5 750	3 394	-40,9%
Dossiers réglés	4999	4 057	3 324	3 043	-8,5%
Commissions rogatoires (CR) nationales et internationales reçues					
CR à exécuter	199	189	492	146	-70,3%
<i>Dont CR nouvelles</i>	167	74	136	96	-29,4%
CR exécutées	138	91	112	61	-45,5%
Total dossiers					
Dossiers à régler	15 450	12 075	12 063	7 908	-34,4%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	6 208	4 829	5 850	3 490	-40,3%
Dossiers réglés	5 137	4 148	3 436	3 104	-9,7%



V.3.2.1 Traitement des affaires par les cabinets d'instruction

Tableau 58: Traitement des affaires par les cabinets d'instruction

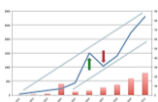
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Dossiers d'information				
Dossiers à régler	9 896	9 916	6 756	-31,9%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	3 632	4 717	2 819	-40,2%
Dossiers réglés	3 187	2 934	2 646	-9,8%
Commissions rogatoires (CR) nationales et internationales reçues				
CR à traiter	177	491	146	-70,3%
<i>Dont CR nouvelles</i>	62	135	96	-28,9%
CR traitées	79	112	61	-45,5%
Total dossiers				
Dossiers à régler	10 073	10 371	6 902	-33,5%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	3 694	4 816	2 915	-39,5%
Dossiers réglés	3 266	3 046	2 707	-11,1%

Tableau 59: Instruction des dossiers d'information par les cabinets d'instruction

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Dossiers de crime				
Dossiers à régler	4 133	3 174	2 118	-33,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	1 438	1 293	846	-34,6%
Dossiers réglés	1 149	1 028	694	-32,5%
Dossiers de délit				
Dossiers à régler	5 763	6 742	4 638	-31,2%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	2 194	3 424	1 973	-42,4%
Dossiers réglés	2 038	1 906	1 952	2,41%
Ensemble dossiers				
Dossiers à régler	9 896	9 916	6 756	-31,8%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	3 632	4 717	2 819	-40,2%
Dossiers réglés	3 187	2 934	2 646	-9,8%

Tableau 60: Etat des commissions rogatoires (CR) reçues par les cabinets d'instruction

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
CR nationales reçues				
CR à traiter	170	470	96	-79,6%
<i>Dont CR nouvelles</i>	62	127	79	-37,8%
CR traitées	78	103	46	-55,3%
CR internationales reçues				
CR à traiter	7	21	30	42,9%
<i>Dont CR nouvelles</i>	0	8	17	112,5%
CR traitées	1	9	9	0,0%
Total				
CR à traiter	177	491	126	-74,3%
<i>Dont CR nouvelles</i>	62	135	96	-28,9%
CR traitées	79	112	55	-50,9%



V.3.2.2 Traitement des affaires par les juges des enfants

Tableau 61: Traitement des affaires par les juges des enfants

	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Dossiers d'information					
Dossiers à régler	2 125	1 990	1 691	520	-69,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	1 221	1 123	1 033	481	-53,4%
Dossiers réglés	1 162	870	542	287	-47,1%
Commissions rogatoires (CR) nationales et internationales reçues					
CR à traiter	34	12	1	20	1900,0%
<i>Dont nouvelles CR</i>	25	12	1	0	-100,0%
CR Traitées	13	12	0	6	
Total dossier (crime, délit et CR)					
Dossiers à régler	2 159	2 002	1 692	540	-213,3%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	520	1.135	1.034	481	-114,9%
Dossiers réglés	520	882	542	293	-84,9%

Tableau 62: Instruction des dossiers d'information par les juges des enfants

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Crime				
Dossiers à régler	273	332	181	-45,5%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	127	197	65	-67,0%
Dossiers réglés	64	76	42	-44,7%
Délit				
Dossiers à régler	1 669	1 354	818	-39,6%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	958	833	508	-39,0%
Dossiers réglés	793	466	352	-24,5%
Contravention				
Dossiers à régler	48	5	7	40,0%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	38	3	2	-33,3%
Dossiers réglés	13	0	3	40,0%
Total dossier d'information				
Dossiers à régler	1 990	1 691	1 006	-40,5%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	1 123	1 033	575	-44,3%
Dossiers réglés	870	542	397	-26,6%

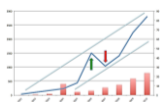


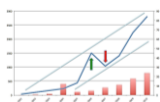
Tableau 63: Etat des commissions rogatoires (CR) reçues par les juges des enfants

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
CR nationales reçues			
CR à traiter	12	1	20
<i>Dont CR nouvelles</i>	12	1	0
CR traitées	12	0	12
CR internationales reçues			
CR à traiter	0	0	0
<i>Dont CR nouvelles</i>	0	0	0
CR traitées	0	0	0
Total			
CR à traiter	12	1	20
<i>Dont CR nouvelles</i>	12	1	0
CR traitées	12	0	12

V.3.3 Traitement des affaires civiles, commerciales, administratives et sociales

Tableau 64: Evolution du niveau de traitement des affaires sociales, civiles, commerciales et administratives par les tribunaux

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Procédures civiles (y compris les référés et ordonnances sur requêtes)				
Affaires à traiter	73 026	60 116	27 948	-53,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	62 862	55 263	21 192	-61,6%
Affaires traitées	60 270	53 268	19 861	-62,7%
Procédures commerciales				
Affaires à traiter	4 870	3 387	190	1,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	4 072	2 923	43	2,5%
Affaires traitées	4 006	2 889	44	-4,3%
Procédure administrative				
Affaires à traiter	15	154	1188	671,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	14	154	552	258,4%
Affaires traitées	10	146	738	405,5%
Procédures sociales				
Affaires à traiter	3 912	4 276	1 112	-73,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 455	2 594	665	-74,4%
Affaires traitées	2 024	2 284	722	-68,4%
Total				
Affaires à traiter	114 731	67 933	33 696	-50,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	92 065	60 934	25 405	-58,3%
Affaires traitées	88 414	58 537	24 087	-58,9%



V.3.3.1 Traitement des affaires civiles

Tableau 65: Traitement des affaires d'état civil

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Jugements supplétifs de naissance				
Affaires à juger	8 167	7 240	3 416	-52,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	7 994	7 028	2 329	-66,8%
Affaires jugées	7 693	6 059	2 123	-64,9%
Jugements supplétifs de décès				
Affaires à juger	1 810	2 054	1 446	-29,6%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 640	1 755	1 119	-36,2%
Affaires jugées	1 596	1 592	863	-45,7%
Adoption simple				
Affaires à juger	317	356	44	-87,6%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	219	214	32	-85,1%
Affaires jugées	184	293	12	-95,9%
Adoption plénière				
Affaires à juger	339	281	45	-83,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	237	109	32	-70,6%
Affaires jugées	192	246	12	-95,1%
Déclaration judiciaire de paternité				
Affaires à juger	265	122	61	-50,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	213	94	31	-67,0%
Affaires jugées	221	98	21	-78,6%
Changement de nom				
Affaires à juger	576	684	531	-22,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	416	539	421	-21,9%
Affaires jugées	405	542	298	-45,0%
Autres				
Affaires à juger	2 201	2 739	2 549	-6,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	1 879	2 472	1 704	-31,1%
Affaires jugées	1 880	2 333	1 598	-31,5%
Total état civil				
Affaires à juger	13 675	13 476	8 092	-39,9%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	12 598	12 211	5 668	-53,5%
Affaires jugées	12 171	11 163	4 927	-55,8%

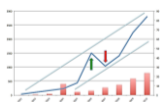


Tableau 66: Traitement des affaires d'hérédité et de tutelle

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Hérédité				
Affaires à juger	10 542	10 561	8 973	-15,0%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	9 959	10 065	7 950	21,0%
Affaires jugées	8 784	9 972	7 586	23,9%
<i>Dont accord</i>	8 392	9 186	7 046	23,3%
Tutelles				
Affaires à juger	8 780	7 795	7 443	-4,5%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	8 284	7 529	7 032	-6,6%
Affaires jugées	8 011	7 441	6 477	12,9%
<i>Dont accord</i>	7 568	6 843	5 073	25,9%
Total hérédité et tutelle				
Affaires à juger	19 322	18 356	16 416	10,6%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	18 243	17 594	14 982	14,8%
Affaires jugées	16 795	17 413	14 063	19,2%
<i>Dont accord</i>	15 960	16 029	12 119	24,4%

Tableau 67: Traitement des procédures de divorce

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Procédure de divorce				
Requêtes reçues	3 454	1 153	3 829	232,1%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	1 742	805	1 725	114,3%
Requêtes traitées	1 392	783	1 945	148,4%
<i>Conciliations réussies</i>	16	15	106	606,6%
<i>Séparation de corps prononcée</i>	20	13	2	-84,6%
Divorces prononcés	1 346	637	1 818	185,4%
<i>Dont consentement mutuel</i>	551	256	636	148,4%
<i>Dont pour faute</i>	795	381	1 182	210,2%

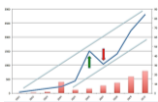


Tableau 68: Traitement des référés, assistance judiciaire, saisie des rémunérations et autres affaires civiles

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Référé (y compris les données du tribunal de commerce d'Abidjan)				
Affaires à traiter	6 634	8 943	8 474	-5,2%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	5 951	8 298	7 364	-11,3%
Affaires traitées	5 704	7 729	8 054	4,2%
Assistance judiciaire				
Requêtes à traiter	203	104	42	-59,6%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	186	95	41	-56,8%
Requêtes traitées	187	95	41	-56,8%
<i>Dont accord</i>	165	80	35	-56,3%
<i>Dont rejet</i>	22	13	6	-53,9%
Saisie des rémunérations				
Requêtes à traiter	85	64	47	-26,6%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	51	47	33	-29,8%
Requêtes traitées	71	56	32	-42,8%
<i>Dont conciliation</i>	5	9	//	//
<i>Dont autorisation de saisie</i>	58	51	//	//
Autres affaires civiles				
Affaires à juger	21 906	4 705	17 664	275,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	16 404	3 024	10 833	258,2%
Affaires jugées	16 433	2 870	9 095	216,9%
Total				
Affaires à traiter	28 828	13 816	26 227	89,8%
<i>Dont nouvelles affaires</i>	22 592	11 464	18 271	59,4%
Affaires traitées	22 395	10 750	17 222	60,2%

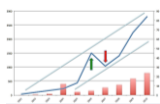


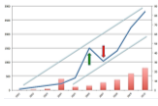
Tableau 69: Etat des ordonnances sur requête

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Requêtes aux fins d'ordonnance d'injonction de payer				
Requêtes à traiter	2 883	3 202	2 247	-29,8%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	2 848	3 167	2 236	-29,4%
Requêtes traitées	2778	3 196	2 198	-31,2%
<i>Dont accord</i>	1 933	2 652	1 757	-33,7%
Autres requêtes				
Requêtes à traiter	3 024	9 685	2 006	-79,3%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	3 005	9 600	1 986	-79,3%
Requêtes traitées	2 913	9 533	1 962	-79,4%
<i>Dont accord</i>	2 401	7 287	1 808	-75,2%
Total				
Requêtes à examiner	7 747	13 315	4 253	-68,1%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	7 687	13 189	4 222	-67,9%
Requêtes traitées	7 517	13 156	4 160	-68,4%
<i>Dont accord</i>	5 598	10 345	3 565	-65,5%

V.3.3.2 Traitement des affaires commerciales

Tableau 70: Traitement des affaires commerciales par les tribunaux

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Commerciale ordinaire				
Affaires à juger	4 751	3 174	3 448	8,7%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	4 041	2 885	2 996	3,9%
Affaires jugées	3 977	2 818	2 766	-1,9%
Référé commercial (seulement ceux du tribunal de commerce d'Abidjan)				
Affaires à juger	//	1 729	1 691	-2,2%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	//	1 679	1598	-4,8%
Affaires jugées	//	1 623	1 556	-4,1%
Ordonnance sur requête (seulement celle du tribunal de commerce d'Abidjan)				
Requête à traiter	//	4 157	4 100	-1,4%
<i>Dont nouvelles requêtes</i>	//	4 081	3 871	-5,2%
Requêtes traitées	//	3 928	2 959	-24,7%
Total				
Affaires à juger	4 870	9 273	9 239	-0,4%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	4 072	8 683	8 465	-2,5%
Affaires jugées	4 006	8 440	7 281	-13,7%



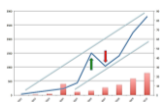
V.3.3.3 Traitement des affaires administratives et sociales

Tableau 71: Traitement des affaires administratives par les tribunaux

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Affaires à juger	15	154	1 188
<i>Dont affaires nouvelles</i>	14	154	552
Affaires jugées	10	146	738

Tableau 72: Traitement des procédures sociales par les tribunaux

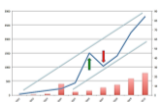
	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Affaires à traiter	3 912	4 117	3 835	-6,8%
<i>Dont affaires nouvelles</i>	2 455	2 557	3 835	49,9%
Affaires traitées	2 024	2 128	3 814	79,2%
<i>Dont conciliation totale</i>	96	122	//	//



V.4 Quelques activités spécifiques aux Greffes des tribunaux

Tableau 73: Activités spécifiques au Greffe

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Enregistrement des décisions				
Décisions à enregistrer	44 604	22 690	16 317	-28,1%
<i>Dont nouvelles décisions</i>	39 614	21 848	15 851	-27,4%
Décisions enregistrées	38 035	21 352	16 149	-24,4%
RCCM et sûreté				
Dossiers à traiter	48 798	50 691	62 687	23,7%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	48 798	50 691	62 687	23,7%
Dossiers traités	48 798	50 691	62 687	23,7%
Recours civil, administratif, commercial, social et pénal				
Dossiers à traiter	8 029	7 922	8 987	13,4%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	7 005	6 862	6 013	-12,4%
Dossiers traités	6 251	5 820	6 860	17,6%
Casier judiciaire et certificat de nationalité				
Demandes à traiter	1 231 324	1 573 508	1 044 862	-33,6%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 231 043	1 546 024	1 141 092	-26,2%
Demandes traitées	1 230 743	1 544 294	1 041 092	-32,6%
Actes délivrés	1 227 884	1 502 778	951 154	-36,7%
Actes en matière sociale				
Demandes à traiter	7 291	8 241	2 087	-74,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	0	8 241	2 087	-74,7%
Demandes traitées	7 291	8 230	2 064	-74,9%
Actes délivrés	7 291	8 230	2 064	-74,9%
Autres actes				
Demandes à traiter	61 190	38 643	18 060	-53,3%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	52 137	38 643	18 060	-53,3%
Demandes traitées	50 987	38 415	17 957	-53,3%
Total				
Demandes à traiter	1 405 295	1 701 695	1 151 916	-32,2%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 382 656	1 672 309	1 245 790	-25,5%
Demandes traitées	1 386 164	1 668 802	1 145 725	-31,3%



V.4.1 RCCM et sûretés

Tableau 74: Activités relatives au RCCM

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Immatriculation au RCCM			
Personnes physiques	26 726	31 974	28 011
Personnes morales	2 982	15 573	26 844
Entreprenants	11 990	155	160
Modifications du RCCM			
Personnes physiques	2 014	1 789	1 962
Personnes morales	448	523	4 874
Entreprenants	3080	55	16
Radiations au RCCM			
Personnes physiques	264	67	350
Personnes morales	27	40	231
Entreprenants	123	0	1
Inscriptions de sûretés			
Personnes physiques	//	//	179
Personnes morales	704	5 330	46
Entreprenants	437	//	13

V.4.2 Traitement des dossiers frappés de recours

Tableau 75: Traitement des dossiers frappés d'appel

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Procédures pénales				
Dossiers à traiter	3 307	3 302	2 965	-10,2%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	2 676	2 818	2 450	-13,1%
Dossiers transmis à la cour d'appel	2 355	2 466	2 309	-6,37%
Procédures civile, commerciale et administrative				
Dossiers à traiter	2 924	3 304	3 690	11,7%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	2 663	2 729	2 485	-8,9%
Dossiers transmis à la cour d'appel	2 227	2 074	2 550	22,9%
Procédures sociales				
Dossiers à traiter	1 066	703	1 109	57,8%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	986	702	944	34,5%
Dossiers transmis à la cour d'appel	992	667	829	24,3%
Total				
Dossiers à traiter	7 297	7 309	7 764	6,2%
<i>Dont nouveaux dossiers</i>	6 325	6 249	5 879	-5,9%
Dossiers transmis à la cour d'appel	5 574	5 207	5 688	9,2%

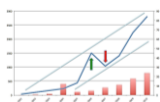
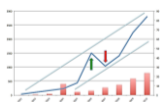


Tableau 76: Etat des recours autres que les appels et pourvoi en cassation

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Procédures pénales				
Opposition	107	112	157	40,2%
Tierce-opposition	//	//	//	//
Demande en révision	//	0	//	//
Interprétation et rectification	//	//	//	//
Procédures civile, commerciale et administrative				
Opposition	183	158	507	220,9%
Tierce-opposition	33	35	28	-20,0%
Demande en révision	1	0	1	
Interprétation et rectification	5	9	//	//
Procédures sociales				
Opposition	298	289	362	25,3%
Tierce-opposition	//	//	//	//
Demande en révision	//	//	//	//
Interprétation et rectification	//	//	//	//
Total				
Opposition	588	559	1 026	83,5%
Tierce-opposition	33	35	28	-20,0%
Demande en révision	1	0	1	
Interprétation et rectification	5	9	//	//



V.4.3 Demandes d'actes

Tableau 77: Etablissement des certificats de nationalité et casiers judiciaires

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Certificat de nationalité				
Demandes à traiter	845 812	1 068 404	737 087	-31,0%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	845 568	1 049 480	735 427	-29,9%
Demandes traitées	845 292	1 048 536	690 290	-34,2%
Certificats de nationalité délivrés	843 036	1 007 864	500 574	-50,3%
Bulletin N°1 du Casier judiciaire (B1)				
Demandes à traiter	12 446	1 116	5 923	430,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	12 444	1 116	5 923	430,7%
Demandes traitées	12 443	1 019	5 923	481,3%
B1 délivrés	12 443	1 019	5 503	440,0%
Bulletin N°2 du Casier judiciaire (B2)				
Demandes à traiter	183	765	568	-25,8%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	183	764	564	-26,2%
Demandes traitées	182	707	567	-19,8%
B2 délivrés	182	707	303	-57,1%
Bulletin N°3 du Casier judiciaire (B3)				
Demandes à traiter	372 883	503 223	301 284	-40,1%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	372 848	494 664	299 178	-39,5%
Demandes traitées	372 826	494 032	254 374	-48,5%
B3 délivrés	372 223	493 188	194 792	-60,5%
Total Casier judiciaire				
Demandes à traiter	385 512	505 104	307 775	-39,1%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	385 475	496 544	305 665	-38,5%
Demandes traitées	385 451	495 758	260 864	-47,5%
Casiers judiciaires délivrés	384 848	494 914	200 598	-59,5%
Total casier judiciaire et certificat de nationalité				
Demandes à traiter	1 231 324	1 573 508	1 044 862	-33,60%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 231 043	1 546 024	1 041 092	-32,7%
Demandes traitées	1 230 743	1 544 294	951 154	-38,4%
Actes délivrés	1 227 884	1 502 778	701 172	-53,3%

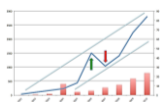


Tableau 78: Demande d'actes en matière sociale

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Apposition formule exécutoire sur procès-verbaux de l'inspection du travail				
Demandes à traiter	75	91	45	-50,6%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	75	91	45	-50,6%
Demandes traitées	75	50	44	-12,0%
Contrainte de la CNPS				
Demandes à traiter	3 379	5 307	1 664	-68,6%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	3 379	5 307	1 664	-68,6%
Demandes traitées	3 379	5 307	1 657	-68,8%
Cession de salaire				
Demandes à traiter	3 313	2 539	193	-92,4%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	3 313	2 539	193	-92,4%
Demandes traitées	3 313	2 530	193	-92,4%
Procès-verbaux de dépôt de statut et règlement intérieur				
Demandes à traiter	524	344	185	-46,2%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	524	344	185	-46,2%
Demandes traitées	524	343	170	-50,4%
Total				
Demandes à traiter	7 291	8 281	2 087	-74,8%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	7 291	8 281	2 087	-74,8%
Demandes traitées	7 291	8 230	2 064	-74,9%

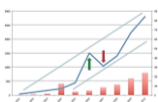
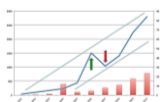


Tableau 79:Autres actes

	2019-2020	2020-2021	2021-2022	Variation
Acte d'individualité				
Demandses à traiter	30 350	26 761	6 674	-75,1%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	30 350	26 761	6 674	-75,1%
Demandses traitées	29 946	26 565	6 633	-75,0%
Procuration spéciale				
Demandses à traiter	6 359	7 871	3 092	-60,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	6 359	7 871	3 092	-60,7%
Demandses traitées	6 253	7 868	3 085	-60,8%
Certificat de non-remariage				
Demandses à traiter	1564	562	2 106	274,7%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1564	562	2 106	274,7%
Demandses traitées	1564	560	2 106	276,1%
Certificat de prise en charge				
Demandses à traiter	78	30	2	-93,3%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	78	30	2	-93,3%
Demandses traitées	78	28	2	-92,9%
Autres				
Demandses à traiter	1 596	3 419	6 186	80,9%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	1 596	3 419	6 186	80,9%
Demandses traitées	1 594	3 394	6 131	80,6%
Total				
Demandses à traiter	39 947	38 643	18 058	-53,3%
<i>Dont nouvelles demandes</i>	39 947	38 643	18 058	-53,3%
Demandses traitées	39 435	38 415	17 955	-53,3%



VI. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Tableau 80: Population carcérale au 1er janvier 2022

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	6 827	289	7 116	15 114	298	15 412	21 941	586	22 527
Mineurs	858	9	867	70	0	70	927	9	936
Total	7 685	298	7 982	15 184	298	15 481	22 868	595	23 463

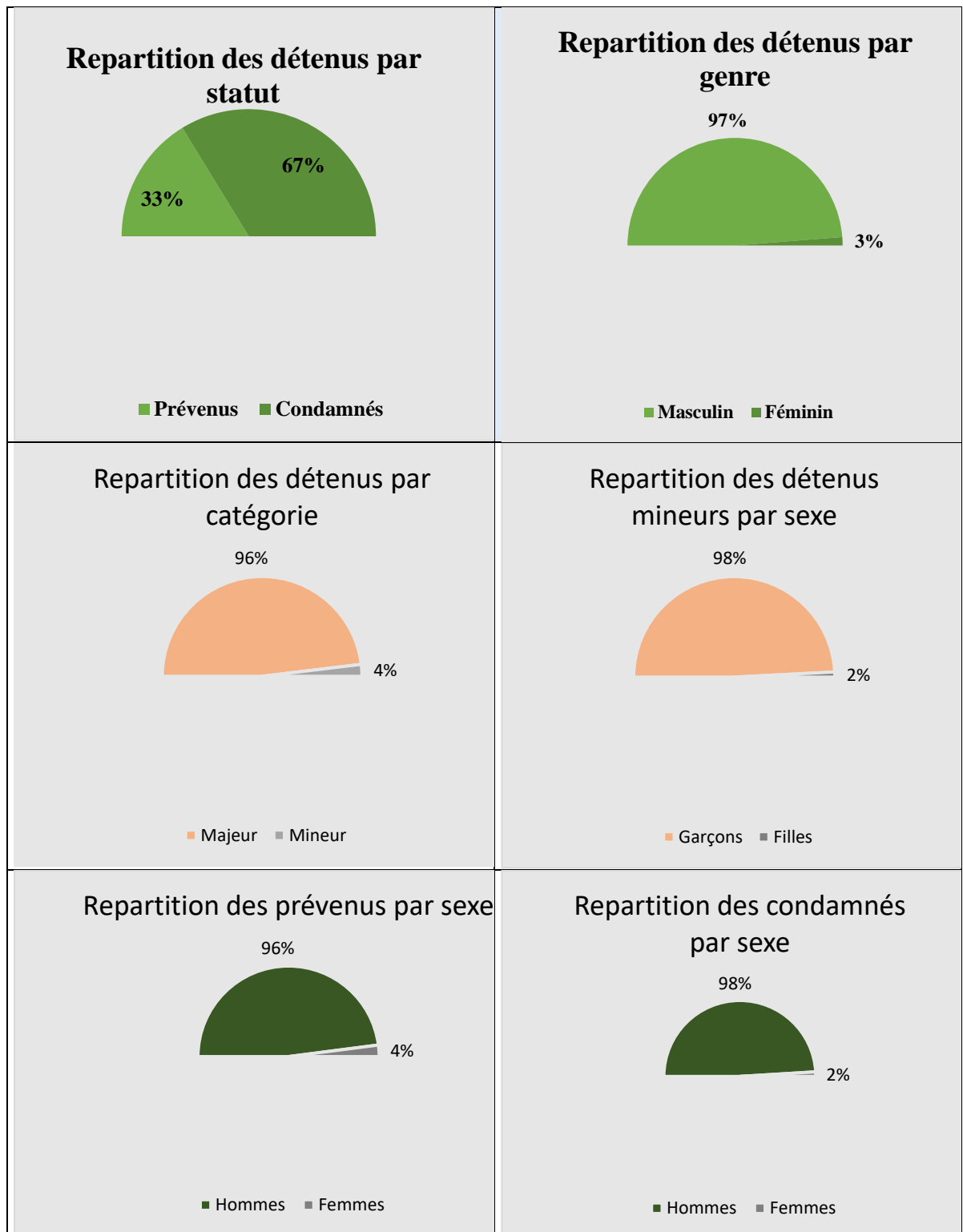
Tableau 81: Population carcérale moyenne en 2022

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	7 027	287	7 314	16 586	327	16 913	23 612	615	24 227
Mineurs	862	15	877	86	1	88	949	16	965
Total	7 889	302	8 191	16 672	329	17 001	24 561	631	25 192

Tableau 82: Population carcérale au 31 décembre 2022 à la fermeture

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Hom	Fem	Total	Hom	Fem	Total	Hom	Fem	Total
Majeurs	7 590	292	7 882	17 534	353	17 887	25 124	645	25 769
Mineurs	883	19	902	77	3	80	960	22	982
Total	8 473	311	8 784	17 611	356	17 967	26 084	667	26 751

Graphique 9 Répartition de la population carcérale selon le sexe et le statut



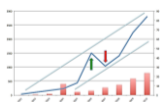


Tableau 83: Population carcérale MACA au 1er janvier 2022

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	2 719	175	2 894	4 829	87	4 916	7 548	262	7 810
Mineurs	525	4	529	42	0	42	567	4	571
Total	3 244	179	3 423	4 871	87	4 958	8 115	266	8 381

Tableau 84: Population carcérale moyenne MACA en 2022

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	2 984	180	3 164	5 331	102	5 433	8 316	281	8 597
Mineurs	574	10	584	47	1	48	621	11	633
Total	3 558	190	3 748	5 379	103	5 481	8 937	293	9 230

Tableau 85: Population carcérale MACA au 31 décembre 2022 à la fermeture

	Prévenus			Condamnés			Total détenus		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Majeurs	3 426	179	3 605	5 706	123	5 829	9 132	302	9 434
Mineurs	605	15	620	38	0	38	643	15	658
Total	4 031	194	4 225	5 744	123	5 867	9 775	317	10 092

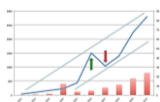
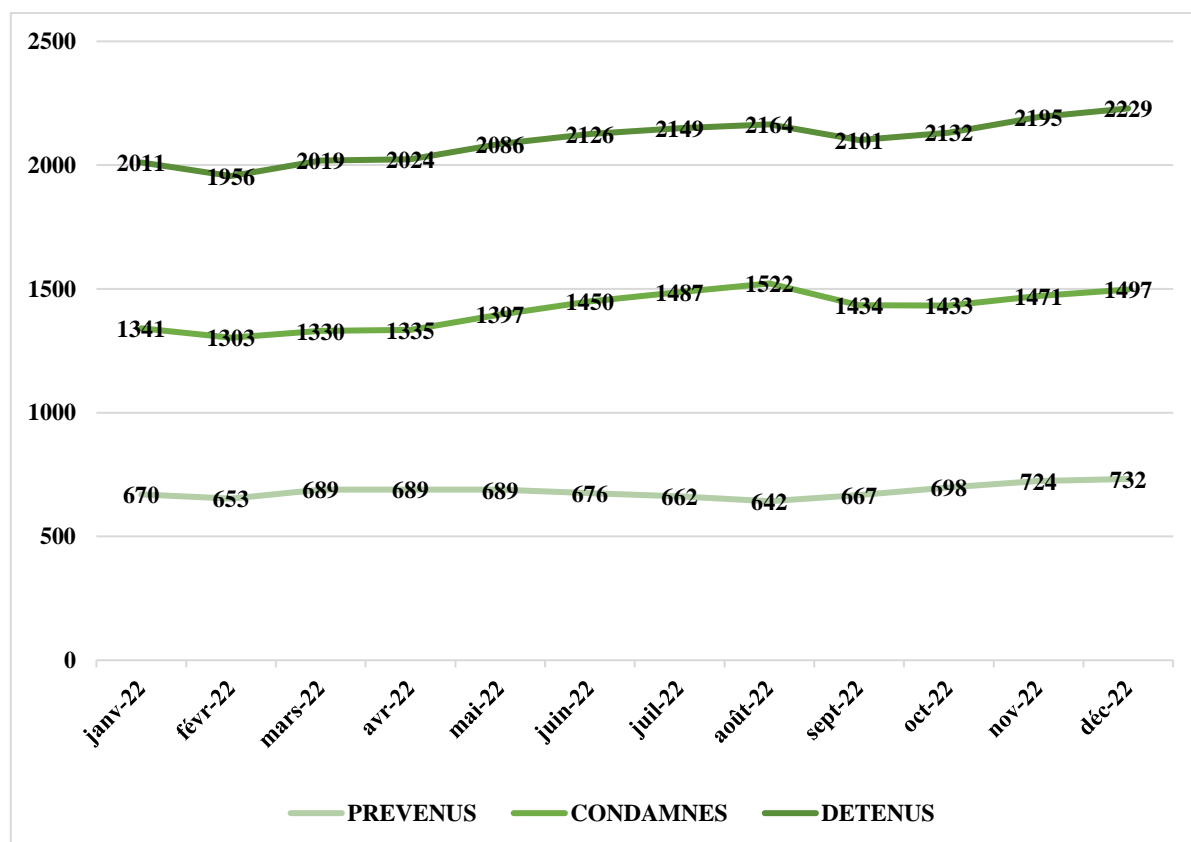


Tableau 86: Population carcérale mensuelle de janvier 2022 à décembre 2022

	PREVENUS	CONDAMNES	DETENUS
Janvier	670	1341	2011
Février	653	1303	1956
Mars	689	1330	2019
Avril	689	1335	2024
Mai	689	1397	2086
Juin	676	1450	2126
Juillet	662	1487	2149
Août	642	1522	2164
Septembre	667	1434	2101
Octobre	698	1433	2132
Novembre	724	1471	2195
Décembre	732	1497	2229
TOTAL	8 191	17 000	25 192

Graphique 10 Evolution de la population carcérale de janvier à décembre 2022



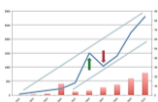
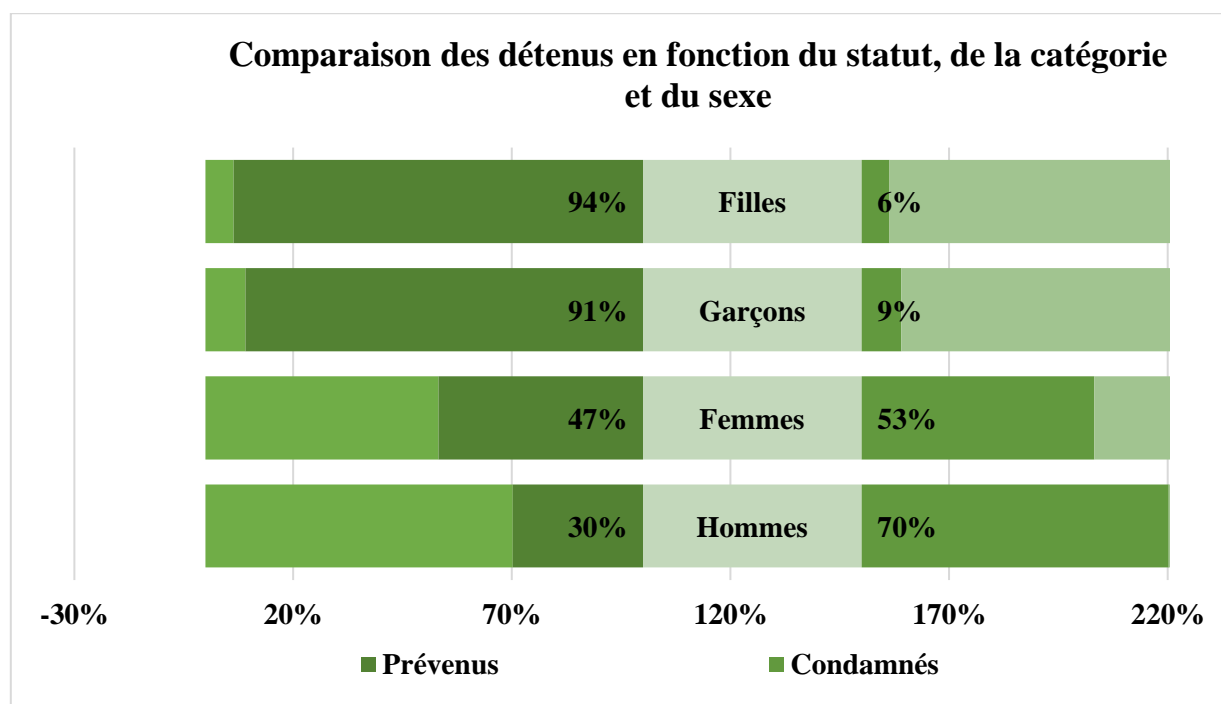
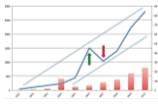


Tableau 87: Evolution de la population carcérale moyenne de 2017 à 2022

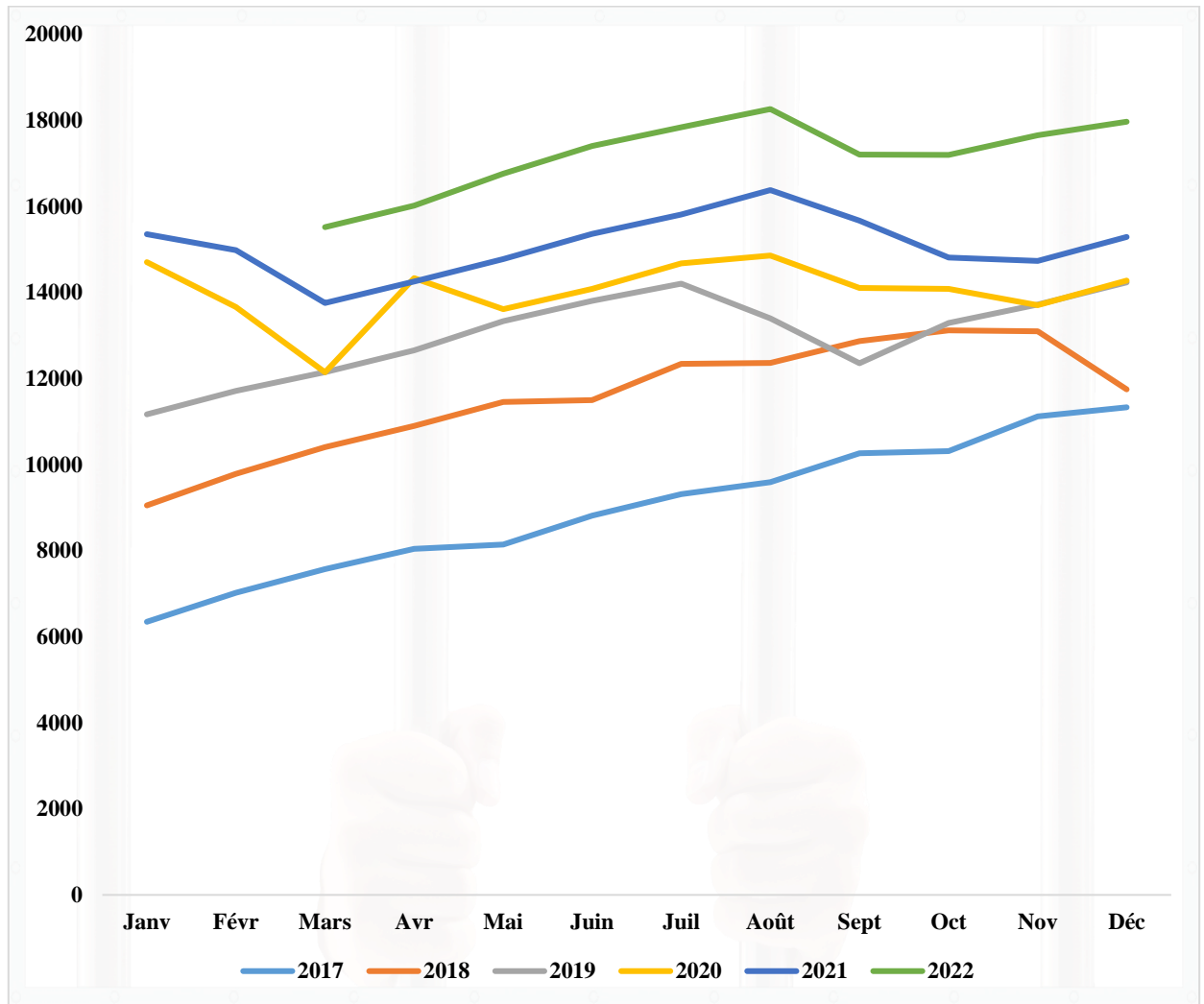
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation
Personnes détenus	14 471	17 588	19 392	21 054	22 673	25 192	10,0%
Prévenus	5 469	6 012	6 376	6 876	7 574	8 191	7,5%
<i>Hommes</i>	5 020	5 343	5 606	6 032	6 579	7 027	6,4%
<i>Femmes</i>	170	230	223	242	260	287	9,4%
<i>Garçons</i>	271	431	536	589	722	862	16,2%
<i>Filles</i>	8	8	11	13	13	15	11,3%
Condamnés	8 990	11 554	13 003	14 172	15 100	17 001	11,2%
<i>Hommes</i>	8 841	11 316	12 687	13 791	14 714	16 586	11,3%
<i>Femmes</i>	137	192	243	291	299	327	8,5%
<i>Garçons</i>	12	46	73	90	86	86	0,2%
<i>Filles</i>	0	0	0	0	0	1	75,0%

Graphique 11 Comparaison des détenus en fonction du statut, de la catégorie et du sexe
 Pour l'année 2021-2022





Graphique 12 Evolution du nombre de personnes condamnées de 2019 à 2022



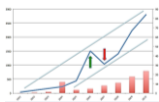
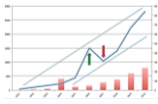


Tableau 88: Densité de la population carcérale par établissement pénitentiaire en 2022

	Surface dortoirs Cellules (m2)	Capacité d'accueil (si 3m2 par détenu)	Nombre moyen de détenus			Total moyen des détenus	Taux d'occupation des cellules au 3m2	Observations
			Prévenus	Condamnés	C.P.C			
Abengourou	364	121	116	579	0	695	5,7	+
Abidjan	9740	3246	3748	5481	0	9230	2,8	+
Aboisso	450	150	175	329	0	504	3,4	+
Adzopé	221	73	158	156	0	314	4,3	+
Agboville	361	120	99	141	0	239	2,0	+
Bondoukou	167	55	114	362	0	476	8,7	+
Bongouanou	485	160	40	184	0	225	1,4	+
Bouaflé	304	101	147	396	0	543	5,4	+
Bouaké	404	134	206	756	0	962	7,2	+
Bouaké M P	6000	2000	10	2205	0	2214		
Bouna	375	125	67	242	0	309	2,5	+
Boundiali	300	100	52	193	0	245	2,5	+
Dabou	197	65	107	167	0	274	4,2	+
Daloa	810	270	536	1001	0	1537	5,7	+
Danané	500	166	185	274	0	459	2,8	+
Dimbokro	803	266	29	402	0	430	1,6	+
FP Saliakro	320	156	0	23	0	23	0,1	-
Divo	424	140	113	234	0	347	2,5	+
Gagnoa	324	108	97	381	0	478	4,4	+
Gd-Bassam	491	163	105	125	0	230	1,4	+
Katiola	410	135	78	247	0	326	2,4	+
Korhogo	250	83	204	360	0	565	6,8	+
Lakota	365	120	41	88	0	130	1,1	-
Man	750	250	706	625	0	1331	5,3	+
M'Bahiakro	150	50	5	19	0	23	0,5	-
Odienné	375	125	51	95	0	146	1,2	+
Oumé	206	68	34	107	0	141	2,1	+
Sassandra	200	65	288	421	0	710	10,8	+
Séguéla	250	83	80	158	0	238	2,9	+
Soubré	256	85	197	521	0	719	8,5	+
Tabou	163	54	111	136	0	247	4,6	+
Touba	250	83	108	157	0	265	2,3	+
Tiassalé	352	117	27	142	0	168	2,0	+
Toumodi	308	102	156	294	0	450	4,4	+
TOTAL	27325	9139	8191	17001	2	25192	2,8	+

(+) surpeuplé, (-) sous-peuplé



Ont participé à l'élaboration de ce document :

OUATTARA Soualiho, **N'DRI** Yao Germain, **KOUAKOU** Konan Narcisse, **GUEI** Armande, **TANO**H Affoua Germaine Dominique, **YAPO** Cyrille Auguste Joël, **TROBIA** Anna Joelle, **TOURE** Sélé Thérèse, **DJORO** YOBOKOUA Lionel Arnaud, **OUATTARA** Domehili, **GOSSAN** Don Xavier Venceslas, **OUATTARA** Kafélégueman, **BONI** Sesse Mélanie, **BAYA** Komenan Dimitri, **COULIBALY** N'Gana Joel, **N'DRI** Konan Xavier Hermann, **KOUASSI** Kouakou Djabia JP, **N'GUESSAN** Marie Josée, **ACQUAH** Koffi Augustin, **OUATTARA** Minata, **ADJA** Kan Diane Carelle, **COULIBALY** Boatini Daouda Richard, **BONGA** Gisèle, **BROU** Aya Marie Josée, **ZAMBRE** Belmonde, **TANO**H Amanbian Alain, **DIBY** Kouakou Fulbert, **TCHAGBA** Marie Noelle, **AHUA** Ban Nango Herman,